

N° 459

SÉNAT

DEUXIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2006-2007

Annexe au procès-verbal de la séance du 19 septembre 2007

RAPPORT

FAIT

au nom de la commission des Affaires sociales (1) sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative),

Par Mme Catherine PROCACCIA,

Sénateur.

(1) Cette commission est composée de : M. Nicolas About, *président* ; MM. Alain Gournac, Louis Souvet, Gérard Dériot, Jean-Pierre Godefroy, Mme Claire-Lise Campion, MM. Bernard Seillier, Jean-Marie Vanlerenberghe, Mme Annie David, *vice-présidents* ; MM. François Autain, Paul Blanc, Jean-Marc Juilhard, Mmes Anne-Marie Payet, Gisèle Printz, *secrétaires* ; Mme Jacqueline Alquier, MM. Jean-Paul Amoudry, Gilbert Barbier, Pierre Bernard-Reymond, Daniel Bernardet, Mme Brigitte Bout, MM. Jean-Pierre Cantegrit, Bernard Cazeau, Mmes Isabelle Debré, Christiane Demontès, Sylvie Desmarescaux, Muguette Dini, M. Claude Domeizel, Mme Bernadette Dupont, MM. Michel Esneu, Jean-Claude Etienne, Guy Fischer, Jacques Gillot, Francis Giraud, Mmes Françoise Henneron, Marie-Thérèse Hermange, Gélita Hoarau, Annie Jarraud-Vergnolle, Christiane Kammermann, MM. Marc Laménie, Serge Larcher, André Lardeux, Dominique Leclerc, Mme Raymonde Le Texier, MM. Roger Madec, Jean-Pierre Michel, Alain Milon, Georges Mouly, Mmes Catherine Procaccia, Janine Rozier, Michèle San Vicente-Baudrin, Patricia Schillinger, Esther Sittler, MM. Alain Vasselle, François Vendasi.

Voir le numéro :

Sénat : 293 (2006-2007)

SOMMAIRE

Pages

AVANT-PROPOS	5
I. UN IMPORTANT TRAVAIL DE RECODIFICATION	7
A. POURQUOI RECODIFIER ?	7
B. LE PROCESSUS DE RECODIFICATION	8
1. <i>Les principes directeurs de la recodification</i>	8
2. <i>Les acteurs de la recodification</i>	9
II. LE NOUVEAU CODE DU TRAVAIL	11
A. UN NOUVEAU PLAN	11
B. UN NOUVEAU TEXTE	13
1. <i>Les modifications de forme</i>	13
a) Des articles plus courts	13
b) Une terminologie harmonisée	13
c) La généralisation de l'indicatif présent	14
2. <i>Les modifications plus substantielles</i>	14
a) Les opérations de déclassement	14
b) La définition de notions juridiques et du champ d'application des articles	15
c) Les dispositions ajoutées ou supprimées	15
III. LA POSITION DE VOTRE COMMISSION	17
A. LE CONTRÔLE DU RESPECT DE L'HABILITATION PARLEMENTAIRE	17
1. <i>Le respect des délais</i>	17
2. <i>Le respect du fond de l'habilitation</i>	17
a) Appréciation générale	17
b) Le problème particulier posé par la codification du droit d'Alsace-Moselle	18
B. UNE RECODIFICATION UTILE	19
1. <i>Un temps d'adaptation sera nécessaire</i>	19
2. <i>De notables améliorations</i>	19
EXAMEN DES ARTICLES	21
• <i>Article premier Ratification de l'ordonnance</i>	21
• <i>Article 2 (art. L. 433-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles)</i> Codification des dispositions relatives aux permanents des lieux de vie	25
• <i>Article 3 Corrections apportées à la partie législative du nouveau code du travail</i>	26
• <i>Article 4 Correction d'une erreur à l'annexe II de l'ordonnance</i>	29
• <i>Article 5 Application de l'ordonnance dans certains territoires ultramarins</i>	29
TRAVAUX DE LA COMMISSION	31
TABLEAU COMPARATIF	39
ANNEXE AU TABLEAU COMPARATIF	61

AVANT-PROPOS

Mesdames, Messieurs,

Depuis la création de la commission supérieure de codification (CSC), en 1989, un travail de codification tout à fait considérable a été accompli dans notre pays : plus d'une quinzaine de codes ont été adoptés, certains pour réécrire des codes anciens, comme le code de commerce, d'autres pour codifier des matières nouvelles, comme le code du sport ou le code du tourisme. Cette codification a été réalisée, à de rares exceptions près, à droit constant : elle consiste à actualiser et à moderniser des codes qui ont parfois vieilli, non à procéder à la réforme d'ensemble d'un domaine.

Depuis l'adoption de la loi n° 99-1071 du 16 décembre 1999, portant habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnances à l'adoption de la partie législative de certains codes, l'habitude a été prise de promulguer ces nouveaux codes par la voie d'ordonnances, sur le fondement de l'article 38 de la Constitution. Cette procédure a permis de contourner l'obstacle que constituait l'encombrement de l'ordre du jour des assemblées parlementaires.

Il était naturel que le code du travail soit soumis, à son tour, à cet exercice de recodification. En vigueur depuis 1973, il a été rendu, au fil des ans, sans cesse plus complexe et touffu par l'accumulation de mesures législatives et réglementaires successives. Pour ces raisons, Gérard Larcher, alors ministre en charge du travail, a pris l'initiative, en 2004, de lancer le processus de recodification.

La partie législative du nouveau code du travail est annexée à l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007, publiée au Journal officiel le 13 mars dernier. Ce projet de loi a pour objet de procéder à la ratification de cette ordonnance, ce qui aura pour effet de lui conférer une valeur législative, les ordonnances non ratifiées ayant une simple valeur réglementaire.

Votre commission se félicite que le Gouvernement ait choisi d'inscrire à l'ordre du jour des assemblées l'examen de ce projet de loi de ratification. Rappelons en effet que l'article 38 de la Constitution impose seulement le dépôt d'un projet de loi de ratification, à peine de caducité de l'ordonnance, mais non son adoption.

Elle se réjouit également qu'un projet de loi autonome ait été élaboré - alors que de nombreuses ratifications sont effectuées à l'occasion de l'examen de projets de loi qui poursuivent d'autres objectifs - dans la mesure où cela permettra au débat parlementaire de se dérouler dans de meilleures conditions.

Consciente des limites et des critiques que suscite inmanquablement tout exercice de recodification « à droit constant », votre commission porte néanmoins un jugement favorable sur le projet de nouveau code du travail qui lui est soumis. Elle veut croire que ses utilisateurs, après une inévitable phase d'adaptation, sauront également en apprécier les bénéfices.

I. UN IMPORTANT TRAVAIL DE RECODIFICATION

Les travaux de recodification ont été officiellement lancés le 15 février 2005 par le ministre alors en charge du secteur du travail, Gérard Larcher. Plus de deux ans ont été nécessaires pour parvenir à la publication de l'ordonnance relative au nouveau code du travail. Ce délai s'explique, notamment, par l'effort accompli par le ministère pour associer les partenaires sociaux à toutes les étapes du processus de rédaction du nouveau code.

A. POURQUOI RECODIFIER ?

Le code du travail, créé en 1910, a déjà fait l'objet d'une première recodification en 1973. Trente ans plus tard, une refonte de ce code est apparue nécessaire. En effet, comme l'indique le rapport au Président de la République qui accompagne l'ordonnance, le code a « *progressivement perdu en cohérence et en clarté* » du fait des nombreuses interventions du législateur dans les domaines du travail et de l'emploi.

Dans son rapport public de 2006, le Conseil d'Etat souligne que « *le système juridique français n'a pas échappé à la logique de la sédimentation consistant à prendre successivement des textes sur le même sujet sans réévaluation d'ensemble du dispositif et sans abrogation en conséquence de tout ce qui est devenu superfétatoire, redondant ou encore obsolète* ». Ce phénomène de « sédimentation » vaut tout particulièrement pour le droit du travail qui fait l'objet de révisions particulièrement fréquentes, comme l'illustrent, par exemple, les modifications répétées des règles relatives à la durée du travail ou au régime des contrats aidés depuis dix ans.

Rendu de plus en plus complexe et foisonnant, le code du travail risquait, à terme, de ne plus satisfaire aux objectifs constitutionnels d'accessibilité et d'intelligibilité de la loi, consacrés par le Conseil constitutionnel dans sa décision n° 99-421 DC du 16 décembre 1999. Ce risque était d'autant plus important que le code du travail, outil juridique utilisé au quotidien, doit être compréhensible par des non-juristes (employeurs, salariés, élus du personnel, délégués syndicaux...) pour que les garanties qu'il comporte soient effectives.

Par ailleurs, certains textes importants, comme la loi n° 78-49 du 18 janvier 1978 sur la mensualisation, n'ont jamais été intégrés dans le code du travail, alors qu'ils pouvaient naturellement y trouver leur place.

Ces considérations ont incité le Gouvernement à procéder à une refonte d'ensemble du code du travail, afin de le rendre plus simple et plus lisible.

B. LE PROCESSUS DE RECODIFICATION

1. Les principes directeurs de la recodification

Le travail de recodification a été accompli dans le cadre défini par les deux lois d'habilitation du 9 décembre 2004 et du 30 décembre 2006.

Par l'article 84 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit, le Gouvernement a été autorisé à adapter, par voie d'ordonnance, la partie législative du code du travail, afin d'y inclure les dispositions de nature législative qui n'avaient pas été codifiées et de remédier aux éventuelles erreurs ou insuffisances de codification. Le Gouvernement disposait d'un délai de dix-huit mois, à compter de la date de publication de la loi, pour publier l'ordonnance.

Ce délai s'étant révélé insuffisant, l'habilitation a été renouvelée par l'article 57 de la loi n° 2006-1770 du 30 décembre 2006 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié et portant diverses dispositions d'ordre économique et social. Les termes de cette seconde habilitation sont plus précis que ceux figurant dans la loi de 2004.

Elle indique d'abord que le Gouvernement est autorisé à procéder par ordonnance à l'adaptation des dispositions législatives du code du travail à droit constant, afin d'y inclure les dispositions de nature législative qui n'ont pas été codifiées, d'améliorer le plan du code et de remédier, le cas échéant, aux erreurs ou insuffisances de codification.

Il est ensuite précisé que les dispositions codifiées sont celles en vigueur au moment de la publication de l'ordonnance, sous la seule réserve de modifications qui seraient rendues nécessaires pour assurer le respect de la hiérarchie des normes et la cohérence rédactionnelle des textes ainsi rassemblés, harmoniser l'état du droit, remédier aux éventuelles erreurs et abroger les dispositions, codifiées ou non, devenues sans objet.

Le Gouvernement a également été autorisé à étendre, le cas échéant, l'application des dispositions codifiées à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon, à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française, aux Terres australes et antarctiques françaises et aux îles Wallis-et-Futuna, avec les adaptations nécessaires.

La publication de l'ordonnance devait intervenir dans un délai de neuf mois suivant la publication de la loi et le projet de loi de ratification être déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois à compter de la publication de l'ordonnance.

Les rédacteurs du nouveau code du travail se sont également conformés aux dispositions de la circulaire du Premier ministre du 30 mai 1996, relative à la codification des textes législatifs et réglementaires. Elle affirme le principe d'une **codification à droit constant**, qui permet d'éviter que le travail de recodification se perde dans les débats qui accompagnent

toute réforme de fond. Ce principe n'interdit pas cependant des adaptations, pour veiller par exemple au respect des engagements internationaux de la France, et notamment du droit communautaire, ou au respect du partage entre domaines de la loi et du règlement, défini à l'article 34 de la Constitution.

2. Les acteurs de la recodification

Pilotés par la direction générale du travail (DGT), les travaux de recodification ont associé de multiples intervenants.

Une mission, rattachée au directeur général du travail, Jean-Denis Combrexelle, et composée de six fonctionnaires du ministère, a été chargée d'effectuer le travail de codification proprement dit (restructuration du plan, réécriture des dispositions législatives), avec le concours des services ministériels concernés.

Cette première équipe a œuvré sous le contrôle permanent des deux rapporteurs auprès de la commission supérieure de codification (CSC), tous deux issus du Conseil d'Etat, qui ont veillé en particulier au respect des principes généraux de recodification.

Un comité d'experts, composé de cinq personnalités aux parcours professionnels diversifiés¹, a par ailleurs été institué ; destinataire de l'ensemble des travaux, il s'est plus particulièrement prononcé sur les questions juridiques complexes soumises à son examen.

Les travaux de codification ont ensuite été présentés à une commission de partenaires sociaux, dont la composition est identique à celle de la commission nationale de la négociation collective². La commission s'est réunie à quatorze reprises.

La CSC, placée auprès du Premier ministre, a enfin examiné et validé l'ensemble des travaux. Elle a pu formuler ses remarques et demander les modifications qu'elle jugeait utiles.

L'ordonnance portant le nouveau code du travail a été examinée par le Conseil d'Etat avant son adoption en Conseil des ministres. Outre une analyse critique de la qualité juridique du texte, le Conseil d'Etat a veillé au respect de la loi d'habilitation.

¹ Le comité d'experts était composé de : Jacques Barthélémy, avocat en droit social ; Jean-Philippe Bouret, magistrat à la chambre sociale de la Cour de cassation ; Christophe Radé, professeur à l'université de Montesquieu-Bordeaux V ; Laurent Vilbœuf, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Charente ; Philippe Waquet, conseiller honoraire à la Cour de cassation.

² Composition de la commission (membres titulaires et suppléants) : CFDT : Vanessa Cailly et Michel Mersenne ; CFTC : Gabrielle Simon et Marie Hautefort ; CFE-CGC : Alain Lecanu et Marie-Christine Albaret ; CGT : Philippe Masson et Isabelle Depuydt ; CGT-FO : Véronique Lopez-Rivoire et Ghislaine Ferreira ; CGPME : Jean-François Veysset et Georges Tissié ; FNSEA : Claude Cochonneau et Muriel Caillat ; Medef : Chantal Foulon et Dominique Cazal ; UNAPL : Georges Dercourt et Valérie Ramage ; UPA : Pierre Burban et Marjorie Lechelle.

Dans son rapport d'activité pour 2005, la CSC a jugé « *exemplaire* » le processus de recodification et a recommandé de maintenir la même organisation pour la rédaction de la partie réglementaire du code. Les représentants des organisations syndicales auditionnés par votre rapporteur ont cependant souvent regretté la brièveté des délais qui leur ont été impartis pour examiner les différentes parties du projet de code et ont parfois déploré que leurs remarques les plus importantes n'aient pas été retenues.

Il appartient désormais au Parlement de parachever le processus en approuvant le projet de loi de ratification de l'ordonnance. La partie réglementaire du nouveau code est en cours de finalisation et devrait être publiée d'ici quelques mois.

II. LE NOUVEAU CODE DU TRAVAIL

Le plan du code du travail a été remanié et sa rédaction a fait l'objet de substantielles modifications.

A. UN NOUVEAU PLAN

Le plan du nouveau code se veut « *détaillé et didactique* », pour reprendre les termes de Jean-Denis Combrexelle et Hervé Lanouzière¹, qui soulignent également que « *le plan du nouveau code n'avait pas vocation à faire preuve d'originalité* » et que « *le parti pris de la mission de recodification, de systématiquement privilégier le point de vue de l'utilisateur potentiel, a conduit à des solutions résolument pratiques* »².

Le nouveau code comprend huit parties, contre neuf livres dans le code actuel, divisées en livres, titres, chapitres, sections et sous-sections. Il comprend un nombre de subdivisions beaucoup plus élevé que le code actuel (1 890 contre 271).

Les rédacteurs du code se sont efforcés de rapprocher des dispositions aujourd'hui dispersées en différents points du code, alors qu'elles entretiennent des liens très forts, par exemple les dispositions relatives aux différentes catégories de salariés protégés ou celles relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle.

Ils ont également veillé à ce que les articles prévoyant des sanctions pénales soient rapprochés des dispositions de fond auxquelles ils se rapportent.

Enfin, alors qu'il existe aujourd'hui un livre consacré aux dispositions applicables outre-mer, le choix a été fait, dans le nouveau code, de faire figurer une division consacrée à l'outre-mer à la fin de chacune des huit parties.

¹ Jean-Denis Combrexelle, directeur général du travail et Hervé Lanouzière, en charge de la mission de recodification au sein de la DGT, « Les enjeux de la recodification du code du travail », *Droit social* n° 5, mai 2007, p. 518.

² *Op. cit.*

Le plan du nouveau code du travail

Le nouveau code est organisé comme suit :

- La **première partie** porte sur les **relations individuelles de travail**. Elle comprend les règles relatives aux différents contrats de travail, depuis la formation du contrat jusqu'à sa rupture ; elle inclut donc les règles relatives au licenciement pour motif personnel et au licenciement pour motif économique. Elle comprend également les dispositions relatives au règlement intérieur et au droit disciplinaire, ainsi que les dispositions relatives à la résolution des litiges et au conseil de prud'hommes.

- La **deuxième partie** porte sur les **relations collectives de travail**. Elle accueille d'abord les dispositions relatives aux syndicats, puis celles touchant à la négociation collective et aux conventions et accords collectifs et celles traitant des institutions représentatives du personnel. Un livre regroupe les articles relatifs aux salariés protégés (élus du personnel, délégués syndicaux...). Cette partie se termine par les dispositions relatives aux conflits collectifs.

- La **troisième partie** regroupe les articles portant sur la **durée du travail, le salaire, l'intéressement, la participation et l'épargne salariale**. Durée du travail, repos et congés figurent dans le livre premier. Les dispositions particulières applicables aux départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ont été codifiées. Puis apparaissent les dispositions relatives au salaire et aux avantages divers, dont celles issues de la loi de 1978 sur la mensualisation, qui n'étaient jusqu'ici pas codifiées. Les articles traitant de l'intéressement, de la participation et de l'épargne salariale forment un troisième livre.

- La **quatrième partie** porte sur la **santé et la sécurité au travail**. Les dispositions s'y rapportant figurent actuellement dans le titre du code du travail consacré aux conditions de travail, aux côtés des articles relatifs à la durée du travail, au repos et au congé. Le choix de faire figurer ces dispositions dans une partie autonome atteste de l'importance accordée à ces questions ces dernières années. Elle regroupe les dispositions relatives à la prévention des risques professionnels, aux lieux de travail, aux équipements de travail et aux moyens de protection, aux risques d'exposition et au contrôle de la réglementation.

- La **cinquième partie** est consacrée à **l'emploi**. Elle rassemble d'abord les articles relatifs aux dispositifs en faveur de l'emploi, puis ceux qui concernent des catégories particulières de travailleurs (travailleurs handicapés et étrangers), ceux consacrés au service public de l'emploi et au placement et enfin ceux applicables aux demandeurs d'emploi.

- La **sixième partie** porte sur la **formation professionnelle tout au long de la vie**. Elle réunit les dispositions relatives à l'apprentissage, qui figurent en tête du livre premier de l'actuel code du travail, et celles consacrées à la formation professionnelle tout au long de la vie, qui composent l'actuel livre IX. Elle contient également les articles relatifs à la validation des acquis de l'expérience.

- La **septième partie** regroupe les **dispositions applicables à certaines professions et activités** (qui n'ont pu trouver leur place dans un code spécialisé). Sont concernés les journalistes professionnels, les professions du spectacle, de la publicité et de la mode ; les concierges et employés d'immeubles à usage d'habitation, les employés de maison et les activités de service à la personne ; des professions à caractère commercial se caractérisant par un certain degré d'autonomie (voyageurs, représentants ou placiers, gérants de succursales et conjoints salariés du chef d'entreprise) ; les travailleurs à domicile.

- La **huitième partie** est consacrée au **contrôle de l'application de la législation**. Elle contient les articles relatifs à l'inspection du travail et à la lutte contre le travail illégal.

B. UN NOUVEAU TEXTE

Les rédacteurs du nouveau code ne se sont pas contentés de réorganiser les articles existants : un important travail de réécriture a été accompli pour rendre le code plus lisible.

1. Les modifications de forme

Certaines modifications ont une portée surtout formelle.

a) Des articles plus courts

La mission de recodification a procédé à de nombreuses scissions d'articles, afin qu'à chaque article corresponde une idée. Les règles de forme ont été distinguées des règles de fond, les règles de principe des exceptions. De ce fait, le nombre d'articles dans le code a considérablement augmenté : alors qu'il est de 1 891 dans le code actuel, il s'élève à 3 652 dans le nouveau code, soit un quasi-doublement. Le nombre de caractères utilisés a en revanche diminué de 10 %, ce qui démontre qu'un effort a été réalisé pour alléger la rédaction du texte.

La CSC recommande, lorsqu'un code comprend 2 000 articles ou plus dans sa partie législative, de retenir une numérotation à quatre chiffres, qui permet d'introduire davantage de subdivisions et d'aboutir à un plan plus fin. La mission de recodification a suivi cette recommandation et opté pour une numérotation à quatre chiffres.

b) Une terminologie harmonisée

Il n'est pas rare que soient utilisés dans le code du travail des termes différents pour désigner une même réalité juridique : « *employeur* » et « *chef d'entreprise* », « *préavis* » et « *délai-congé* », « *recrutement* » et « *embauchage* », « *congédiement* » et « *licenciement* »... Ces variations sont source de confusion pour le lecteur non averti.

Dans le nouveau code, le vocabulaire a été uniformisé, en retenant à chaque fois les termes les plus aisément compréhensibles par l'utilisateur : « *préavis* » a ainsi été préféré à « *délai-congé* », « *licenciement* » à « *congédiement* », etc.

c) La généralisation de l'indicatif présent

Le code du travail contient diverses formulations exprimant le caractère impératif des normes qu'il édicte : l'employeur « *doit* », « *doit obligatoirement* », « *est tenu de* »... Or, le guide de légistique, élaboré conjointement par le Conseil d'Etat et le Secrétariat général du Gouvernement, souligne que l'indicatif présent suffit, en droit, à signifier le caractère impératif d'une disposition. Pour cette raison, l'emploi de l'indicatif présent a été généralisé à l'ensemble du code.

2. Les modifications plus substantielles

a) Les opérations de déclassement

La recodification a fourni l'occasion de faire mieux appliquer le partage entre les domaines de la loi et du règlement. En vertu de l'article 34 de la Constitution, en effet, la loi a vocation à définir seulement les « *principes fondamentaux* » du droit du travail, tandis que les dispositions plus précises relèvent du domaine réglementaire. Il n'est pourtant pas rare que des dispositions de nature réglementaire, figurant dans un projet de loi ou insérées par voie d'amendement, soient adoptées par le Parlement puis intégrées dans la partie législative du code.

Au total, environ cinq cents opérations de déclassement de la partie législative vers la partie réglementaire ont été effectuées à l'occasion des travaux de recodification. Elles concernent parfois la totalité d'un article (61 reclassements), plus souvent un alinéa, une phrase, un membre de phrase ou un mot.

Ces reclassements ont notamment eu pour effet de renvoyer dans la partie réglementaire les dispositions portant sur :

- la désignation de l'autorité administrative compétente : désormais, la partie législative fait simplement référence à « *l'autorité administrative* », qui est identifiée dans la partie réglementaire (par exemple le préfet) ; par exception, les mentions de l'inspecteur du travail et du directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ont été maintenues dans la partie législative lorsqu'ils agissent dans le cadre de leurs pouvoirs propres d'inspection du travail ;

- la désignation de la juridiction compétente : la partie législative fait référence au « *juge judiciaire* » et la partie réglementaire précise la juridiction concernée (le tribunal d'instance par exemple) ; la désignation du tribunal a parfois été maintenue en partie législative lorsque son déclassement risquait de rendre peu compréhensible l'article dans lequel elle s'insère ; par ailleurs, la référence au conseil de prud'hommes, juridiction spécifique au droit du travail, a été maintenue en partie législative ;

- les règles de procédure : les formalités de dépôt, les délais, les modalités d'information et de communication sont renvoyées en partie réglementaire, sauf lorsqu'elles constituent une garantie essentielle des droits du salarié ou de l'employeur ;

- les mentions chiffrées : les montants, niveaux et pourcentages régulièrement révisés sont déclassés ; en revanche, sont maintenues en partie législative les dispositions qui constituent des garanties pour les salariés ou s'inscrivent de façon pérenne dans le code (la fixation de la durée du travail à trente-cinq heures par semaine par exemple).

b) La définition de notions juridiques et du champ d'application des articles

Pour clarifier la lecture du code, des articles définissent désormais certaines notions. Tel est notamment le cas du travail temporaire, défini à l'article L. 1251-1¹ du nouveau code, ou de la notion de « *jeune travailleur* » pour la législation relative au travail de nuit (article L. 3161-1).

Toujours dans un souci de clarification, des articles définissant le champ d'application du code ont été placés en tête de chaque livre. Le nouveau code du travail s'ouvre ainsi sur un article L. 1111-1, qui indique que « *les dispositions du présent livre sont applicables aux employeurs de droit privé ainsi qu'à leurs salariés* ». Cette formulation est incontestablement plus lisible que celle figurant à l'actuel article L. 120-1, qui prévoit que « *les dispositions des chapitres premier, II (sections I, II, III, IV, IV-I, V, V-I, V-II), III, IV, V, VI du présent titre sont applicables notamment aux salariés des offices publics et ministériels, des professions libérales, des sociétés civiles, des syndicats professionnels, des associations de quelque nature que ce soit* ».

c) Les dispositions ajoutées ou supprimées

La recodification a fourni l'occasion de redéfinir le périmètre du code du travail : dans toute la mesure du possible, les dispositions propres à certains secteurs d'activité ou à certaines professions ont été transférées vers les codes spécialisés, à savoir le code de l'action sociale et des familles, pour les assistants maternels et familiaux, le code minier, le code rural, le code de l'éducation ou le code du sport. De surcroît, certaines dispositions relevant du régime des cotisations sociales ont été intégrées dans le code de la sécurité sociale.

Des dispositions qui n'avaient jamais été intégrées au code du travail ont été codifiées : loi du 19 janvier 1978 relative à la mensualisation, ordonnance du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, ordonnance du 27 septembre 1967 relative aux titres restaurants, loi du 4 août 1982 relative aux chèques-transports, dispositions de l'ordonnance du 2 août 2005 relatives

¹ « *Le recours au travail temporaire a pour objet la mise à disposition temporaire d'un salarié par une entreprise de travail temporaire au bénéfice d'un client utilisateur pour l'exécution d'une mission.* »

au contrat « nouvelles embauches », etc. Les dispositions du droit local relatives aux départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ont également été codifiées, dès lors qu'existent déjà dans le code du travail des dispositions de même nature (en matière de jours fériés, par exemple) applicables dans les autres départements métropolitains.

A contrario, des articles figurant dans l'actuel code du travail ont été supprimés, soit parce que l'on a estimé qu'ils étaient tombés en désuétude (suppression de la référence à l'attitude patriotique pendant l'occupation pour déterminer la représentativité syndicale, suppression de l'article L. 121-2 qui prévoit que le contrat de travail est exempt de timbre et d'enregistrement...), soit parce qu'ils étaient incompatibles avec des dispositions de valeur supra-législative, issues notamment du droit communautaire (abrogation des dispositions interdisant le travail de nuit des femmes, en dehors des cas visant à protéger les femmes enceintes et allaitantes). Des dispositions transitoires devenues sans objet ont également été retirées et de multiples erreurs de référence ou de renvoi corrigées.

III. LA POSITION DE VOTRE COMMISSION

Respectueuse de l'habilitation votée par le Parlement, l'ordonnance soumise à ratification devrait, sous réserve de certaines corrections, rendre le code du travail plus accessible à ses utilisateurs.

A. LE CONTRÔLE DU RESPECT DE L'HABILITATION PARLEMENTAIRE

Votre commission considère que les termes de la loi d'habilitation ont été respectés et que les auteurs du nouveau code ont fait une application prudente de l'habilitation qui leur a été donnée.

1. Le respect des délais

L'article d'habilitation figurant dans la loi n° 2006-1770 du 30 décembre 2006 prévoyait que l'ordonnance devait être prise dans un délai de neuf mois suivant la publication de la loi, soit au plus tard à la fin du mois de septembre 2007, et qu'un projet de loi de ratification devrait être déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois à compter de la publication de l'ordonnance.

Ces deux délais ont été respectés :

- l'ordonnance a été publiée le 13 mars 2007, soit bien avant l'expiration du délai autorisé ;

- le projet de loi de ratification a été déposé sur le bureau du Sénat le 18 avril 2007.

2. Le respect du fond de l'habilitation

La question centrale est celle du respect de l'obligation de procéder à une recodification à droit constant. Aux critiques générales qui sont parfois avancées s'ajoutent les contestations touchant à la codification de certaines dispositions du droit d'Alsace-Moselle.

a) Appréciation générale

Une partie de la doctrine¹, et une organisation syndicale au moins - la CGT - ont exprimé des réserves concernant le respect du principe de recodification à droit constant. La CGT a même déposé un recours devant le Conseil d'Etat, en mai 2007, pour obtenir l'annulation de l'ensemble de

¹ Cf. Hervé Moysan, « Le droit constant n'existe pas : l'exemple du nouveau code du travail », *La semaine juridique-édition sociale*, n° 15, 11 avril 2007 ; Bernard Teyssié, « Un nouveau code du travail : quel résultat ? », *La semaine juridique-édition sociale*, n° 12, 20 mars 2007.

l'ordonnance, au motif que le déclassement d'articles législatifs en partie réglementaire, la suppression de dispositions, la réécriture et le nouvel ordonnancement des articles changeraient le sens du texte et pourraient conduire à des interprétations différentes, dans un domaine où le rôle de la jurisprudence est particulièrement important.

Leurs critiques reposent principalement sur l'idée que la réorganisation et l'éclatement des articles, leur reformulation, l'ajout d'intitulés, l'insertion de nouvelles dispositions... modifieraient inéluctablement l'interprétation qui en est donnée par les tribunaux. On peut cependant faire valoir que la loi d'habilitation a clairement indiqué que la recodification devait s'effectuer à droit constant, « *imposant ainsi un puissant principe d'interprétation* »¹ aux magistrats. Il est donc peu probable que des tribunaux prennent appui sur l'œuvre de recodification pour justifier des évolutions jurisprudentielles. La recodification n'aura pas non plus pour effet de faire disparaître de la mémoire des magistrats le souvenir des jurisprudences anciennes.

Il convient par ailleurs de ne pas avoir une lecture trop restrictive des termes de la loi d'habilitation, qui a expressément autorisé le Gouvernement à modifier le droit en vigueur « *pour assurer le respect de la hiérarchie des normes et la cohérence rédactionnelle des textes ainsi rassemblés, harmoniser l'état du droit, remédier aux éventuelles erreurs et abroger les dispositions, codifiées ou non, devenues sans objet* ».

Sous réserve de la rectification par voie d'amendements d'oublis ou d'erreurs, inévitables pour tout travail de cette ampleur, votre commission estime donc que le principe d'une recodification à droit constant a bien été respecté.

b) Le problème particulier posé par la codification du droit d'Alsace-Moselle

L'institut du droit local d'Alsace-Moselle et l'ensemble des syndicats de ces départements ont déposé un recours devant le Conseil d'Etat le 10 mai 2007 au motif que le nouveau code remettrait en cause certaines dispositions propres à ces territoires, concernant notamment l'interdiction du travail dominical, le maintien du salaire en cas d'absence, la durée du préavis en cas de rupture du contrat et la clause de non-concurrence.

Des spécialistes du droit local examinent actuellement les griefs adressés au nouveau code, en concertation avec les parlementaires des départements concernés. Attentive au respect des particularismes de la législation alsacienne et mosellane, votre commission souhaite que les éventuelles erreurs de codification soient corrigées par voie d'amendement lors du débat en séance publique.

¹ Cette expression est empruntée à Christophe Radé, « *Le nouveau code du travail et la doctrine : l'art et la manière* », *Droit social*, n° 5, mai 2007, p. 515.

B. UNE RECODIFICATION UTILE

Au-delà du respect de la loi d'habilitation, il convient de s'interroger sur l'intérêt même de l'exercice de recodification auquel s'est livré le ministère du travail.

1. Un temps d'adaptation sera nécessaire

Les apports du nouveau code ne seront perceptibles qu'à l'issue d'une phase d'adaptation des usagers du droit du travail, qui vont devoir s'approprier ce nouvel outil.

Il ne faut en effet pas sous-estimer le bouleversement que va entraîner, pour les acteurs et les utilisateurs habituels du code du travail, l'entrée en vigueur du nouveau texte. Plusieurs mois, voire plusieurs années, seront nécessaires avant qu'ils ne retrouvent leurs repères et s'habituent à ce nouvel instrument.

La recodification présente également l'inconvénient de rendre plus difficilement lisibles les ouvrages, articles juridiques, recueils de jurisprudence publiés jusqu'à présent. L'utilisation de tables de concordance, que le ministère devrait veiller à diffuser largement, sera indispensable et compliquera à l'évidence la tâche du lecteur.

Le ministère et ses directions départementales doivent donc accompagner l'entrée en vigueur du nouveau code d'une importante campagne d'information et d'explication à destination de ses usagers.

2. De notables améliorations

Votre commission considère que le nouveau code répond à l'objectif qui lui a été assigné, à savoir rendre la règle de droit plus accessible pour ses utilisateurs.

Tout d'abord, l'élaboration d'un plan plus détaillé devrait faciliter la recherche de la règle de droit applicable.

Le plan retenu n'est certes pas exempt de critiques et d'autres schémas auraient sans doute été concevables. Le professeur Bernard Teyssié s'étonne par exemple que le code n'ait pas été entièrement organisé autour de la distinction entre relations individuelles et collectives de travail, dans la mesure où toute relation de travail s'inscrit dans l'ordre de l'individuel ou du collectif, à titre exclusif ou à titre principal¹.

¹ *Op. cit.*

Les organisations syndicales se sont pour leur part émues que les dispositions relatives au licenciement pour motif économique figurent désormais dans la partie consacrée aux relations individuelles de travail et non plus dans celle relative à l'emploi. Le choix qui a été opéré sur ce point présente cependant l'avantage de rassembler les règles relatives au droit du licenciement dans une même partie consacrée à la rupture du contrat de travail.

La nouvelle rédaction du code contribue également à le rendre plus lisible. L'introduction d'articles de définition d'une notion juridique ou du champ d'application d'un livre constitue, à cet égard, une innovation particulièrement bienvenue. L'harmonisation du vocabulaire juridique paraît également très positive.

Les syndicats ont déploré le choix de généraliser l'usage de l'indicatif présent. Ils considèrent que les formules impératives (« *l'employeur doit* »...) sont plus aisément compréhensibles pour un usager du code du travail dépourvu de formation juridique. Cependant, si un travail de pédagogie est certainement indispensable pour lever tout malentendu sur ce point, votre commission souligne que la rédaction actuelle du code présente le sérieux inconvénient de laisser penser, du fait de la variété des formulations utilisées, qu'il existerait une « gradation » des obligations, ce qui ne correspond pas à la réalité. La nouvelle rédaction permet de lever toute ambiguïté.

Au total, même si le nouveau code n'apporte pas de simplification spectaculaire du droit du travail, qui supposerait des modifications du fond du droit, votre commission porte une appréciation globalement positive sur le travail effectué par ses rédacteurs. Il reste à espérer que les réformes annoncées du marché du travail, qui donnent lieu, en ce moment même, à une intense négociation entre les partenaires sociaux, ne remettront pas en cause les progrès réalisés pour concevoir un code plus lisible et cohérent.

*

* *

Votre commission vous propose d'adopter ce projet de loi de ratification, sous réserve des amendements qu'elle vous présente.

EXAMEN DES ARTICLES

Article premier

Ratification de l'ordonnance

Objet : Cet article a pour objet de ratifier l'ordonnance relative à la partie législative du code du travail.

I - Le dispositif proposé

Cet article propose de ratifier l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative), sous réserve des modifications prévues aux articles 2 à 5 du projet de loi, présentés ci-après. La ratification confèrera à l'ordonnance une valeur législative.

L'ordonnance compte quinze articles ainsi que deux annexes.

- Son **article premier** indique que les dispositions de l'annexe I constituent la partie législative du nouveau code du travail.

- **L'article 2** prévoit que la modification des dispositions figurant dans d'autres codes ou dans d'autres textes législatifs et reproduites à l'identique dans le code du travail entraînera automatiquement la modification des articles correspondant du code du travail.

Pour faciliter l'accès à la règle de droit, il arrive en effet que des dispositions qui figurent déjà dans d'autres codes ou dans des lois non codifiées soient reproduites dans le code du travail, qui fait alors office de « code suiveur ».

- De nombreuses dispositions législatives font référence à des articles dont l'ordonnance prévoit l'abrogation, afin de permettre l'entrée en vigueur du nouveau code du travail. **L'article 3** indique que ces références sont remplacées par les références aux dispositions correspondantes du nouveau code du travail.

- **L'article 4** précise les conditions d'application de certaines dispositions du code du travail. Il a été décidé de ne pas codifier ces précisions, en raison notamment de leur caractère transitoire.

Les paragraphes I à VI indiquent ainsi la date d'entrée en vigueur de diverses dispositions du code du travail. Ces dates figurent dans la version actuelle du code du travail, mais n'ont pas été maintenues dans la rédaction du nouveau code afin de ne pas l'alourdir. Le paragraphe VII précise dans quelles conditions le comité de concertation et de coordination de l'apprentissage du bâtiment et des travaux publics, visé à l'article L. 6331-43 du nouveau code du travail, succédera à l'actuel comité institué par arrêté en 1949. Le paragraphe VIII précise jusqu'à quelle date peut être valablement conclu un accord de branche portant sur la création d'une contribution complémentaire due par les employeurs de moins de dix salariés au titre des contrats et périodes de professionnalisation et du droit individuel à la formation.

- **L'article 5** insère dans le code de l'action sociale et des familles les dispositions, qui figurent aujourd'hui dans le code du travail, relatives à certaines professions : assistants maternels et familiaux employés par les personnes de droit privé, éducateurs et aides familiaux, personnels pédagogiques occasionnels des accueils collectifs de mineurs (chapitres III et IV du titre VII du livre VII de l'actuel code du travail).

Comme indiqué dans l'exposé général du présent rapport, les rédacteurs du nouveau code ont en effet choisi de maintenir dans le code du travail les dispositions d'application générale et de transférer vers d'autres codes les dispositions propres à certaines professions ou à certains secteurs d'activité.

- **L'article 6** procède à une opération analogue : il insère dans le code de l'éducation un nouvel article L. 421-24 relatif aux commissions d'hygiène et de sécurité dans les lycées d'enseignement technique et professionnel (qui reprend les dispositions de l'article L. 231-2-2 du code du travail) et un nouvel article L. 731-18 relatif à la conclusion de contrats de travail intermittent par les établissements d'enseignement supérieur privé (actuel article L. 786 du code du travail).

- **L'article 7** insère dans le code minier des dispositions qui figurent aujourd'hui dans les chapitre I et II du titre premier du livre VII du code du travail, relatives aux conditions de travail et à la santé et la sécurité au travail des mineurs, ainsi qu'aux délégués mineurs, qui sont des élus du personnel chargés d'inspecter les mines ou carrières pour y contrôler les conditions de sécurité et d'hygiène.

- **L'article 8** insère dans le code rural diverses dispositions applicables aux salariés agricoles, aujourd'hui dispersées en différents points du code du travail. Elles ont trait aux congés payés, à la santé et à la sécurité au travail, au contrat vendanges, aux syndicats professionnels, aux conflits collectifs et à la lutte contre le travail illégal.

- **L'article 9** insère des dispositions dans le code de la sécurité sociale, relatives à l'exonération de cotisations sociales prévue en cas d'embauche d'un salarié dans une zone de redynamisation urbaine ou de revitalisation rurale (actuel article L. 322-13 du code du travail), au chèque

emploi-service universel (article L. 129-5 du code du travail), au chèque-emploi associatif (article L. 128-1), au guichet unique pour le spectacle vivant (article L. 620-9).

- **L'article 10** insère deux dispositions dans le code du sport : la première relative aux rémunérations perçues par les enfants de moins de seize ans pour l'exercice d'une activité sportive (actuel article L. 211-4 du code du travail), la seconde relative aux sanctions pénales applicables en cas d'infraction à ces règles de rémunération (article L. 261-1).

- **L'article 11** modifie l'article L. 326 du code du travail applicable à Mayotte, pour indiquer que l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) assure le service public du placement à Mayotte dans les conditions prévues par le code du travail applicable localement.

- **L'article 12** abroge les dispositions législatives qui ont vocation à être remplacées par celles du nouveau code, à savoir la partie législative de l'actuel code du travail (paragraphe I) mais aussi de nombreuses dispositions législatives, restées jusqu'ici non codifiées, qui ont trouvé leur place dans le nouveau code du travail (paragraphe II).

Le paragraphe III propose d'abroger l'article R. 250-1 et les deux premiers alinéas R. 250-2 du code du travail relatifs aux services sociaux du travail, qui ont été reclassés dans la partie législative du nouveau code (articles L. 4631-1 et L. 4631-2).

Le paragraphe IV, enfin, règle un problème juridique touchant à la date de prise d'effet de ces mesures d'abrogation.

En effet, l'article 14 de l'ordonnance prévoit que ses dispositions entrent en vigueur en même temps que la partie réglementaire du nouveau code et, au plus tard, le 1^{er} mars 2008. Dans l'hypothèse où la partie réglementaire du nouveau code ne serait pas publiée à cette date, la partie législative du nouveau code devra donc coexister quelques temps avec la partie réglementaire de l'ancien code. Cette perspective soulève cependant une réelle difficulté dans la mesure où de nombreuses dispositions législatives de l'actuel code du travail ont été déclassées en partie réglementaire : supprimées de la partie législative du nouveau code, elles ne figureraient pas non plus dans la partie réglementaire en vigueur et disparaîtraient donc, un temps, de l'ordre juridique, créant un vide juridique tout à fait préjudiciable.

Pour l'éviter, il est proposé que l'abrogation de toutes les mesures législatives ayant fait l'objet d'un déclassement, dont la liste figure dans l'annexe II de l'ordonnance, prenne effet à compter de la date d'entrée en vigueur de la partie réglementaire du nouveau code.

- **L'article 13** maintient en vigueur certaines dispositions de l'ancien code du travail, qui n'ont pas été insérées dans le nouveau code.

La plupart de ces dispositions s'appliquent seulement à certaines professions ou à certains secteurs d'activité. Elles n'ont pas été intégrées dans

le nouveau code dans la mesure où il ne rassemble, comme cela a été indiqué, que les dispositions de portée générale et ont vocation à être intégrées dans d'autres codes en préparation (codes des transports, de la fonction publique...).

Ainsi, les articles du code du travail visés aux 1°, 2°, 3°, 13° et 22° de l'article s'appliquent aux marins. Les dispositions visées aux 4° à 8° et 12° concernent les salariés des entreprises de transport. Celles visées aux 10°, 11° et 21° sont applicables à l'Etat, aux collectivités locales et à leurs établissements publics. Celles visées au 17° concernent les industries électriques et gazières.

D'autres articles n'ont pas été intégrés dans la partie législative du nouveau code parce que leur portée est aujourd'hui réduite. Il en est ainsi des deux articles du code du travail (mentionnés aux 9° et 14°) relatifs à la contribution « Delalande », qui va disparaître à compter du 1^{er} janvier 2008 en vertu de l'article 50 de la loi n° 2006-1770 du 30 décembre 2006 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié et portant diverses dispositions d'ordre économique et social. N'ont pas non plus été codifiés les trois articles du code relatifs aux fonds salariaux (15°) : institués en 1983, ces fonds ne peuvent plus être créés depuis une ordonnance du 21 octobre 1986. De même, n'a pas été maintenu dans le nouveau code l'alinéa qui exclut du décompte des effectifs de l'entreprise les salariés de moins de vingt-six ans. Issue de l'ordonnance n° 2005-892 du 2 août 2005, cette disposition a d'abord été suspendue par le Conseil d'Etat, qui a interrogé la Cour de justice des communautés européennes (CJCE) sur sa comptabilité avec le droit communautaire. Le 18 janvier 2007, la CJCE a jugé que le droit communautaire s'opposait à ce qu'une certaine catégorie de travailleurs soit exclue, fût-ce temporairement, du décompte des effectifs. Tirant les conséquences de cette décision, le Conseil d'Etat a annulé l'ordonnance par un arrêt en date du 6 juillet 2007.

- **L'article 14** prévoit que les dispositions de l'ordonnance entrent en vigueur en même temps que la partie réglementaire du nouveau code et, au plus tard, le 1^{er} mars 2008.

- **L'article 15** est l'article d'exécution.

L'annexe I constitue la partie législative du nouveau code du travail. L'annexe II présente, sous la forme d'un tableau, la liste des dispositions législatives déclassées dans la partie réglementaire du nouveau code.

II - La position de votre commission

Votre commission confirme le jugement globalement positif que lui inspire le projet de nouveau code du travail. Elle considère que l'ordonnance lui paraît conforme à l'habilitation votée par le législateur.

Pour ces raisons, **votre commission vous propose d'adopter cet article sans modification.**

Article 2

(art. L. 433-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles)

Codification des dispositions relatives aux permanents des lieux de vie

Objet : Cet article vise à modifier l'ordonnance afin d'insérer dans le code de l'action sociale et des familles des dispositions relatives aux permanents des lieux de vie.

I - Le dispositif proposé

Cet article a pour objet de codifier des dispositions votées par le Parlement voici seulement quelques mois et qui n'ont pu, pour cette raison, être prises en compte au moment de la rédaction de l'ordonnance.

La loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance a introduit dans l'actuel code du travail un nouvel article L. 774-3, qui définit le régime applicable aux permanents des lieux de vie. Ces professionnels accompagnent au quotidien les personnes accueillies dans les lieux de vie et d'accueil. Ils sont soumis à des règles particulières en matière de durée du travail.

Il est proposé d'insérer ces dispositions dans le code de l'action sociale et des familles, où elles figureraient à la suite de celles applicables aux éducateurs et aides familiaux et aux personnels pédagogiques occasionnels des accueils collectifs de mineurs.

II - La position de votre commission

Cet article vise à actualiser le texte de l'ordonnance en y intégrant des dispositions que votre commission avait approuvées très récemment. Elle souhaite toutefois le compléter pour corriger plusieurs erreurs matérielles relevées dans l'ordonnance.

Elle propose également d'amender l'article 14 de l'ordonnance pour prévoir que celle-ci entre en vigueur le 1^{er} mars 2008 et non au moment de l'entrée en vigueur de la partie réglementaire. De cette façon, les utilisateurs du code du travail disposeront d'un peu plus de temps pour s'approprier le nouveau code.

Votre commission vous propose d'adopter cet article ainsi amendé.

Article 3

Corrections apportées à la partie législative du nouveau code du travail

Objet : Cet article propose de corriger des erreurs de recodification et de compléter sur certains points la partie législative du nouveau code.

I - Le dispositif proposé

Cet article modifie l'annexe I de l'ordonnance, qui constitue la partie législative du nouveau code du travail.

Le 1° vise à corriger une petite erreur rédactionnelle en substituant un singulier à un pluriel.

Les 2°, 3° et 4° ont pour objet de compléter les articles L. 1225-17 et L. 1225-19 du nouveau code en y intégrant une disposition adoptée à l'article 30 de la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance, qui permet à la femme enceinte de réduire la durée du congé de maternité qui commence avant la date présumée de l'accouchement afin d'augmenter d'autant la durée du congé postérieur à la naissance.

Le 5° vise à réparer un oubli : le quatrième alinéa de l'article L. 1225-48 du code du travail ne comporte pas le membre de phrase qui précise que le congé parental ou la période d'activité à temps partiel ne peut excéder un an à compter de l'arrivée au foyer « *lorsque l'enfant adopté ou confié en vue de son adoption est âgé de plus de trois ans mais n'a pas encore atteint l'âge de la fin de l'obligation scolaire* ».

Le 6° modifie l'article L. 1271-1 du nouveau code pour y intégrer une disposition votée à l'article 61 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007, instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, qui permet d'utiliser le chèque emploi-service universel pour rémunérer les personnes organisant un accueil des enfants scolarisés en école maternelle ou élémentaire.

Les 7° et 8° apportent des corrections rédactionnelles.

Le 9° vise à réparer un oubli en insérant dans le nouveau code du travail les dispositions relatives aux périodes de suspension du contrat de travail des salariés en réserve dans la sécurité civile ou participant à des opérations de secours, figurant aujourd'hui aux articles L. 122-24-11 et L. 122-24-12 du code en vigueur, qui ont été omises par erreur.

Des corrections rédactionnelles sont apportées au 10° et au 11°.

Les 12° et 14° suppriment une section et une sous-section qui ne contiennent pas de mesures législatives et apparaissent de ce fait inutiles.

Le 13° précise la rédaction de l'article L. 5134-84 relatif au contrat insertion-revenu minimum d'activité (CI-RMA).

Le 15° vise à insérer dans l'article L. 6331-51 du nouveau code une disposition figurant à l'article 54 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, relative à la date de versement de la contribution due par les travailleurs indépendants et les membres des professions libérales au financement de la formation professionnelle continue.

Le 16° complète l'article L. 6332-12 par un point et le 17° apporte une modification rédactionnelle mineure.

Les 18° et 19° ont pour objet de remplacer, dans le texte du nouveau code, les mots « *du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle* » par les mots « *de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin* ». En optant pour l'ordre alphabétique, les auteurs du nouveau code ont porté atteinte à un usage qui veut que ces départements soient cités dans cet ordre.

II - La position de votre commission

Votre commission approuve les corrections proposées par cet article et souhaite à son tour qu'il soit procédé à **vingt et une améliorations complémentaires** :

- en premier lieu, elle regrette que les dispositions relatives à l'obligation de procéder à une concertation avec les partenaires sociaux avant toute modification du code du travail, qui figurent aujourd'hui, symboliquement, en tête du code du travail, aient été rejetées dans le livre II de la deuxième partie, consacré à la négociation collective. Elle propose donc de les faire figurer dans un chapitre préliminaire placé avant la première partie du code ;

- elle souhaite ensuite améliorer la rédaction des 2°, 3° et 4° de l'article, pour préciser le régime applicable lorsqu'une salariée, qui avait précédemment choisi de reporter une partie de son congé maternité après l'accouchement, se voit contrainte d'arrêter le travail plus tôt que prévu pour des raisons médicales. Il convient également de compléter l'article L. 1225-24 du code du travail pour y inclure une disposition qui a été omise, selon laquelle la salariée avertit l'employeur du motif de son absence et de la date à laquelle elle entend mettre fin à son congé de maternité ;

- d'autres erreurs de codification méritent d'être corrigées : à l'article L. 6313-1, les actions de lutte contre l'illettrisme et l'apprentissage de la langue française ont ainsi disparu de la liste des actions entrant dans le champ de la formation professionnelle continue ; le deuxième alinéa de l'article L. 3141-11 doit être réécrit afin de préciser son objet ; il convient de rectifier les articles L. 7124-1 et L. 7124-12 pour préciser que l'obligation de disposer d'une autorisation préfectorale pour embaucher des enfants pour un tournage ou un spectacle s'applique aussi aux enfants de moins de six ans ; certaines dispositions relatives aux gérants salariés de succursales méritent enfin d'être remaniées afin d'en clarifier la rédaction ;

- de manière plus ponctuelle, la terminologie employée dans certains articles du code devrait être harmonisée avec celle utilisée dans le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ;

- concernant les critères de la représentativité syndicale, votre commission souhaite réintroduire dans le code le critère de « *l'attitude patriotique pendant l'occupation* ». Si nul ne conteste le caractère désuet de cette formulation dépassée, est-il pour autant justifié que ce critère ait été purement et simplement supprimé au moment où une concertation est en cours avec les partenaires sociaux pour procéder à une réforme de fond de la représentativité syndicale ? Il paraît plus légitime de maintenir cette mention dans le code, pour mémoire, afin qu'elle soit éventuellement actualisée ;

- votre commission vous propose enfin d'insérer dans le nouveau code des dispositions issues de textes votés récemment et qui n'ont pas été prises en compte au cours de la recodification :

- en matière de retraite, celles adoptées dans le cadre de la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007, relatives à la mise à la retraite d'office et à l'indemnité de mise à la retraite (article L. 122-14-13 du code en vigueur) et à l'exercice d'activités de tutorat (article L. 992-9) ;

- en matière d'intéressement, une modification résultant de l'article 14 de la loi n° 2006-1770 du 30 décembre 2006 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié et portant diverses dispositions d'ordre économique et social, relative au dépôt des accords, qui n'a pas été correctement retranscrite dans le nouveau code ;

- à l'article L. 5424-16, la suppression de la référence aux contrôleurs assermentés des caisses de congés payés, la prestation de serment de ces agents ayant été supprimée par la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit ;

- à l'article L. 6112-2, une disposition de la loi n° 2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat, relative à l'accès à la formation professionnelle des femmes souhaitant reprendre une activité professionnelle interrompue pour des motifs familiaux ;

- à l'article L. 6325-21, pour indiquer que l'exonération de cotisation à laquelle a droit l'employeur qui embauche un salarié en contrat de professionnalisation est cumulable avec l'exonération des charges sociales sur les heures supplémentaires résultant de l'article premier de la même loi.

Votre commission vous propose d'adopter cet article ainsi amendé.

Article 4

Correction d'une erreur à l'annexe II de l'ordonnance

Objet : Cet article vise à corriger une erreur figurant dans l'annexe II de l'ordonnance.

I - Le dispositif proposé

L'annexe II est constituée d'un tableau qui recense les dispositions législatives déclassées dans la partie réglementaire du nouveau code du travail.

Une erreur s'étant glissée dans ce tableau, il est proposé de la corriger en supprimant la ligne : « *L. 443-3-1/ premier à septième alinéas* ».

II - La position de votre commission

Votre commission vous propose d'adopter cet article sans modification.

Article 5

Application de l'ordonnance dans certains territoires ultramarins

Objet : Cet article précise les conditions d'application de l'ordonnance à Mayotte, en Terres australes et antarctiques françaises et aux îles Wallis-et-Futuna.

I - Le dispositif proposé

L'ordonnance supprime quelques dispositions applicables à Mayotte, en Terres australes et antarctiques françaises et aux îles Wallis-et-Futuna et les remplace par de nouvelles dispositions particulières.

Il est proposé de compléter l'ordonnance par un article 14-1 afin de préciser que l'ordonnance est applicable dans ces collectivités dans la mesure seulement où elle abroge des dispositions qui leur sont applicables. Seul un petit nombre de dispositions du code du travail en vigueur en métropole ont vocation à régir ces territoires.

II - La position de votre commission

Votre commission vous propose d'adopter cet article sans modification.

TRAVAUX DE LA COMMISSION

Réunie le mercredi 19 septembre 2007, sous la présidence de M. Nicolas About, président, la commission a procédé à l'examen du rapport de Mme Catherine Procaccia sur le projet de loi n° 293 (2006-2007) ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail.

Mme Catherine Procaccia, rapporteur, a d'abord indiqué que le projet de loi vise à ratifier une ordonnance du 12 mars 2007, qui a pour objet de promulguer la partie législative du nouveau code du travail. Cette ratification permettra de parachever un processus engagé voici près de trois ans : le Gouvernement a été habilité en 2004, puis en 2006, à procéder à une réécriture, à droit constant, du code du travail car ce code, qui date de 1973 dans sa version actuelle, est devenu, au fil des ans, de moins en moins lisible.

La recodification a été effectuée par une équipe de six personnes, rattachée à la direction générale du travail, oeuvrant sous le contrôle de la commission supérieure de codification. Un comité d'experts a été associé aux travaux, de même qu'une commission des partenaires sociaux, rassemblant représentants des organisations syndicales et patronales.

Quelles sont les principales modifications que la partie législative du nouveau code, publiée en annexe de l'ordonnance, introduit par rapport au code en vigueur ?

D'abord, de nombreux articles du code ont été scindés, afin qu'à chaque article corresponde une idée. En conséquence, les articles du code seront plus courts, et donc plus lisibles, mais aussi plus nombreux : on compte 3 652 articles dans la partie législative du nouveau code, contre 1 891 dans le code en vigueur. Leur numérotation passe de ce fait de trois à quatre chiffres.

Ensuite, la terminologie a été harmonisée : aujourd'hui, il n'est pas rare que des termes différents soient utilisés pour désigner une même réalité juridique, ce qui est source de confusion. C'est pourquoi la rédaction du code a été uniformisée, en retenant à chaque fois l'expression la plus compréhensible.

L'indicatif présent a par ailleurs été généralisé. En effet, le code du travail utilise diverses formulations pour signifier le caractère impératif des normes qu'il édicte, alors que l'emploi de l'indicatif suffit, en droit, à exprimer une obligation.

A ce sujet, Mme Catherine Procaccia, rapporteur, a évoqué les réserves exprimées par les syndicats : ils craignent que, pour le lecteur non averti, l'emploi de l'indicatif soit plus ambigu que les anciennes formules impératives. Pour sa part, elle considère que le code du travail présente, dans sa forme actuelle, l'inconvénient de laisser penser, à tort, qu'il existerait une gradation des niveaux d'obligation. Il est donc souhaitable que le travail d'explication et d'information qui accompagnera l'entrée en vigueur du nouveau code offre l'occasion de lever les incertitudes qu'il pourrait susciter.

Elle a ensuite indiqué que de nouveaux articles ont été introduits pour définir certaines notions juridiques, par exemple la notion de travail temporaire, ou le champ d'application de telle ou telle partie du code.

Le texte procède aussi au déclassement de dispositions législatives vers la partie réglementaire du nouveau code. Bien que l'article 34 de la Constitution prévoie que la loi se contente de déterminer les « principes fondamentaux » du droit du travail, il n'est pas rare, en pratique, que le Parlement adopte des dispositions très détaillées de portée réglementaire. Les déclassements permettent ainsi de mieux faire respecter le partage entre domaines de la loi et du règlement.

Enfin, des dispositions ont été ajoutées dans le code, tandis que d'autres ont été supprimées. Les ajouts résultent de la codification de textes qui, comme la loi de 1978 sur la mensualisation par exemple, n'avaient pas été intégrés, jusqu'à présent, dans le code du travail. Les suppressions concernent des dispositions tombées en désuétude ou contraires à des règles de droit communautaire ou de droit international ; elles résultent aussi du transfert vers d'autres codes de dispositions propres à une profession ou à un secteur d'activité, le code du travail n'ayant vocation à rassembler que les règles de portée générale.

Puis Mme Catherine Procaccia, rapporteur, a présenté le plan du nouveau code, qui sera divisé en huit parties, et non plus en neuf livres. L'augmentation du nombre de subdivisions permettra d'articuler un plan plus fin et les articles ont été réordonnés, afin de former des ensembles plus cohérents. Les dispositions relatives à l'outre-mer, aujourd'hui regroupées dans un livre autonome, seront désormais réparties dans chacune des huit parties du code, soit respectivement :

- relations individuelles de travail (contrats de travail, droit du licenciement, règlement intérieur, droit disciplinaire et conseils de prud'hommes) ;

- relations collectives de travail (dispositions relatives aux syndicats, à la négociation collective, aux accords collectifs, aux institutions représentatives du personnel et aux conflits collectifs) ;

- durée du travail, salaire, intéressement, participation et épargne salariale ;

- santé et sécurité au travail ;

- *emploi ;*
- *formation professionnelle tout au long de la vie ;*
- *dispositions applicables à certaines professions et activités, notamment les journalistes, les professions du spectacle, les employés de maison ou les travailleurs à domicile ;*
- *contrôle de l'application de la législation (inspection du travail et lutte contre le travail illégal).*

Mme Catherine Procaccia, rapporteur, a porté une appréciation globalement positive sur le nouveau code du travail. L'obligation de procéder à une recodification à droit constant est à son sens correctement respectée et les rédacteurs du nouveau code n'ont pas dépassé les limites de l'habilitation qui leur a été donnée.

Il est vrai qu'une partie de la doctrine, et certains syndicats, redoutent que la recodification ne favorise des évolutions jurisprudentielles inattendues, dans la mesure où l'ordonnancement des articles, leur rédaction, les intitulés des parties dans lesquelles ils s'insèrent, ont été modifiés, mais ce risque est selon elle limité, dans la mesure où le principe de recodification à droit constant devrait guider l'interprétation du nouveau code par les tribunaux et les dissuader de réviser leur jurisprudence à l'occasion de son entrée en vigueur.

Elle a considéré que le nouveau code est plus lisible, mieux organisé, et donc d'un usage plus facile que l'ancien, notamment pour les non-juristes, qu'il s'agisse de salariés, de chefs d'entreprise, d'élus du personnel ou de syndicalistes. Certes, un temps d'adaptation sera nécessaire aux utilisateurs habituels du code du travail pour s'approprier ce nouvel outil, qui va leur faire perdre une partie de leurs repères et qui leur imposera d'utiliser, pendant plusieurs années, des tables de concordance.

Mme Catherine Procaccia, rapporteur, a ensuite présenté le projet de loi de ratification. L'article premier propose de ratifier l'ordonnance relative à la partie législative du nouveau code du travail, dont l'entrée en vigueur doit intervenir au moment où sera publiée la partie réglementaire du code et ce, au plus tard le 1^{er} mars 2008. Les articles 2 à 5 proposent de codifier des dispositions législatives votées très peu de temps avant la publication de l'ordonnance et qui n'avaient pu, de ce fait, être prises en compte. Ils corrigent des erreurs rédactionnelles, réparent quelques oublis et précisent l'application de l'ordonnance dans certains territoires ultramarins. Ceci étant, quelques amendements seront présentés pour améliorer ou corriger certaines dispositions du nouveau code.

En conclusion, ce projet de loi, sous des apparences très techniques, aura en réalité un impact important sur la vie quotidienne des nombreux utilisateurs du code du travail. Il appartiendra aussi au législateur de maintenir, sur la durée, la cohérence et la simplicité du nouveau code.

M. Guy Fischer a déclaré ne pas partager le jugement du rapporteur sur le nouveau code du travail. Le groupe CRC votera contre le texte, car cet exercice de réécriture participe au démantèlement du code du travail, dont certains syndicats redoutent la mort programmée. Il a soupçonné le rapporteur d'avoir recueilli les amendements du Gouvernement, voire du Medef, vu la remarquable convergence entre les positions de ladite organisation patronale et le programme de réforme annoncé par le Président de la République en matière sociale.

La méthode retenue pour la recodification est contestable, car le recours à une ordonnance prive le Parlement d'un véritable débat et il n'y a pas eu de véritable négociation avec les partenaires sociaux. Enfin, sur le fond, la recodification n'a pas été effectuée à droit constant selon lui, en raison notamment des nombreuses opérations de déclassement, et elle est porteuse de sérieuses atteintes aux acquis sociaux.

M. Jean-Pierre Godefroy a critiqué le recours à la technique des ordonnances et s'est interrogé sur les raisons qui conduisent le Gouvernement à procéder si rapidement à la ratification de l'ordonnance relative au nouveau code du travail.

Il a contesté le bien-fondé des déclassements, qui ont pour effet de faire disparaître de la partie législative du code des mesures dûment voulues par le Parlement pour préciser des textes de loi et cadrer l'intervention réglementaire éventuelle. Soulignant l'importance de la jurisprudence dans le domaine du droit du travail, il a affirmé que le nouveau code risquait d'entraîner des bouleversements en la matière. Il a enfin invité les sénateurs à la vigilance, dans la perspective des nombreuses réformes annoncées par le Président de la République.

M. Nicolas About, président, s'est étonné qu'un texte plus lisible puisse être considéré comme une menace pour les salariés et a déclaré douter que la jurisprudence évolue au seul motif de l'entrée en vigueur du nouveau code.

Rappelant que l'année 2007 marque le quarantième anniversaire de la participation, **Mme Isabelle Debré** s'est réjouie de ce que les dispositions y afférentes soient présentées de manière plus claire dans le nouveau code.

M. Jean-Pierre Michel a fait valoir la confiance que lui inspirent a priori les codificateurs, qui sont des techniciens du droit, pour garantir le respect du principe de recodification à droit constant, même s'il convient d'être prudent en la matière. La procédure des déclassements ne lui semble pas choquante, car ils sont conformes à la Constitution qui, dans sa rédaction actuelle, restreint le champ d'intervention de la loi. Cependant, les dispositions déclassées pourront, à l'avenir, être modifiées par décret, ce qui impose d'être vigilant sur les changements qui pourront être apportés.

Il a souhaité que les amendements présentés par le rapporteur soient des amendements de forme et non des modifications de fond, ce qui serait contraire à l'esprit du travail accompli. Il a enfin demandé que l'on interroge le Gouvernement sur ses intentions concernant les mesures d'accompagnement de l'entrée en vigueur du nouveau code, pour faciliter son appropriation par les directeurs des ressources humaines, les syndicalistes, les juges prud'homaux, etc.

M. Nicolas About, président, a souhaité que l'on s'en tienne au principe selon lequel, en droit, l'indicatif suffit à exprimer une obligation. Ce principe est d'ailleurs respecté dans l'ensemble des autres codes.

Mme Catherine Procaccia, rapporteur, a remercié Jean-Pierre Michel d'avoir rappelé l'importance du travail technique qui a été réalisé et a confirmé que les amendements qu'elle présente ne visent pas à modifier le droit en vigueur. Elle a souhaité que l'entrée en vigueur du nouveau code donne lieu à une campagne d'information et d'explication. Elle a rappelé que les partenaires sociaux ont participé à une quinzaine de réunions au cours desquelles ils ont pu examiner les différentes parties du code du travail.

Répondant à Guy Fischer, elle a souligné que la CGT est la seule organisation syndicale à se plaindre de ne pas avoir été suffisamment associée aux travaux et a estimé que le nouveau code serait plus facile d'usage pour les non-spécialistes. Sur la question des déclassements, elle a approuvé les propos de Jean-Pierre Michel, qui confirment l'analyse qu'elle a elle-même développée.

Elle a indiqué à Jean-Pierre Godefroy que la ratification donnera à l'ordonnance une valeur législative, ce qui est un facteur de sécurité juridique. Elle a souhaité que l'ordonnance entre en vigueur le 1^{er} mars 2008, et non avant cette date comme le permet le texte actuel, afin que les utilisateurs du code disposent d'un peu plus de temps pour l'étudier. Elle a déclaré ne pas craindre d'évolutions jurisprudentielles, dans la mesure où le code procède à une simple réorganisation des dispositions législatives existantes.

Soulignant que le droit du travail est un droit vivant, elle a précisé que les projets de loi touchant au code du travail dans les prochains mois comporteront des dispositions modifiant l'ancien et le nouveau code.

La commission a ensuite procédé à l'examen des amendements présentés par le rapporteur.

Elle a adopté sans modification l'article premier (ratification de l'ordonnance).

A l'article 2 (codification des dispositions relatives aux permanents des lieux de vie), elle a adopté trois amendements : les deux premiers visent à corriger des erreurs matérielles, le troisième tend à prévoir que l'ordonnance entrera en vigueur le 1^{er} mars 2008.

A l'article 3 (corrections apportées à la partie législative du nouveau code du travail), elle a adopté vingt et un amendements :

- le premier tend à faire figurer en tête du code du travail les dispositions relatives à la concertation avec les partenaires sociaux préalable à toute réforme du droit du travail ;

- les trois suivants visent à réécrire les 2°, 3° et 4° de l'article, afin de préciser les règles applicables lorsqu'une salariée qui a décidé de reporter une partie de son congé de maternité après la date présumée de l'accouchement se voit prescrire un arrêt de travail ;

- le cinquième complète le premier alinéa de l'article L. 1225-24 du nouveau code pour y faire figurer une disposition omise au cours de la recodification, selon laquelle la salariée doit avertir l'employeur, en cas de congé de maternité, du motif de son absence et de la date à laquelle elle entend y mettre fin ;

- les sixième, septième et huitième amendements tendent à insérer dans le nouveau code des dispositions de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2007, relatives respectivement à la mise à la retraite d'office, à l'indemnité de mise à la retraite et à l'exercice d'activités de tutorat ;

- le neuvième vise à insérer une disposition, issue de la loi du 30 décembre 2006 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié et portant diverses dispositions d'ordre économique et social, relative au dépôt des accords d'intéressement ;

- le dixième a pour objet de supprimer la référence, figurant à l'article L. 5424-16, aux contrôleurs assermentés des caisses de congés payés, la prestation de serment ayant disparu depuis l'entrée en vigueur de la loi du 9 décembre 2004 de simplification du droit ;

- les deux suivants tendent à insérer dans le nouveau code des dispositions issues de la loi du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat, relatives respectivement à l'accès à la formation professionnelle des femmes souhaitant reprendre une activité professionnelle interrompue pour des motifs familiaux et au cumul des exonérations de cotisations sociales consenties au titre de l'embauche d'un salarié en contrat de professionnalisation et au titre des heures supplémentaires ;

- le treizième vise à insérer à l'article L. 6313-1 une disposition, omise au cours des travaux de recodification, relative à la lutte contre l'illettrisme, qui fait partie des actions entrant dans le champ de la formation professionnelle continue ;

- le quatorzième tend à corriger une erreur de codification à l'article L. 3141-11, concernant la date du début de la période de référence retenue pour le calcul des congés payés ;

- le quinzième vise à préciser, aux articles L. 7124-1 et L. 7124-12 du nouveau code, qu'une autorisation préfectorale est requise pour l'embauche

d'un enfant de moins de six ans pour participer à un tournage cinématographique ou à un spectacle ;

- les seizième et dix-septième amendements ont pour objet d'harmoniser la terminologie utilisée dans le code du travail avec celle employée dans le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ;

- le dix-huitième tend à rétablir, parmi les critères de représentativité syndicale mentionnés à l'article L. 2121-1, l'attitude patriotique pendant l'occupation ;

- les trois derniers amendements visent à améliorer la rédaction de dispositions relatives aux gérants de succursales figurant au titre II du livre III du septième livre.

La commission a adopté sans modification les articles 4 (correction d'une erreur à l'annexe II de l'ordonnance) et 5 (application de l'ordonnance dans certains territoires ultramarins).

Enfin, elle a adopté le texte du projet de loi ainsi modifié.

TABLEAU COMPARATIF

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
<p>Ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative) Cf. annexe au tableau comparatif.</p>	<p>Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)</p>	<p>Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)</p>
	Article 1 ^{er}	Article 1 ^{er}
	<p>L'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative) est ratifiée dans sa rédaction modifiée par les articles 2 à 5 de la présente loi.</p>	Sans modification
	Article 2	Article 2
<p>Art. 4. - I. - Les dispositions de l'article L. 5134-51 du code du travail annexé à la présente ordonnance ne sont pas applicables aux contrats conclus avant le 15 octobre 2006.</p>		<p><i>I (nouveau). - Au début du I de l'article 4 de l'ordonnance du 12 mars 2007 précitée, les mots : « Les dispositions de » sont remplacés par les mots : « Les dispositions du troisième alinéa de ».</i></p>
<p>Art. 5. - Le code de l'action sociale et des familles est ainsi modifié :</p>		
<p>6° Le titre II du livre IV est complété par un chapitre III ainsi rédigé :</p>		
<p>« Art. L. 423-11. - En cas de licenciement pour un motif autre qu'une faute grave, l'assistant maternel ou l'assistant familial relevant de la présente section a droit :</p>		<p><i>II (nouveau). - Dans le dernier alinéa (2°) de l'article L. 423-11 inséré dans le code de l'action sociale et des familles par le 6° de l'article 5 de l'ordonnance du 12 mars 2007 précitée, après les mots : « six mois et » sont insérés les mots : « moins de deux ans et à un ».</i></p>
<p>« 2° A un préavis d'un mois s'il justifie d'une ancienneté comprise entre six mois et préavis de deux mois s'il justifie d'une ancienneté d'au moins deux ans.</p>		
<p>« Art. L. 423-33. - Les assistants familiaux ne peuvent se séparer des mineurs qui leur sont confiés pendant les repos hebdomadaire, jours fériés,</p>		<p><i>III (nouveau). - Dans le premier alinéa de l'article L. 423-33 inséré dans le code de l'action sociale et des familles par le 6° de l'article 5 de l'ordonnance du 12 mars 2007 précitée, le mot : « hebdomadaire » est remplacé</i></p>

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
congrés annuels, congés d'adoption ou congés de formation ou congés pour événements familiaux sans l'accord préalable de leur employeur.	Le 7° de l'article 5 de l'ordonnance du 12 mars 2007 susmentionnée, modifiant le titre III du livre IV du code de l'action sociale et des familles, est modifié comme suit :	<i>par « hebdomadaires ».</i>
Art. 5. -	1° L'intitulé du titre III du livre IV est complété par les mots : « , permanents des lieux de vie » ;	<i>IV. - Le ...</i>
7° Le titre III du livre IV est remplacé par les dispositions suivantes :	2° Il est ajouté au même titre un chapitre III ainsi rédigé :	... suit :
« TITRE III « Éducateurs et aides familiaux, personnels pédagogiques occasionnels des accueils collectifs de mineurs « CHAPITRE I ^{ER} « Éducateurs et aides familiaux	« <i>CHAPITRE III</i> « Permanents des lieux de vie	1° Non modifié
« CHAPITRE II « Personnels pédagogiques occasionnels des accueils collectifs de mineurs	« <i>Art. L. 433-1.</i> - Les lieux de vie et d'accueil, autorisés en application de l'article L. 313-1, sont gérés par des personnes physiques ou morales. « Dans le cadre de leur mission, les permanents responsables de la prise en charge exercent, sur le site du lieu de vie, un accompagnement continu et quotidien des personnes accueillies. « Les assistants permanents, qui peuvent être employés par la personne physique ou morale gestionnaire du lieu de vie, suppléent ou remplacent les permanents responsables. « Les permanents responsables et les assistants permanents ne sont pas soumis aux dispositions relatives à la durée du travail, à la répartition et à l'aménagement des horaires des titres I ^{er} et II du livre I ^{er} de la troisième partie du code du travail ni aux dispositions relatives aux repos et jours fériés des chapitres I ^{er} et II ainsi que de la section 3 du chapitre III du titre III de ce même livre. « Leur durée de travail est de deux cent cinquante-huit jours par an. « Les modalités de suivi de l'organisation du travail des salariés	2° Non modifié

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
<p>Art. 7. - Le code minier est complété par un livre ainsi rédigé :</p>	<p>concernés sont définies par décret. « L'employeur doit tenir à la disposition de l'inspecteur du travail, pendant une durée de trois ans, le ou les documents existants permettant de comptabiliser le nombre de jours de travail effectués par les permanents responsables et les assistants permanents. Lorsque le nombre de jours travaillés dépasse deux cent cinquante-huit jours, après déduction, le cas échéant, du nombre de jours affectés sur un compte épargne-temps et des congés reportés dans les conditions prévues à l'article L. 3141-21 du code du travail, le salarié doit bénéficier, au cours des trois premiers mois de l'année suivante, d'un nombre de jours égal à ce dépassement. Ce nombre de jours réduit le plafond annuel légal de l'année durant laquelle ils sont pris. »</p>	<p><i>V (nouveau).</i> - A l'article 209 du code minier inséré par l'article 7 de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 précitée, les mots : « l'article L. 208 » sont remplacés par les mots : « l'article 208 ».</p>
<p>Art. 8. - Le code rural est ainsi modifié :</p>	<p>« Art. L. 719-9. - Les infractions aux règles de santé et de sécurité prévues l'article L. 717-9 sont punies des peines prévues aux articles L. 4741-1, L. 4741-2, L. 4741-4, L. 4741-5, L. 4741-9 à L. 4741-12 et L. 4741-14 du code du travail. »</p>	<p><i>VI (nouveau).</i> - A l'article L. 719-9 du code rural, inséré par le 2° de l'article 8 de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 précitée, le mot : « à » est inséré après les mots : « règles de santé et de sécurité prévues ».</p>
<p>Art. 14. - Les dispositions de la présente ordonnance entrent en vigueur en même temps que la partie réglementaire du nouveau code du travail et au plus tard le 1^{er} mars 2008.</p>		<p><i>VII (nouveau).</i> - A l'article 14 de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 précitée, les mots : « en même temps que la partie réglementaire du nouveau code du travail et au plus tard » sont supprimés.</p>

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">ANNEXE I</p> <p style="text-align: center;">PREMIÈRE PARTIE Les relations individuelles de travail</p> <p style="text-align: center;">LIVRE I^{ER} Dispositions préliminaires TITRE I^{ER} Champ d'application et calcul des seuils d'effectifs CHAPITRE UNIQUE</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Article 3</p> <p>Les dispositions de l'annexe 1 de l'ordonnance du 12 mars 2007 susmentionnée, constituant la partie législative du code du travail, sont modifiées comme suit :</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Article 3</p> <p>Alinéa sans modification</p> <p style="text-align: center;"><i>1° A (nouveau) Avant la première partie, il est inséré un chapitre préliminaire ainsi rédigé :</i></p> <p style="text-align: center;"><i>« CHAPITRE PRÉLIMINAIRE « Dialogue social</i></p> <p style="text-align: center;"><i>« Art. L. 1. - Tout projet de réforme envisagé par le Gouvernement qui porte sur les relations individuelles et collectives du travail, l'emploi et la formation professionnelle et qui relève du champ de la négociation nationale et interprofessionnelle fait l'objet d'une concertation préalable avec les organisations syndicales de salariés et d'employeurs représentatives au niveau national et interprofessionnel en vue de l'ouverture éventuelle d'une telle négociation.</i></p> <p style="text-align: center;"><i>« A cet effet, le Gouvernement leur communique un document d'orientation présentant des éléments de diagnostic, les objectifs poursuivis et les principales options.</i></p> <p style="text-align: center;"><i>« Lorsqu'elles font connaître leur intention d'engager une telle négociation, les organisations indiquent également au Gouvernement le délai qu'elles estiment nécessaire pour conduire la négociation.</i></p> <p style="text-align: center;"><i>« Le présent article n'est pas applicable en cas d'urgence. Lorsque le Gouvernement décide de mettre en œuvre un projet de réforme en l'absence de procédure de concertation, il fait connaître cette décision aux organisations mentionnées ci-dessus en la motivant dans un document qu'il transmet à</i></p>

Textes en vigueur

Texte du projet de loi

Propositions de la Commission

Art. L. 2211-1 à L. 2211-3. -
Cf. *supra* nouveaux art. L. 1 à L. 3.

CHAPITRE II
Champ d'application

Art. L. 2212-1. - Les dispositions du présent livre sont applicables aux employeurs de droit privé ainsi qu'à leurs salariés.

ces organisations avant de prendre toute mesure nécessitée par l'urgence.

« Art. L. 2. - Le Gouvernement soumet les projets de textes législatifs et réglementaires élaborés dans le champ défini par l'article L. 1, au vu des résultats de la procédure de concertation et de négociation, selon le cas à la Commission nationale de la négociation collective, au Comité supérieur de l'emploi ou au Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie, dans les conditions prévues respectivement aux articles L. 2271-1, L. 5112-1 et L. 6123-1.

« Art. L. 3. - Chaque année, les orientations de la politique du Gouvernement dans les domaines des relations individuelles et collectives du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, ainsi que le calendrier envisagé pour leur mise en œuvre sont présentés pour l'année à venir devant la Commission nationale de la négociation collective. Les organisations mentionnées à l'article L. 1 présentent, pour leur part, l'état d'avancement des négociations interprofessionnelles en cours ainsi que le calendrier de celles qu'elles entendent mener ou engager dans l'année à venir. Le compte rendu des débats est publié.

« Chaque année, le Gouvernement remet au Parlement un rapport faisant état de toutes les procédures de concertation et de consultation mises en œuvre pendant l'année écoulée en application des articles L. 1 et L. 2, des différents domaines dans lesquels ces procédures sont intervenues et des différentes phases de ces procédures. » ;

1° B (nouveau) Les articles L. 2211-1 à L. 2211-3 sont supprimés ;

1° C (nouveau) Le chapitre II du titre I^{er} du livre II de la partie 2 devient « chapitre unique » et l'article L. 2212-1 devient l'article L. 2211-1 ;

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
<p>Elles sont également applicables :</p>		
<p>1° Aux établissements publics à caractère industriel et commercial ;</p>		
<p>2° Aux établissements publics à caractère administratif lorsqu'ils emploient du personnel dans les conditions du droit privé.</p>		
<p>Art. L. 1111-3. - Ne sont pas pris en compte dans le calcul des effectifs de l'entreprise :</p>		
<p>3° Les titulaires des contrats insertion-revenu minimum d'activité pendant la durée de la convention prévue à l'article L. 5134-75 ;</p>	<p>1° A l'article L. 1111-3, les mots : « des contrats insertion-revenu minimum d'activité » sont remplacés par les mots : « d'un contrat insertion-revenu minimum d'activité, » ;</p>	<p>1° Non modifié</p>
<p>Art. L. 1225-17. - La salariée a le droit de bénéficier d'un congé de maternité pendant une période qui commence six semaines avant la date présumée de l'accouchement et se termine dix semaines après la date de celui-ci.</p>	<p>2° A l'article L. 1225-17, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé : « Elle peut réduire, à sa demande et sous réserve d'un avis favorable du professionnel de santé qui suit la grossesse, la période de suspension du contrat de travail qui commence avant la date présumée de l'accouchement d'une durée maximale de trois semaines, la période postérieure à la date présumée de l'accouchement étant alors augmentée d'autant. » ;</p>	<p>2° <i>L'article L. 1225-17 est complété par deux alinéas ainsi rédigés :</i> <i>« A la demande de la salariée et sous réserve ...</i> <i>... l'accouchement peut être réduite d'une durée maximale de trois semaines. La période postérieure à la date présumée de l'accouchement est alors augmentée d'autant.</i> <i>« Lorsque la salariée a reporté après la naissance de l'enfant une partie du congé de maternité et qu'elle se voit prescrire un arrêt de travail pendant la période antérieure à la date présumée d'accouchement, ce report est annulé et la période de suspension du contrat de travail est décomptée à partir du premier jour de l'arrêt de travail. La période initialement reportée est réduite d'autant. » ;</i></p>
<p>Art. L. 1225-19. - Lorsque, avant l'accouchement, la salariée elle-même ou le foyer assume déjà la charge de deux enfants au moins ou lorsque la salariée a déjà mis au monde au moins deux enfants nés viables, le congé de maternité commence huit semaines</p>		

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
<p>avant la date présumée de l'accouchement et se termine dix-huit semaines après la date de celui-ci.</p> <p>La période de huit semaines de congé de maternité antérieure à la date présumée de l'accouchement peut être augmentée d'une durée maximale de deux semaines. La période de dix-huit semaines postérieure à la date de l'accouchement est alors réduite d'autant.</p>	<p>3° A l'article L. 1225-19, il est inséré après le premier alinéa un alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« La salariée peut réduire, à sa demande et sous réserve d'un avis favorable du professionnel de santé qui suit la grossesse, la période de suspension du contrat de travail qui commence avant la date présumée de l'accouchement d'une durée maximale de trois semaines, la période postérieure à la date présumée de l'accouchement étant alors augmentée d'autant. » ;</p>	<p>3° <i>Après le premier alinéa de l'article L. 1225-19, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :</i></p> <p><i>« A la demande de la salariée et sous réserve ...</i></p> <p><i>... l'accouchement peut être réduite d'une durée maximale de trois semaines. La période postérieure à la date présumée de l'accouchement est alors augmentée d'autant.</i></p> <p><i>« Lorsque la salariée a reporté après la naissance de l'enfant une partie du congé de maternité et qu'elle se voit prescrire un arrêt de travail pendant la période antérieure à la date présumée d'accouchement, ce report est annulé et la période de suspension du contrat de travail est décomptée à partir du premier jour de l'arrêt de travail. La période initialement reportée est réduite d'autant. » ;</i></p>
<p>Art. L. 1225-20. - Lorsque l'accouchement intervient avant la date présumée, le congé de maternité peut être prolongé jusqu'au terme, selon le cas, des seize, vingt-six, trente-quatre ou quarante-six semaines de suspension du contrat auxquelles la salariée a droit, en application des articles L. 1225-17 à L. 1225-19.</p> <p>Art. L. 1225-23. - Lorsque l'accouchement intervient plus de six semaines avant la date prévue et exige l'hospitalisation postnatale de l'enfant,</p>	<p>4° Au début de l'article L. 1225-20, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« Lorsque la salariée a fait usage de son droit de reporter après la naissance de l'enfant une partie du congé auquel elle peut prétendre en application des articles L. 1225-17 et L. 1225-19 et qu'elle se voit prescrire un arrêt de travail pendant la période antérieure à la date présumée d'accouchement dont elle a demandé le report, celui-ci est annulé et la période de suspension du contrat de travail est décomptée à partir du premier jour de l'arrêt de travail. La période initialement reportée est réduite d'autant. » ;</p>	<p>4° A l'article L. 1225-23, les mots : « entre la date effective de la naissance et six semaines avant la date prévue, afin de permettre à la salariée de participer, chaque fois que possible, aux soins dispensés à son enfant et de bénéficier d'actions d'éducation à la santé préparant le retour au domicile » sont remplacés par les mots : « de la date effective de l'accouchement au début des périodes de congé de maternité mentionnées aux articles L. 1225-17 à L. 1225-19. » ;</p>

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
<p>le congé de maternité est prolongé du nombre de jours courant entre la date effective de la naissance et six semaines avant la date prévue, afin de permettre à la salariée de participer, chaque fois que possible, aux soins dispensés à son enfant et de bénéficier d'actions d'éducation à la santé préparant le retour au domicile.</p>		
<p>Art. L. 1225-24. - Le congé de maternité entraîne la suspension du contrat de travail.</p>		
<p>Art. L. 1225-48. - Le congé parental d'éducation et la période d'activité à temps partiel ont une durée initiale d'un an au plus. Ils peuvent être prolongés deux fois pour prendre fin au plus tard au terme des périodes définies aux deuxième et troisième alinéas, quelle que soit la date de leur début.</p>	<p>5° A l'article L. 1225-48, le quatrième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :</p>	<p><i>4° bis (nouveau) Le premier alinéa de l'article L. 1225-24 est complété par une phrase ainsi rédigée : « La salariée avertit l'employeur du motif de son absence et de la date à laquelle elle entend y mettre fin. » ;</i></p> <p>5° Non modifié</p>
<p>Le congé parental et la période d'activité à temps partiel ne peuvent excéder une année à compter de l'arrivée au foyer.</p>	<p>« Lorsque l'enfant adopté ou confié en vue de son adoption est âgé de plus de trois ans mais n'a pas encore atteint l'âge de la fin de l'obligation scolaire, le congé parental et la période d'activité à temps partiel ne peuvent excéder une année à compter de l'arrivée au foyer. » ;</p>	<p><i>5° bis (nouveau) Après l'article L. 1237-5, il est inséré un article L. 1237-5-1 ainsi rédigé :</i></p> <p><i>« Art. L. 1237-5-1. - A compter du 22 décembre 2006, aucune convention ou accord collectif prévoyant la possibilité d'une mise à la retraite d'office d'un salarié à un âge inférieur à celui fixé au 1° de l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale ne peut être signé ou étendu.</i></p> <p><i>« Les accords conclus et étendus avant le 22 décembre 2006, déterminant des contreparties en termes d'emploi ou de formation professionnelle et fixant un âge inférieur à celui mentionné au 1° de l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale dès lors que le salarié peut bénéficier d'une pension de vieillesse à</i></p>

Textes en vigueur

Texte du projet de loi

Propositions de la Commission

Art. L. 1242-4. - A l'issue d'un contrat d'apprentissage, un contrat de travail à durée déterminée peut être conclu dans les cas mentionnés aux articles L. 1242-2 et L. 1242-3 et, en outre, lorsque l'apprenti doit satisfaire aux obligations du service national dans un délai de moins d'un an après

taux plein et que cet âge n'est pas inférieur à celui fixé au premier alinéa de l'article L. 351-1 du même code, cessent de produire leurs effets au 31 décembre 2009. » ;

5° ter (nouveau) Après l'article L. 1237-7, il est inséré un article L. 1237-7-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 1237-7-1. - L'indemnité de mise à la retraite est également due, dans les conditions prévues à l'article L. 1237-7, à tout salarié dont le départ à la retraite avec l'accord de l'employeur, à partir du 1^{er} janvier 2010 et jusqu'au 1^{er} janvier 2014, conduit à rompre le contrat de travail à un âge inférieur à celui mentionné au 1° de l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale. Cette indemnité de départ est assujettie en totalité à la contribution sociale généralisée prévue à l'article L. 136-2 du même code et à la contribution pour le remboursement de la dette sociale prévue à l'article 14 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale. Elle obéit par ailleurs au même régime fiscal et social que celui de l'indemnité de licenciement.

« Ce régime ne s'applique que lorsqu'une convention ou un accord collectif de travail étendu relatif à la mise à la retraite, conclu après l'entrée en vigueur de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites et avant le 22 décembre 2006, prévoit la possibilité de rompre le contrat de travail à un âge inférieur à celui mentionné au 1° de l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale, dès lors que le salarié peut bénéficier d'une pension de vieillesse à taux plein et que cet âge n'est pas inférieur à celui fixé au premier alinéa de l'article L. 351-1 du même code. » ;

5° quater (nouveau) A l'article L. 1242-4, il est ajouté un second alinéa

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
<p>l'expiration du contrat d'apprentissage.</p> <p>.....</p> <p>Art. L. 1271-1. - Le chèque emploi-service universel est un chèque, régi par les dispositions du chapitre I^{er} du titre III du livre I^{er} du code monétaire et financier, ou un titre spécial de paiement permettant à un particulier :</p> <p>.....</p> <p>2° Soit d'acquitter tout ou partie du montant des prestations de services fournies par les organismes agréés au titre de l'article L. 7231-1, ou les organismes ou personnes mentionnés aux deux premiers alinéas de l'article L. 2324-1 du code de la santé publique.</p> <p>.....</p> <p>Art. L. 2121-1. - La représentativité des organisations syndicales est déterminée d'après les critères suivants :</p> <p>.....</p> <p>Art. L. 2323-53. - Lorsque, entre deux réunions trimestrielles du comité d'entreprise sur la situation de l'emploi, le nombre des salariés occupés dans l'entreprise sous contrat de travail à durée déterminée et le nombre de salariés temporaires connaît un accroissement important par rapport à la situation existant lors de la dernière réunion du comité, l'examen de cette question est inscrit de plein droit à l'ordre du jour de la prochaine réunion ordinaire du comité si la majorité des membres du comité le demande.</p> <p>.....</p> <p>Art. L. 2325-29. - La commission d'information et d'aide au loge-</p>	<p>.....</p> <p>6° A l'article L. 1271-1, le 2° est complété par les mots : « ou les personnes organisant un accueil des enfants scolarisés en école maternelle ou élémentaire, limité aux heures qui précèdent ou suivent la classe. » ;</p> <p>.....</p> <p>7° A l'article L. 2323-53, les mots : « occupés dans l'entreprise sous » sont remplacés par les mots : « titulaires d'un » ;</p>	<p>ainsi rédigé :</p> <p><i>« Après liquidation de sa pension, un salarié peut conclure un contrat de travail à durée déterminée avec le même employeur, en application de l'article L. 1242-3, pour l'exercice des activités de tutorat définies au 8° de l'article L. 161-22 du code de la sécurité sociale. Un décret détermine la durée de ce contrat. » ;</i></p> <p>.....</p> <p>6° Non modifié</p> <p>.....</p> <p>6° bis (nouveau) L'article L. 2121-1 est complété par un alinéa ainsi rédigé :</p> <p><i>« 5° L'attitude patriotique pendant l'occupation. » ;</i></p> <p>.....</p> <p>7° Non modifié</p>

Textes en vigueur

ment des salariés aide les salariés souhaitant acquérir ou louer un logement au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction, ou investir les fonds provenant des droits constitués en application des dispositions relatives à l'intéressement, à la participation et à l'épargne salariale.

.....
Priorité est accordée aux bénéficiaires des dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ayant la qualité de grands mutilés de guerre, veuves de guerre, pupilles de la nation, internés et déportés de la Résistance, aux titulaires de pensions d'invalidité servies par un régime obligatoire de sécurité sociale, ainsi qu'aux bénéficiaires d'une rente d'accident du travail correspondant à un taux d'incapacité au moins égal à 66 %.

DEUXIÈME PARTIE

Les relations collectives de travail

LIVRE IV

Les salariés protégés

TITRE III

Dispositions pénales

CHAPITRE V

**Salarié membre au conseil
d'administration ou de surveillance
d'une entreprise du secteur public**

Art. L. 3141-11. - Un décret en Conseil d'État fixe le début de la période de référence mentionnée à l'article L. 3141-3.

Une convention ou un accord collectif de travail peut modifier les dispositions des articles L. 3122-6, relatif à la réduction de la durée hebdomadaire de travail par l'attribution de jours de repos, et L. 3122-9, relatif à la modulation du temps de travail.

Texte du projet de loi

8° Dans l'intitulé du chapitre V du titre III du livre IV de la deuxième partie, le mot : « au » est remplacé par le mot : « du » ;

Propositions de la Commission

7° bis (nouveau) Au troisième alinéa de l'article L. 2325-29, les mots : « veuves de guerre » sont remplacés par les mots : « conjoints survivants » ;

8° Non modifié

8° bis (nouveau) Le second alinéa de l'article L. 3141-11 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Une autre date peut être fixée par convention ou accord collectif de travail conclu en application des articles L. 3122-9, relatif à la modulation du temps de travail, ou L. 3122-19, relatif à l'attribution de jours de repos dans le cadre de l'année. » ;

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">TROISIÈME PARTIE Durée du travail, salaire, intéressement, participation et épargne salariale LIVRE I^{ER} Durée du travail, repos et congés TITRE IV Congés payés et autres congés Section 2 Durée du congé</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>9° La section 2 du chapitre II du titre IV du livre I^{er} de la troisième partie est complétée par une sous-section 10 ainsi rédigée :</p> <p style="text-align: center;"><i>« Sous-section 10 « Réserve dans la sécurité civile, opérations de secours et réserve sanitaire « Paragraphe 1 « Réserve dans la sécurité civile</i></p> <p>« Art. L. 3142-98. - Pour accomplir son engagement à servir dans la réserve de sécurité civile pendant son temps de travail, le salarié doit obtenir l'accord de son employeur, sous réserve de dispositions plus favorables résultant du contrat de travail, de conventions ou d'accords collectifs de travail, ou de conventions conclues entre l'employeur et l'autorité de gestion de la réserve. En cas de refus, l'employeur motive et notifie sa décision à l'intéressé ainsi qu'à l'autorité de gestion de la réserve dans la semaine qui suit la réception de la demande.</p> <p>« Art. L. 3142-99. - Pendant la période d'activité dans la réserve de sécurité civile, le contrat de travail du salarié est suspendu.</p> <p>« Art. L. 3142-100. - La période d'activité dans la réserve de sécurité civile est considérée comme une période de travail effectif pour les avantages légaux et conventionnels en matière d'ancienneté, de congés payés et de droit aux prestations sociales.</p> <p>« Art. L. 3142-101. - Aucun licenciement ou déclassement professionnel, aucune sanction disciplinaire ne peuvent être prononcés à l'encontre d'un salarié en raison des absences résultant de son engagement à servir dans la réserve de sécurité civile.</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>9° Non modifié</p>

Textes en vigueur

Texte du projet de loi

Propositions de la Commission

« *Paragraphe 2*
« **Participation aux opérations
de secours**

« *Art. L. 3142-102* - Lorsqu'un salarié membre d'une association agréée en matière de sécurité civile est sollicité pour la mise en oeuvre du plan Orsec ou à la demande de l'autorité de police compétente en cas d'accident, sinistre ou catastrophe, il lui appartient d'obtenir l'accord de son employeur.

« Sauf nécessité inhérente à la production ou à la marche de l'entreprise, l'employeur ne peut s'opposer à l'absence du salarié.

« *Art. L. 3142-103*. - Les conditions de prise en compte de l'absence d'un salarié du fait de sa participation à une opération de secours sont définies en accord avec l'employeur, sous réserve de dispositions plus favorables résultant du contrat de travail, de conventions ou accords collectifs de travail ou de conventions conclues entre l'employeur et le ministre chargé de la sécurité civile.

« *Art. L. 3142-104*. - Aucun licenciement ou déclassement professionnel, aucune sanction disciplinaire ne peuvent être prononcés à l'encontre du salarié mobilisé en raison des absences mentionnées à l'article L. 3142-102.

« *Paragraphe 3*
« **Réserve sanitaire**

« *Art. L. 3142-105*. - Les dispositions applicables aux réservistes sanitaires sont définies au chapitre III du titre III du livre I^{er} de la troisième partie du code de la santé publique. » ;

Art. L. 4111-4. - Ne sont pas soumises aux dispositions de la présente partie :

1° Les mines et carrières ainsi que leurs dépendances ;

2° Les entreprises de transport dont le personnel est régi par un statut.

Toutefois, ces dispositions peuvent être rendues applicables en tout ou

10° A l'article L. 4111-4, le mot : « leur » est inséré après le mot : « peuvent » et les mots : « aux entreprises mentionnées au 2° » sont suppri-

10° Non modifié

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
<p>partie par décret aux entreprises mentionnées au 2°.</p> <p>Art. L. 3313-3. - L'accord d'intéressement est déposé auprès de l'autorité administrative qui peut, dans un délai déterminé par voie réglementaire, demander le retrait ou la modification des clauses contraires aux dispositions légales.</p> <p>Art. L. 4151-1. - Les dispositions du présent livre sont applicables aux employeurs de droit privé ainsi qu'aux travailleurs.</p> <p>.....</p> <p style="text-align:center">QUATRIÈME PARTIE Santé et sécurité au travail LIVRE IV Prévention de certains risques d'exposition TITRE I^{ER} Risques chimiques CHAPITRE I^{ER} Mise sur le marché et utilisation des substances et préparations dangereuses Section 2 Définitions et principes de classement Section 3 Fabrication, importation et vente</p> <p>Art. L. 5134-84. - Pour les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion, ce contrat peut tenir lieu de contrat d'insertion prévu aux articles L. 262-37 et L. 262-38 du code de l'action sociale et des familles.</p> <p>Art. L. 5212-13. - Bénéficiaire de l'obligation d'emploi instituée par l'article L. 5212-2 :</p> <p>.....</p> <p>5° Les veuves de guerre non remariées titulaires d'une pension au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, dont le conjoint militaire ou assimilé est décédé des suites d'une blessure ou d'une maladie imputable à un service de</p>	<p>més ;</p> <p>11° A l'article L. 4151-1, le mot : « livre » est remplacé par le mot : « titre » ;</p> <p>12° La section 2 du chapitre I^{er} du titre I^{er} du livre IV de la quatrième partie est supprimée et la section 3 devient la section 2 du même chapitre ;</p> <p>13° A l'article L. 5134-84, après le mot : « contrat » sont ajoutés les mots : « insertion-revenu minimum d'activité » ;</p>	<p>10° <i>bis</i> (nouveau) <i>L'article L. 3313-3 est rédigé comme suit :</i> <i>« Art. L. 3313-3. - L'accord d'intéressement est déposé auprès de l'autorité administrative dans un délai déterminé par voie réglementaire. » ;</i></p> <p>11° Non modifié</p> <p>12° Non modifié</p> <p>13° Non modifié</p> <p><i>13° bis (nouveau) Les 5° à 8° de l'article L. 5212-13 sont remplacés par les dispositions suivantes :</i> <i>« 5° Les conjoints survivants non remariés titulaires d'une pension au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, dont le conjoint militaire ou assimilé est décédé des suites d'une blessure ou d'une maladie imputable à un service de</i></p>

Textes en vigueur

guerre ou alors qu'il était en possession d'un droit à pension militaire d'invalidité d'un taux au moins égal à 85 % ;

6° Les orphelins de guerre âgés de moins de vingt et un ans et les mères veuves non remariées ou les mères célibataires, dont respectivement le père ou l'enfant, militaire ou assimilé, est décédé des suites d'une blessure ou d'une maladie imputable à un service de guerre ou alors qu'il était en possession d'un droit à pension d'invalidité d'un taux au moins égal à 85 % ;

7° Les veuves de guerre remariées ayant au moins un enfant à charge issu du mariage avec le militaire ou assimilé décédé, lorsque ces veuves ont obtenu ou auraient été en droit d'obtenir, avant leur remariage, une pension dans les conditions prévues au 5° ci-dessus ;

8° Les femmes d'invalides internés pour aliénation mentale imputable à un service de guerre, si elles bénéficient de l'article L. 124 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ;

.....
Art. L. 5424-16. - Le contrôle de l'application par les employeurs des dispositions de la présente section est confié aux inspecteurs du travail et aux contrôleurs assermentés des caisses de congés payés du bâtiment.

Art. L. 6112-2. - Le principe de non-discrimination énoncé à l'article L. 6112-1 ne fait pas obstacle à l'intervention, à titre transitoire, par voie réglementaire ou conventionnelle, de mesures prises au seul bénéfice des femmes en vue d'établir l'égalité des chances entre les femmes et les hommes en matière de formation.

Ces mesures sont destinées notamment à corriger les déséquilibres constatés au détriment des femmes dans la répartition des femmes et des hommes

Texte du projet de loi

Propositions de la Commission

guerre ou alors qu'il était en possession d'un droit à pension militaire d'invalidité d'un taux au moins égal à 85 % ;

« 6° Les orphelins de guerre âgés de moins de vingt et un ans et les conjoints survivants non remariés ou les parents célibataires, dont respectivement la mère, le père ou l'enfant, militaire ou assimilé, est décédé des suites d'une blessure ou d'une maladie imputable à un service de guerre ou alors qu'il était en possession d'un droit à pension d'invalidité d'un taux au moins égal à 85 % ;

« 7° Les conjoints survivants remariés ayant au moins un enfant à charge issu du mariage avec le militaire ou assimilé décédé, lorsque ces conjoints ont obtenu ou auraient été en droit d'obtenir, avant leur remariage, une pension dans les conditions prévues au 5° ;

« 8° Les conjoints d'invalides internés pour aliénation mentale imputable à un service de guerre, s'ils bénéficient de l'article L. 124 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ; » ;

13° ter (nouveau) A l'article L. 5424-16, le mot : « assermentés » est supprimé ;

13° quater (nouveau) Au second alinéa de l'article L. 6112-2, après le

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
<p>mes dans les actions de formation.</p> <p style="text-align: center;">SIXIÈME PARTIE La formation professionnelle tout au long de la vie LIVRE I^{ER} Principes généraux et organisation institutionnelle de la formation professionnelle TITRE II Rôle des régions, de l'État et des institutions de la formation professionnelle CHAPITRE III Institutions de la formation professionnelle Section unique Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie Sous-section 3 Dispositions d'application</p> <p>La présente sous-section ne comprend pas de dispositions législatives.</p> <p>Art. L. 6313-1. - Les actions de formation qui entrent dans le champ d'application des dispositions relatives à la formation professionnelle continue sont :</p> <p>.....</p> <p>Art. L. 6325-21. - Le bénéfice de l'exonération ne peut être cumulé avec celui d'une autre exonération totale ou partielle de cotisations patronales ou l'application de taux spécifiques, d'assiettes ou de montants forfaitaires de cotisations.</p> <p>.....</p> <p>Art. L. 6331-51. - La contribution est recouvrée et contrôlée conformément aux dispositions prévues à l'article L. 133-6 du code de la sécurité sociale selon les règles et sous les garanties et sanctions applicables au re-</p>	<p>14° La sous-section 3 du chapitre III du titre II du livre I^{er} de la sixième partie est supprimée ;</p>	<p><i>mot : « formation » sont ajoutés les mots : « et à favoriser l'accès à la formation des femmes souhaitant reprendre une activité professionnelle interrompue pour des motifs familiaux. » ;</i></p> <p>14° Non modifié</p> <p><i>14° bis (nouveau) L'article L. 6313-1 est complété par un alinéa ainsi rédigé :</i></p> <p><i>« 13° Les actions de lutte contre l'illettrisme et l'apprentissage de la langue française. » ;</i></p> <p><i>14° ter (nouveau) Au premier alinéa de l'article L. 6325-21, après le mot : « cotisations », sont ajoutés les mots : « , à l'exception de la déduction forfaitaire prévue à l'article L. 241-18 du code de la sécurité sociale. » ;</i></p>

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
<p>couvrement des cotisations personnelles d'allocations familiales. Elle fait l'objet d'un versement unique au plus tard le 15 février de l'année qui suit celle au titre de laquelle elle est due.</p> <p>.....</p>	<p>15° A l'article L. 6331-51, les mots : « au plus tard le 15 février » sont remplacés par les mots : « s'ajoutant à l'échéance provisionnelle des cotisations et contributions sociales du mois de février » ;</p>	<p>15° Non modifié</p>
<p>Art. L. 6332-12. - A défaut d'être déjà financées par un organisme de financement de la formation professionnelle continue des professions salariées ou des demandeurs d'emploi, les dépenses de formation engagées par le bénéficiaire du stage d'initiation à la gestion prévu à l'article 59 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat sont éligibles au financement du fonds d'assurance-formation, à condition que ce bénéficiaire soit immatriculé au registre du commerce et des sociétés dans un délai déterminé par décret et courant à compter de la fin du stage</p>	<p>16° L'article L. 6332-12 est complété par le signe de ponctuation : « . » ;</p>	<p>16° Non modifié</p>
<p>Art. L. 7124-1. - Tout enfant de seize ans et moins, soumis à l'obligation scolaire prévue par l'article L. 131-1 du code de l'éducation, ne peut, sans autorisation individuelle préalable, accordée par l'autorité administrative, être, à quelque titre que ce soit, engagé ou produit :</p> <p>.....</p>		<p><i>16° bis (nouveau) Au premier alinéa de l'article L. 7124-1, les mots : « , soumis à obligation scolaire prévue par l'article L. 131-1 du code de l'éducation, » sont supprimés ;</i></p>
<p>Art. L. 7124-12. - Les rémunérations de toute nature perçues par des enfants de seize ans et moins soumis à l'obligation scolaire pour l'exercice d'une activité artistique ou littéraire, autre que celles mentionnées à l'article L. 7124-1 sont soumises aux dispositions de la présente sous-section.</p>		<p><i>16° ter (nouveau) A l'article L. 7124-12, les mots : « soumis à l'obligation scolaire » sont supprimés ;</i></p>
<p>Art. L. 7233-2. - L'association ou l'entreprise agréée qui exerce une activité de services à la personne rendus aux personnes physiques bénéficie :</p> <p>.....</p>		
<p>2° De la réduction d'impôt prévue à l'article 199 <i>sexdecies</i> du même code.</p>	<p>17° Aux articles L. 7233-2 et L. 7233-7, les mots : « la réduction d'impôt » sont remplacés par les mots : « l'aide » ;</p>	<p>17° Non modifié</p>

Textes en vigueur

Art. L. 7233-7. - L'aide financière est exonérée d'impôt sur le revenu pour les bénéficiaires.

Elle n'est pas prise en compte dans le montant des dépenses à retenir pour l'assiette de la réduction d'impôt mentionnée à l'article 199 *sexdecies* du code général des impôts.

.....

Art. L. 7321-1. - Les dispositions du présent code sont applicables aux gérants de succursales, sous réserve des dispositions du présent titre.

Art. L. 7321-3. - L'employeur qui fournit les marchandises ou pour le compte duquel sont recueillies les commandes ou sont reçus les marchandises à traiter, manutentionner ou transporter, n'est responsable de l'application des dispositions du livre I^{er} de la troisième partie relatives à la durée du travail, aux repos et aux congés et de celles de la quatrième partie relatives à la santé et à la sécurité au travail, que s'il a fixé les conditions de travail, de santé et de sécurité au travail dans l'établissement ou si celles-ci ont été soumises à son accord.

Dans le cas contraire, ces gérants sont assimilés à des employeurs. Leur sont applicables, dans la mesure où elles s'appliquent aux chefs d'établissements, directeurs ou gérants, les dispositions relatives :

.....

Art. L. 7322-1. - Les dispositions du présent code sont applicables aux gérants non salariés définis à l'article L. 7322-2, sous réserve des dispositions du présent chapitre.

.....

Texte du projet de loi

Propositions de la Commission

17° bis (nouveau) A l'article L. 7321-1, les mots : « sous réserve des dispositions du » sont remplacés par les mots : « dans la mesure de ce qui est prévu au » ;

17° ter (nouveau) Les deux premiers alinéas de l'article L. 7321-3 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. L. 7321-3. - Le chef d'entreprise qui fournit les marchandises ou pour le compte duquel sont recueillies les commandes ou sont reçues les marchandises à traiter, manutentionner ou transporter, n'est responsable de l'application aux gérants salariés de succursales des dispositions du livre I^{er} de la troisième partie relatives à la durée du travail, aux repos et aux congés et de celles de la quatrième partie relatives à la santé et à la sécurité au travail, que s'il a fixé les conditions de travail, de santé et de sécurité au travail dans l'établissement ou si celles-ci ont été soumises à son accord.

« Dans le cas contraire, ces gérants sont assimilés à des chefs d'établissement. Leur sont applicables, dans la mesure où elles s'appliquent aux chefs d'établissement, directeurs ou gérants salariés, les dispositions relatives : » ;

17° quater (nouveau) Au premier alinéa de l'article L. 7322-1, les mots : « présent code » sont remplacés par les mots : « chapitre premier » ;

17° quinquies (nouveau) Après le premier alinéa de l'article L. 7322-1,

Textes en vigueur

Texte du projet de loi

Propositions de la Commission

Art. L. 7322-7. - Par dérogation aux dispositions des articles L. 3141-1 et suivants relatives aux congés payés, l'attribution d'un congé payé peut, en cas d'accord entre les parties, être remplacée par le versement d'une indemnité d'un montant égal au 1/12 des rémunérations perçues pendant la période de référence.

Art. L. 1253-19. - Dans le but de favoriser le développement de l'emploi sur un territoire, des personnes de droit privé peuvent créer, avec des collectivités territoriales et leurs établissements publics, des groupements d'employeurs constitués sous la forme d'associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association ou, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, d'associations régies par le code civil local ou de coopératives artisanales.

Art. L. 6331-46. - Les dispositions de la présente sous-section ne sont

18° Aux articles L. 1253-19 et L. 6331-46, les mots « du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle » sont remplacés par les mots : « de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin » ;

sont insérés trois alinéas ainsi rédigés :
« L'entreprise propriétaire de la succursale est responsable de l'application au profit des gérants non salariés du livre premier de la troisième partie relatif à la durée du travail, aux repos et aux congés, ainsi que de la quatrième partie relative à la santé et à la sécurité au travail lorsque les conditions de travail, de santé et de sécurité au travail dans l'établissement ont été fixées par elle ou soumises à son agrément.

« Dans tous les cas, les gérants non salariés bénéficient des avantages légaux accordés aux salariés en matière de congés payés.

« Par dérogation aux dispositions des articles L. 3141-1 et suivants relatives aux congés payés, l'attribution d'un congé payé peut, en cas d'accord entre les parties, être remplacée par le versement d'une indemnité d'un montant égal au douzième des rémunérations perçues pendant la période de référence. » ;

17° *sexies* (nouveau)
L'article L. 7322-7 est abrogé ;

18° Non modifié

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
<p>pas applicables aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.</p>	<p>19° Aux articles L. 3134-1, L. 3142-22, L. 3142-41, L. 5134-3, L. 6261-1, L. 6261-2 et L. 6332-11, les mots : « du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle » sont remplacés par les mots : « de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ».</p>	<p>19° Non modifié</p>
<p>Art. L. 3134-1. - Les dispositions du présent chapitre s'appliquent dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.</p>		
<p>..... Art. L. 3142-22. - Le salarié ayant au moins douze mois consécutifs ou non d'ancienneté dans l'entreprise a droit à un congé de solidarité internationale pour participer à une mission hors de France pour le compte d'une association à objet humanitaire régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association ou inscrite au registre des associations en application de la loi du 19 avril 1908 applicable au contrat d'association dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, ou pour le compte d'une organisation internationale dont la France est membre.</p>		
<p>..... Art. L. 3142-41. - Lorsqu'un salarié, membre d'une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association ou inscrite au registre des associations en application de la loi du 19 avril 1908 applicable au contrat d'association dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ou d'une mutuelle au sens du code de la mutualité, est désigné comme représentant de cette association ou de cette mutuelle pour siéger dans une instance, consultative ou non, instituée par une disposition législative ou réglementaire auprès d'une autorité de l'État ou d'une collectivité territoriale, l'employeur lui accorde le temps nécessaire pour participer aux réunions de cette instance.</p>		
<p>Art. L. 5134-3. - L'État conclut des conventions pluriannuelles avec :</p>		
<p>..... 5° Des groupements constitués sous la forme d'associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association ou par la loi du 19 avril 1908 applicable au contrat d'association dans les départements du Bas-</p>		

Textes en vigueur

Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, de personnes morales mentionnées au présent article.

Art. L. 6261-1. - Dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, les dispositions des articles L. 6243-2 et L. 6243-3 sont applicables aux employeurs inscrits au registre des entreprises.

Art. L. 6261-2. - Dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, un décret en Conseil d'État détermine les modalités particulières d'application du présent livre pour tenir compte des circonstances locales.

Art. L. 6332-11. - Un pourcentage de la collecte, déterminé par l'autorité administrative, est réservé au financement des actions de formation des créateurs ou repreneurs d'entreprise, ainsi qu'aux prestations complémentaires de formation ou d'accompagnement dont ils peuvent bénéficier avant l'échéance de trois ans suivant leur installation par :

1° Les fonds d'assurance-formation des travailleurs non salariés non agricoles immatriculés au répertoire des métiers ou, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle au registre des entreprises, ou au registre du commerce et des sociétés ;

ANNEXE II

ARTICLE du code du travail	ARTICLE OU FRACTION D'ARTICLE maintenus en vigueur
.....
L. 443-3-1	Premier à septième alinéas
.....

Art. 14. - Les dispositions de la présente ordonnance entrent en vigueur en même temps que la partie réglemen-

Texte du projet de loi

Article 4

Dans le premier tableau de l'annexe II de l'ordonnance du 12 mars 2007 susmentionnée, la ligne : « L. 443-3-1 / premier à septième alinéas » est supprimée.

Article 5

Après l'article 14 de l'ordonnance du 12 mars 2007 susmen-

Propositions de la Commission

Article 4

Sans modification

Article 5

Sans modification

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
— taire du nouveau code du travail et au plus tard le 1 ^{er} mars 2008.	— tionnée, il est inséré un article 14-1 ainsi rédigé : « <i>Art. 14-1.</i> - La présente ordonnance est applicable à Mayotte, aux Terres australes et antarctiques françaises et aux îles Wallis et Futuna en tant qu'elle abroge des dispositions applicables dans ces collectivités. »	—

ANNEXE AU TABLEAU COMPARATIF

Ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

Article 1^{er}

Les dispositions de l'annexe 1 à la présente ordonnance constituent la partie législative du code du travail.

Article 2

Les dispositions de la partie législative du code du travail qui citent, en les reproduisant, des articles d'autres codes ou d'autres textes législatifs sont de plein droit modifiées par l'effet des modifications ultérieures de ces articles.

Article 3

Les références contenues dans les dispositions de nature législative à des dispositions abrogées par la présente ordonnance sont remplacées par les références aux dispositions correspondantes du code du travail.

Article 4

I. - Les dispositions de l'article L. 5134-51 du code du travail annexé à la présente ordonnance ne sont pas applicables aux contrats conclus avant le 15 octobre 2006.

II. - Les dispositions du troisième alinéa de l'article L. 5134-95 du code du travail annexé à la présente ordonnance ne sont pas applicables aux contrats conclus avant le 15 octobre 2006.

III. - Les dispositions relatives à la contribution spécifique mentionnée à l'article L. 5424-20 du code du travail annexé à la présente ordonnance sont applicables à compter du 1^{er} septembre 2002.

IV. - Les dispositions de l'article L. 6243-1 du code du travail annexé à la présente ordonnance sont applicables aux contrats d'apprentissage enregistrés après l'entrée en vigueur de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

V. - Le pourcentage minimal prévu à l'article L. 6331-2 du code du travail annexé à la présente ordonnance est fixé à 0,40 % du 1^{er} janvier au 31 décembre 2004.

VI. - Les dispositions des articles L. 6331-35 et L. 6331-36 du code du travail annexé à la présente ordonnance entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

VII. - L'arrêté du 15 juin 1949 sur le comité central de coordination de l'apprentissage du bâtiment et des travaux publics, du secrétaire d'État à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports, est abrogé à compter du jour de la publication au *Journal officiel* de la déclaration de l'association constituée conformément aux dispositions de l'article L. 6331-43 du code du travail annexé à la présente ordonnance.

La constitution en association du comité de concertation et de coordination de l'apprentissage du bâtiment et des travaux publics prévu à l'article L. 6331-43 du code du travail annexé à la présente ordonnance n'emporte ni création de personne morale nouvelle, ni cessation de son activité, ni conséquence sur le régime juridique auquel sont soumis les personnels.

Les biens, droits, obligations et contrats de l'association dénommée « comité de concertation et de coordination de l'apprentissage du bâtiment et des travaux publics » sont ceux du comité central de coordination de l'apprentissage du bâtiment et des travaux publics à la date de publication au *Journal officiel* de la déclaration de ladite association.

Cette constitution en association ne permet aucune remise en cause de ces biens, droits, obligations et contrats et n'a, en particulier, aucune incidence sur les contrats conclus avec des tiers par le comité central de coordination de l'apprentissage du bâtiment et des travaux publics.

Les opérations entraînées par cette constitution en association ne donnent pas lieu à la perception de droits, impôts ou taxes de quelque nature que ce soit.

VIII. - Pour l'application des dispositions de l'article L. 6331-56, un accord de branche conclu avant le 31 décembre 2006 peut prévoir qu'une contribution complémentaire de 0,10 % due par les employeurs de moins de dix salariés au titre des contrats et périodes de professionnalisation et du droit individuel à la formation est versée à un organisme collecteur paritaire agréé à ce titre par l'État.

Article 5

Le code de l'action sociale et des familles est ainsi modifié :

1° Au troisième alinéa de l'article L. 421-1, les mots : « du titre VII du livre VII du code du travail » sont remplacés par les mots : « du présent livre » ;

2° A la troisième phrase du premier alinéa de l'article L. 421-2, les mots : « du titre VII du livre VII du code du travail » sont remplacés par les mots : « du présent livre » ;

3° Au premier alinéa de l'article L. 422-1, les mots : « L. 773-3 à L. 773-11, L. 773-17 à L. 773-23 et L. 773-25 à L. 773-28 du code du travail » sont remplacés par les références : « L. 423-3 à L. 423-13, L. 423-15, L. 423-17 à L. 423-22, L. 423-27 à L. 423-33 et L. 423-35 » ;

4° Au deuxième alinéa de l'article L. 422-1, les mots : « L. 773-26 du code du travail » sont remplacés par la référence : « L. 423-30 » ;

5° Au troisième alinéa de l'article L. 422-4, les mots : « L. 773-9 du code du travail » sont remplacés par la référence : « L. 423-20 » ;

6° Le titre II du livre IV est complété par un chapitre III ainsi rédigé :

« CHAPITRE III

« Assistants maternels et assistants familiaux employés par des personnes de droit privé

« Section 1

« Dispositions communes à tous les assistants maternels et familiaux

« Sous-section 1

« Champ d'application

« *Art. L. 423-1.* - Relèvent des dispositions du présent chapitre, sous réserve qu'elles soient titulaires de l'agrément prévu à l'article L. 421-3, les personnes qui accueillent habituellement à leur domicile, moyennant rémunération, des mineurs et, en application des dispositions de l'article L. 421-17, des majeurs de moins de vingt et un ans qui leur sont confiés par des particuliers ou par des personnes morales de droit privé.

« *Art. L. 423-2.* - Sont applicables aux assistants maternels et assistants familiaux employés par des personnes de droit privé les dispositions du code du travail relatives :

« 1° Aux discriminations et harcèlements, prévues par les titres III et V du livre I^{er} de la première partie ;

« 2° A l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, prévues par le deuxième alinéa de l'article L. 1142-2 ;

« 3° A la maternité, à la paternité, à l'adoption et à l'éducation des enfants, prévues par le chapitre V du titre II du livre II de la première partie ;

« 4° Au contrat de travail à durée déterminée, prévues par le titre IV du livre II de la première partie ;

« 5° A la résolution des différends qui peuvent s'élever à l'occasion d'un contrat de travail entre les assistants maternels ou familiaux et les particuliers ou les personnes morales de droit privé mentionnés à l'article L. 773-1 du présent code ainsi qu'au conseil de prud'hommes, prévues par le livre IV de la première partie du code du travail. La section des activités diverses des conseils de prud'hommes est compétente pour connaître de ces différends ;

« 6° A la négociation collective et aux conventions et accords collectifs de travail, prévues par le livre II de la deuxième partie ;

« 7° Aux syndicats professionnels, prévues par le livre I^{er} de la deuxième partie ;

- « 8° Aux délégués du personnel et au comité d'entreprise, prévues par les titres I^{er} et II du livre II de la deuxième partie ;
- « 9° Aux conflits collectifs, prévues par le livre V de la deuxième partie ;
- « 10° A la journée du 1^{er} mai, prévues par la section 2 du chapitre III du titre III du livre I^{er} de la troisième partie ;
- « 11° A la durée du congé payé, prévues par la section 2 du chapitre I^{er} du titre IV du livre I^{er} de la troisième partie ;
- « 12° Au congé pour événements familiaux, prévues par la sous-section 1 de la section 1 du chapitre II du titre IV du livre I^{er} de la troisième partie ;
- « 13° A l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes, prévues par le titre II du livre II de la troisième partie ;
- « 14° Au paiement du salaire, prévues par le titre IV du livre II de la troisième partie ;
- « 15° Aux saisies et cessions de rémunérations, prévues par le chapitre II du titre V du livre II de la troisième partie ;
- « 16° Au régime d'assurance des travailleurs involontairement privés d'emploi, prévues par le chapitre II du titre II du livre IV de la cinquième partie ;
- « 17° A la formation professionnelle continue, prévues aux livres I^{er}, III et IV de la sixième partie.

« Sous-section 2
« **Contrat de travail**

« *Art. L. 423-3.* - Le contrat de travail des assistants maternels et des assistants familiaux est un contrat écrit.

« Sous-section 3
« **Rémunération, indemnités et fournitures**

« *Art. L. 423-4.* - Les éléments et le montant minimal des indemnités et fournitures destinées à l'entretien de l'enfant sont déterminés par décret.

« *Art. L. 423-5.* - La rémunération de l'assistant maternel ou de l'assistant familial reste due par l'employeur :

« 1° Pendant les périodes de formation des assistants maternels mentionnées à l'article L. 421-14. La rémunération intervient après l'embauche ;

« 2° Pendant les périodes de formation des assistants familiaux mentionnées à l'article L. 421-15.

« Sous-section 4
« **Congés**

« *Art. L. 423-6.* - Les assistants maternels et les assistants familiaux perçoivent une indemnité représentative du congé annuel payé qui est égale au dixième du total formé par la rémunération reçue en application des articles L. 423-13, L. 423-19, L. 423-20 et L. 423-30 et par l'indemnité de congé payé de l'année précédente.

« *Art. L. 423-7.* - Lorsque le contrat de travail de l'assistant maternel ou de l'assistant familial est rompu avant que le salarié ait pu bénéficier de la totalité du congé auquel il avait droit, il reçoit, pour la fraction de congé dont il n'a pas bénéficié, une indemnité compensatrice déterminée d'après les dispositions de l'article L. 423-6.

« L'indemnité compensatrice est due dès lors que la rupture du contrat de travail n'a pas été provoquée par la faute lourde du salarié et sans qu'il y ait lieu de distinguer suivant que cette rupture résulte du fait du salarié ou du fait de l'employeur.

« Section 2
« **Dispositions particulières aux assistants maternels et assistants familiaux employés par des personnes morales de droit privé**

« Sous-section 1
« **Contrat de travail**

« *Art. L. 423-8.* - En cas de suspension de l'agrément, l'assistant maternel ou l'assistant familial relevant de la présente section est suspendu de ses fonctions par l'employeur pendant une période qui ne peut excéder quatre mois. Durant cette période, l'assistant maternel ou l'assistant familial bénéficie d'une indemnité compensatrice qui ne peut être inférieure à un montant minimal fixé par décret.

« En cas de retrait d'agrément, l'employeur est tenu de procéder au licenciement par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

« L'assistant maternel ou l'assistant familial suspendu de ses fonctions bénéficie, à sa demande, d'un accompagnement psychologique mis à sa disposition par son employeur pendant le temps de la suspension de ses fonctions.

« *Art. L. 423-9.* - Après l'expiration de la période d'essai de trois mois d'accueil de l'enfant, la rupture du contrat à l'initiative de l'assistant maternel ou de l'assistant familial relevant de la présente section est subordonnée à un préavis de quinze jours, à moins que l'employeur n'accepte d'abrégé cette durée. A partir d'une ancienneté de six mois, ce délai est porté à un mois, à moins que l'employeur n'accepte d'abrégé cette durée.

« La décision, par l'intéressé, de ne plus garder un enfant qui lui était confié est soumise aux mêmes conditions.

« L'inobservation de celles-ci constitue une rupture abusive qui ouvre droit, au profit de l'organisme employeur, à des dommages et intérêts.

« *Art. L. 423-10.* - L'employeur qui envisage, pour un motif réel et sérieux, de licencier un assistant maternel ou un assistant familial qu'il emploie depuis trois mois au moins convoque celui-ci et le reçoit en entretien dans les conditions prévues aux articles L. 1232-2 à L. 1232-4 du code du travail. Au cours de l'entretien, l'employeur est tenu d'indiquer le ou les motifs de la décision envisagée et de recueillir les explications du salarié.

« L'employeur qui décide de licencier un assistant maternel ou un assistant familial relevant de la présente section doit notifier et motiver sa décision dans les conditions prévues à l'article L. 1232-6 du code du travail. La date de présentation de la lettre recommandée fixe le point de départ du préavis éventuellement dû en vertu de l'article L. 773-21. L'inobservation du préavis donne lieu au versement d'une indemnité compensatrice.

« *Art. L. 423-11.* - En cas de licenciement pour un motif autre qu'une faute grave, l'assistant maternel ou l'assistant familial relevant de la présente section a droit :

« 1° A un préavis de quinze jours s'il justifie, au service du même employeur, d'une ancienneté comprise entre trois et six mois ;

« 2° A un préavis d'un mois s'il justifie d'une ancienneté comprise entre six mois et préavis de deux mois s'il justifie d'une ancienneté d'au moins deux ans.

« *Art. L. 423-12.* - En cas de licenciement pour un motif autre qu'une faute grave, l'assistant maternel ou l'assistant familial relevant de la présente section justifiant d'une ancienneté d'au moins deux ans au service du même employeur a droit à une indemnité qui ne se confond pas avec l'indemnité compensatrice prévue à l'article L. 423-10.

« Le montant minimal de cette indemnité de licenciement est fixé par décret d'après la moyenne mensuelle des sommes perçues par l'intéressé au titre des six meilleurs mois consécutifs de salaire versés par l'employeur qui le licencie.

« Sous-section 2

« **Rémunération**

« *Art. L. 423-13.* - Le décret prévu aux articles L. 423-19 et L. 423-30 précise les cas dans lesquels la rémunération de l'assistant maternel ou de l'assistant familial relevant de la présente section est majorée pour tenir compte de sujétions exceptionnelles entraînées éventuellement par des handicaps, maladies ou inadaptations, ainsi que le montant minimum de cette majoration.

« Sous-section 3

« **Congés**

« *Art. L. 423-14.* - Les dispositions des articles L. 3142-68 à L. 3142-97 du code du travail, relatives au congé et période de travail à temps partiel pour la création ou la reprise d'entreprise et au congé sabbatique, sont applicables aux personnes relevant de la présente section.

« Sous-section 4

« **Exercice d'un mandat et droit d'expression**

« *Art. L. 423-15.* - Lorsque l'assistant maternel ou l'assistant familial relevant de la présente section exerce un mandat de délégué syndical, de représentant syndical ou de représentant du personnel, l'employeur organise et finance, le cas échéant, l'accueil des enfants qui lui sont habituellement confiés pendant les temps correspondant à l'exercice de cette fonction.

« *Art. L. 423-16.* - Les dispositions des articles L. 2281-1 à L. 2281-12 du code du travail, relatives au droit d'expression directe et collective des salariés, sont applicables aux personnes relevant de la présente section.

« Section 3

« Assistants maternels

« Sous-section 1

« Dispositions communes à tous les assistants maternels

« *Art. L. 423-17.* - Les mentions du contrat de travail des assistants maternels sont définies par décret. Elles font référence en particulier à la décision d'agrément délivrée par le président du conseil général ainsi qu'à la garantie d'assurance souscrite par les intéressés ou le cas échéant par leur employeur.

« Une convention ou un accord collectif de travail étendu applicable aux assistants maternels peut notamment compléter ou adapter les dispositions du présent article ainsi que des articles L. 423-21 à L. 423-23.

« *Art. L. 423-18.* - Les éléments et le montant minimal des indemnités et fournitures des assistants maternels destinées à l'entretien de l'enfant sont fixés en fonction de la durée d'accueil effective de l'enfant.

« Les indemnités et fournitures ne sont pas remises en cas d'absence de l'enfant.

« *Art. L. 423-19.* - Sans préjudice des indemnités et fournitures qui leur sont remises pour l'entretien des enfants, les assistants maternels perçoivent une rémunération dont le montant minimal, par enfant présent et par heure, est déterminé par décret en référence au salaire minimum de croissance. Cette rémunération est versée au moins une fois par mois.

« Une convention ou un accord collectif de travail étendu ou une convention ou un accord collectif d'entreprise ou d'établissement peut prévoir que, dans le cas d'une répartition inégale des heures d'accueil entre les mois de l'année de référence, la rémunération mensuelle est indépendante des heures d'accueil réelles et est calculée dans les conditions prévues par la convention ou l'accord. A défaut de convention ou d'accord, le contrat de travail peut prévoir ce dispositif et en fixer les modalités.

« *Art. L. 423-20.* - En cas d'absence d'un enfant pendant une période d'accueil prévue par le contrat, l'assistant maternel bénéficie, dans les conditions et limites de la convention collective nationale des assistants maternels, du maintien de sa rémunération, sauf si l'enfant ne peut être accueilli du seul fait de l'assistant maternel ou lorsque l'absence est due à une maladie de l'enfant attestée par un certificat médical.

« Dans ce dernier cas, l'assistant maternel a droit à une indemnité compensatrice dont le montant minimal est fixé par décret.

« *Art. L. 423-21.* - L'assistant maternel bénéficie d'un repos quotidien d'une durée minimale de onze heures consécutives.

« Un décret, une convention ou un accord collectif étendu peut, dans des conditions prévues par décret et sous réserve de respecter le droit à un repos compensateur ou à une indemnité, déroger aux dispositions du premier alinéa.

« *Art. L. 423-22.* - L'assistant maternel ne peut être employé plus de six jours consécutifs. Le repos hebdomadaire de l'assistant maternel a une durée minimale de vingt-quatre heures auxquelles s'ajoutent les heures consécutives de repos quotidien prévues à l'article L. 423-21.

« L'employeur ne peut demander à un assistant maternel de travailler plus de quarante-huit heures par semaine, cette durée étant calculée comme une moyenne sur une période de quatre mois, sans avoir obtenu l'accord de celui-ci et sans respecter des conditions définies par décret. Avec l'accord du salarié, cette durée peut être calculée comme une moyenne sur une période de douze mois, dans le respect d'un plafond annuel de 2 250 heures.

« Sous-section 2

« Dispositions applicables aux seuls assistants maternels employés par des particuliers

« *Art. L. 423-23.* - L'assistant maternel relevant de la présente sous-section et son ou ses employeurs fixent d'un commun accord, au plus tard le 1^{er} mars de chaque année, les dates de congés de l'assistant maternel de manière à lui permettre de bénéficier de congés effectifs sans aucun accueil d'enfant.

« A défaut d'accord à cette date, l'assistant maternel qui a plusieurs employeurs fixe lui-même les dates de ses congés pour une durée et dans des conditions définies par décret.

« Dans le cas où l'assistant maternel n'a qu'un seul employeur, les dates de congés sont fixées par ce dernier.

« *Art. L. 423-24.* - Le particulier employeur qui décide de ne plus confier d'enfant à un assistant maternel qu'il employait depuis trois mois doit notifier à l'intéressé sa décision de rompre le contrat par lettre recommandée avec demande

d'avis de réception. La date de présentation de la lettre recommandée fixe le point de départ du préavis éventuellement dû en vertu de l'article L. 423-25. L'inobservation de ce préavis donne lieu au versement d'une indemnité compensatrice du congé dû.

« Le particulier employeur qui ne peut plus confier d'enfant à un assistant maternel qu'il employait depuis trois mois au moins, en raison de la suspension ou du retrait de l'agrément de celui-ci, tels qu'ils sont prévus par les dispositions de l'article L. 421-6, doit notifier à l'intéressé la rupture du contrat de travail par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Les charges liées à la rupture du contrat de travail consécutives à la suspension ou au retrait de l'agrément ne peuvent être supportées par le particulier employeur.

« *Art. L. 423-25.* - L'assistant maternel qui justifie auprès du même employeur d'une ancienneté d'au moins trois mois a droit, en cas de rupture du contrat de travail par son employeur, sauf en cas de faute grave et sous réserve des dispositions de l'article L. 423-27, à un préavis de quinze jours avant le retrait de l'enfant qui lui était confié.

« La durée du préavis est portée à un mois lorsque l'enfant est accueilli depuis un an ou plus.

« *Art. L. 423-26.* - La décision de l'assistant maternel de ne plus garder un enfant qui lui était confié depuis au moins trois mois est subordonnée, sous réserve des dispositions de l'article L. 423-27, à un préavis d'un mois, à moins que l'employeur n'accepte d'abrégé cette durée. L'inobservation de ce préavis constitue une rupture abusive qui ouvre droit, au profit de l'employeur, au versement de dommages et intérêts.

« *Art. L. 423-27.* - Le préavis n'est pas requis dans le cas où la rupture est liée à l'impossibilité de confier ou d'accueillir un enfant compte tenu de la suspension ou du retrait de l'agrément de l'assistant maternel relevant de la présente section, tels qu'ils sont prévus par les dispositions de l'article L. 421-6.

« Sous-section 3

« Dispositions applicables aux seuls assistants maternels employés par des personnes morales de droit privé

« *Art. L. 423-28.* - Après le départ d'un enfant, l'assistant maternel relevant de la présente sous-section a droit, jusqu'à ce que son employeur lui confie un ou plusieurs enfants conformément à son contrat de travail, à une indemnité, pendant une durée maximum de quatre mois, dont le montant et les conditions de versement sont définis par décret.

« L'assistant maternel a de même droit à une indemnité, pendant une durée maximum de quatre mois, dans les conditions prévues au premier alinéa, lorsque son contrat de travail est maintenu à l'issue de la période de suspension de fonction prévue à l'article L. 423-8.

« Section 4

« Assistants familiaux

« Sous-section 1

« Dispositions communes à tous les assistants familiaux

« *Art. L. 423-29.* - Les indemnités et fournitures des assistants familiaux sont dues pour toute journée d'accueil commencée.

« Sous-section 2

« Dispositions applicables aux seuls assistants familiaux employés par des personnes morales de droit privé

« *Art. L. 423-30.* - Sans préjudice des indemnités et fournitures qui leur sont remises pour l'entretien des enfants, les assistants familiaux relevant de la présente sous-section bénéficient d'une rémunération garantie correspondant à la durée mentionnée dans le contrat d'accueil. Les éléments de cette rémunération et son montant minimal sont déterminés par décret en référence au salaire minimum de croissance.

« Ce montant varie selon que l'accueil est continu ou intermittent au sens de l'article L. 421-16 et en fonction du nombre d'enfants accueillis.

« La rémunération cesse d'être versée lorsque l'enfant accueilli quitte définitivement le domicile de l'assistant familial.

« *Art. L. 423-31.* - Lorsque l'employeur n'a plus d'enfant à confier à un assistant familial ayant accueilli des mineurs, celui-ci a droit à une indemnité dont le montant minimal est déterminé par décret en référence au salaire minimum de croissance, sous réserve de l'engagement d'accueillir dans les meilleurs délais les mineurs préalablement présentés par l'employeur, dans la limite d'un nombre maximal convenu avec lui et conformément à son agrément.

« Cette disposition n'est applicable qu'aux personnes qui justifient d'une ancienneté de trois mois au moins au service de l'employeur.

« *Art. L. 423-32.* - L'employeur qui n'a pas d'enfant à confier à un assistant familial pendant une durée de quatre mois consécutifs est tenu de recommencer à verser la totalité du salaire à l'issue de cette période s'il ne procède pas au licenciement de l'assistant familial fondé sur cette absence d'enfants à lui confier.

« *Art. L. 423-33.* - Les assistants familiaux ne peuvent se séparer des mineurs qui leur sont confiés pendant les repos hebdomadaire, jours fériés, congés annuels, congés d'adoption ou congés de formation ou congés pour événements familiaux sans l'accord préalable de leur employeur.

« La décision de celui-ci est fondée sur la situation de chaque enfant, en fonction, notamment, de ses besoins psychologiques et affectifs et des possibilités de remise à sa famille naturelle. Elle tient compte aussi des souhaits de la famille d'accueil.

« Toutefois, sous réserve de l'intérêt de l'enfant, l'employeur doit autoriser l'assistant familial qui en a effectué la demande écrite à se séparer simultanément de tous les enfants accueillis pendant une durée minimale de jours de congés annuels et une durée minimale de jours à répartir sur l'année, définies par décret.

« L'employeur qui a autorisé l'assistant familial à se séparer de tous les enfants accueillis pour la durée de ses congés payés organise les modalités de placement de ces enfants en leur garantissant un accueil temporaire de qualité pour permettre à l'assistant familial chez qui ils sont habituellement placés de faire valoir ses droits à congés.

« Lorsque l'enfant est maintenu chez l'assistant familial pendant la période de congés annuels de ce dernier, la rémunération de celui-ci est maintenue et s'ajoute aux indemnités prévues à l'article L. 773-4.

« Si, à l'occasion d'une maternité, l'assistant familial relevant de la présente sous-section désire qu'un enfant qui lui a été confié lui soit momentanément retiré, il fixe la date de départ et la durée du retrait dans les limites prévues pour le repos des femmes en couches. Il fait connaître cette date et cette durée à l'employeur avant la fin du septième mois de sa grossesse.

« Avec leur accord écrit, il est institué un report de congés au bénéfice des assistants familiaux qui n'ont pas utilisé la totalité des droits ouverts au cinquième alinéa. Ce compte permet à son titulaire d'accumuler des droits à congés rémunérés, par report des congés annuels.

« L'assistant familial voit alors sa rémunération maintenue pendant la période de congés annuels, sans que s'ajoutent à celle-ci les indemnités prévues à l'article L. 773-4. Les droits à congés acquis au titre du report de congés doivent être exercés au plus tard à la date à laquelle l'assistant familial cesse définitivement ses fonctions ou liquide sa pension de retraite.

« *Art. L. 423-34.* - Le contrat passé entre la personne morale de droit privé et l'assistant familial peut prévoir que l'exercice d'une autre activité professionnelle ne sera possible qu'avec l'accord de l'employeur. L'employeur ne peut refuser son autorisation que lorsque l'activité envisagée est incompatible avec l'accueil du ou des enfants déjà confiés. Ce refus doit être motivé.

« Les modalités d'application de cette disposition sont fixées par décret.

« *Art. L. 423-35.* - Dans le cas prévu à l'article L. 423-32, si l'employeur décide de procéder au licenciement, il convoque l'assistant familial par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et le reçoit en entretien dans les conditions prévues aux articles L. 1232-2 à L. 1232-4 du code du travail. La lettre de licenciement ne peut être expédiée moins d'un jour franc après la date pour laquelle le salarié a été convoqué à l'entretien. L'employeur doit indiquer à l'assistant familial, au cours de l'entretien et dans la lettre recommandée, le motif pour lequel il ne lui confie plus d'enfants. » ;

7° Le titre III du livre IV est remplacé par les dispositions suivantes :

« TITRE III

« **Éducateurs et aides familiaux, personnels pédagogiques occasionnels des accueils collectifs de mineurs**

« CHAPITRE I^{ER}

« **Éducateurs et aides familiaux**

« *Art. L. 431-1.* - Les éducateurs familiaux employés par des associations gestionnaires de villages d'enfants autorisés en application de l'article L. 313-1 exercent, dans un logement mis à disposition à cet effet par l'association, une responsabilité permanente auprès de fratries d'enfants.

« Les aides familiaux employés par des associations gestionnaires de villages d'enfants autorisés en application du même article L. 313-1 exercent, dans un logement mis à disposition à cet effet par l'association, la responsabilité de remplacer ou de suppléer les éducateurs familiaux auprès de fratries d'enfants.

« *Art. L. 431-2.* - Les éducateurs et les aides familiaux ne sont pas soumis aux dispositions relatives à la durée du travail, la répartition et l'aménagement des horaires prévues par le titre II du livre I^{er} de la troisième partie du code du travail et celles relatives aux repos quotidien et hebdomadaire prévues par les chapitres I^{er} et II du titre III du même livre.

« *Art. L. 431-3.* - La durée de travail des éducateurs et aides familiaux est fixée par convention collective ou accord d'entreprise, en nombre de journées sur une base annuelle.

« La convention ou l'accord collectif doit fixer le nombre de journées travaillées, qui ne peut dépasser un plafond annuel de deux cent cinquante-huit jours, et déterminer les modalités de suivi de l'organisation du travail des salariés concernés.

« Lorsque le nombre de jours travaillés dépasse le plafond annuel fixé par la convention ou l'accord, après déduction, le cas échéant, du nombre de jours affectés sur un compte épargne-temps et des congés payés reportés dans les conditions prévues à l'article L. 3141-21 du code du travail, le salarié doit bénéficier, au cours des trois premiers mois de l'année suivante, d'un nombre de jours égal à ce dépassement. Ce nombre de jours réduit le plafond annuel de l'année durant laquelle ils sont pris.

« *Art. L. 431-4.* - L'employeur doit tenir à la disposition de l'inspecteur du travail, pendant une durée de trois ans, le ou les documents existant dans l'association permettant de comptabiliser le nombre de jours de travail effectués par les salariés.

« CHAPITRE II

« **Personnels pédagogiques occasionnels des accueils collectifs de mineurs**

« *Art. L. 432-1.* - La participation occasionnelle, dans les conditions fixées au présent article, d'une personne physique à des fonctions d'animation ou de direction d'un accueil collectif de mineurs à caractère éducatif organisé à l'occasion de vacances scolaires, de congés professionnels ou de loisirs, dans les conditions prévues aux articles L. 227-4 et suivants, est qualifiée d'engagement éducatif.

« Sont également qualifiées d'engagement éducatif :

« - la participation occasionnelle, pour le compte d'une personne physique ou morale bénéficiant de l'agrément "Vacances adaptées organisées" prévu à l'article 48 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, d'une personne physique à des fonctions d'animation ou de direction ;

« - la participation occasionnelle d'une personne physique, pour le compte d'une personne morale agréée au titre de l'article L. 312-1, à l'accompagnement exclusif des activités de loisirs et des activités sportives, dans des établissements et services pour enfants, adolescents ou adultes handicapés, ou lors de séjours d'accueil temporaire pour des activités liées aux vacances.

« Est qualifiée de la même manière la participation occasionnelle, pour le compte d'une association bénéficiant d'une habilitation de l'autorité administrative et dans les mêmes limites, d'une personne physique à l'encadrement de stages destinés aux personnes engagées dans un cursus de formation leur permettant d'exercer les fonctions mentionnées au premier alinéa.

« *Art. L. 432-2.* - Les personnes titulaires d'un contrat d'engagement éducatif ne sont pas soumises aux dispositions relatives à la durée du travail, à la répartition et à l'aménagement des horaires prévues par le titre II du livre I^{er} de la troisième partie du code du travail, à celles relatives aux repos quotidien et hebdomadaire prévues par les chapitres I^{er} et II du titre III du livre I^{er} de la troisième partie et à celles relatives au salaire minimum interprofessionnel de croissance et à la rémunération mensuelle minimale prévues par les chapitres I^{er} et II du titre III du livre II de la troisième partie.

« *Art. L. 432-3.* - Sans préjudice des indemnités et avantages en nature dont elles peuvent bénéficier, les personnes titulaires d'un contrat d'engagement éducatif perçoivent une rémunération dont le montant minimum journalier est fixé par décret par référence au salaire minimum de croissance. Cette rémunération est versée au moins une fois par mois.

« *Art. L. 432-4.* - La durée de travail des personnes titulaires d'un contrat d'engagement éducatif est fixée par une convention ou un accord de branche étendu ou, à défaut, par décret. Le nombre de journées travaillées ne peut excéder pour chaque personne un plafond annuel de quatre-vingts. L'intéressé bénéficie d'un repos hebdomadaire minimum de vingt-quatre heures consécutives. Les modalités de décompte du temps de travail et de vérification de l'application de ces dispositions par l'inspection du travail sont fixées par décret. »

Article 6

Le code de l'éducation est ainsi modifié :

1° Après l'article L. 421-24, il est inséré un article L. 421-25 ainsi rédigé :

« *Art. L. 421-25.* - Des commissions d'hygiène et de sécurité composées des représentants des personnels de l'établissement, des élèves, des parents d'élèves, de l'équipe de direction et d'un représentant de la collectivité de rattachement, présidées par le chef d'établissement, sont instituées dans chaque lycée d'enseignement technique et chaque lycée professionnel.

« Elles sont chargées de faire toutes propositions utiles au conseil d'administration en vue de promouvoir la formation à la sécurité et de contribuer à l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité dans l'établissement et notamment dans les ateliers.

« Un décret d'application fixe les conditions de mise en oeuvre de ces dispositions, notamment en ce qui concerne la composition et les modalités de fonctionnement des commissions d'hygiène et de sécurité. » ;

2° Après l'article L. 731-17, il est inséré un article L. 731-18 ainsi rédigé :

« *Art. L. 731-18.* - Les établissements d'enseignement supérieur privés dont l'activité principale conduit à la délivrance, au nom de l'État, d'un diplôme sanctionnant cinq années d'études après le baccalauréat peuvent conclure des contrats de travail intermittent pour des missions d'enseignement, de formation et de recherche comportant une alternance de périodes travaillées et non travaillées.

« Le contrat de travail est à durée indéterminée. Il doit être écrit et mentionner notamment :

« 1° La qualification du salarié ;

« 2° Son objet ;

« 3° Les éléments de la rémunération ;

« 4° Les périodes à l'intérieur desquelles l'employeur peut faire appel au salarié moyennant un délai de prévenance de sept jours. Le salarié peut refuser les dates et horaires de travail proposés s'ils ne sont pas compatibles avec des obligations familiales impérieuses, avec le suivi d'un enseignement scolaire ou supérieur, avec une période d'activité fixée chez un autre employeur ou une activité professionnelle non salariée. Dans ce cas, le refus du salarié ne constitue pas une faute ou un motif de licenciement ;

« 5° La durée minimale annuelle, semestrielle, trimestrielle ou mensuelle du travail du salarié.

« Le total des heures dépassant la durée minimale fixée au contrat ne peut excéder le tiers de cette durée, sauf accord du salarié.

« Le salarié employé en contrat de travail intermittent bénéficie des mêmes droits que ceux reconnus aux salariés à temps complet sous réserve, en ce qui concerne les droits conventionnels, de modalités spécifiques prévues par la convention collective, l'accord d'entreprise ou d'établissement.

« Pour la détermination des droits liés à l'ancienneté, les périodes non travaillées sont prises en compte en totalité. »

Article 7

Le code minier est complété par un livre ainsi rédigé :

« LIVRE III

« **Dispositions sociales**

« TITRE I^{ER}

« **Conditions de travail et santé et sécurité au travail**

« CHAPITRE I^{ER}

« **Conditions de travail**

« *Art. 208.* - Dans les mines souterraines, la durée de présence de chaque ouvrier dans la mine ne peut excéder trente-huit heures quarante minutes par semaine.

« Par dérogation aux dispositions des articles L. 3121-1 et suivants du code du travail, la durée de présence dans les mines souterraines est considérée comme durée de travail effectif.

« *Art. 209.* - Un décret pris en conseil des ministres, dans les conditions prévues aux articles L. 3121-52 et L. 3122-46 du code du travail, détermine les modalités d'application de l'article L. 208, notamment le mode de calcul de la durée de présence.

« Art. 210. - L'emploi de personnel du sexe féminin est interdit dans les travaux souterrains des mines et carrières.

« Art. 211. - Les conditions spéciales du travail des jeunes du sexe masculin, âgés de moins de dix-huit ans, dans les travaux souterrains ci-dessus mentionnés sont déterminées par décrets en Conseil d'État après avis de la commission d'hygiène industrielle ou de la commission de sécurité du travail ou de ces deux organismes s'il y a lieu ; le conseil général des mines est appelé en outre à donner son avis.

« CHAPITRE II
« Santé et sécurité au travail

« Art. 212. - Les exploitants des mines et carrières doivent organiser des services médicaux du travail dans les conditions prévues par les dispositions du titre II du livre VI de la quatrième partie du code du travail, sous réserve des dispositions de l'article 219.

« Toutefois, dans les exploitations minières et assimilées dont les travailleurs sont obligatoirement soumis au régime de la sécurité sociale dans les mines, les services médicaux du travail sont régis par les dispositions des articles 213 à 217.

« Art. 213. - Les médecins chargés de services médicaux du travail dans les exploitations minières et assimilées mentionnées au deuxième alinéa de l'article 212 sont dits "médecins du travail dans les mines" ; leur rôle essentiel est de prévenir les altérations de la santé des travailleurs du fait de leur travail, notamment en surveillant les conditions d'hygiène du travail, les risques de contagion et l'état de santé des travailleurs.

« Art. 214. - Lorsque l'importance des effectifs du personnel le justifie, le médecin du travail dans les mines doit être un médecin spécialisé employé à temps complet.

« Art. 215. - Suivant l'importance des effectifs du personnel, les services médicaux du travail peuvent être propres à une seule exploitation ou communs à plusieurs d'entre elles ou, le cas échéant, à certaines de ces exploitations et à des entreprises régies par les dispositions du titre II du livre VI de la quatrième partie du code du travail.

« Les dépenses afférentes aux services médicaux du travail dans les mines sont à la charge des employeurs. Dans le cas de services communs, ces frais sont répartis proportionnellement au temps que le médecin doit consacrer aux salariés des divers établissements.

« Des décrets déterminent les conditions d'organisation et de fonctionnement des services médicaux du travail dans les mines.

« Art. 216. - Dans les conditions et à partir de la date qui seront fixées par décret, le certificat d'études spéciales de la médecine du travail sera obligatoire pour l'exercice des fonctions de médecin du travail dans les mines.

« Seront déterminées dans les mêmes formes les conditions dans lesquelles les fonctions de médecin du travail dans les mines pourront être déclarées incompatibles avec l'exercice de certaines autres activités médicales.

« Seront de même précisées les conditions dans lesquelles les médecins du travail peuvent exercer éventuellement une activité dans les centres médicaux ou établissements hospitaliers des exploitations minières et assimilées.

« Art. 217. - Les infractions aux dispositions du présent titre et des décrets pris pour son application sont constatées par les ingénieurs des mines.

« Les procès-verbaux ne pourront être établis qu'après mise en demeure écrite adressée au chef d'exploitation intéressé, le délai imparti ne pouvant être inférieur à un mois.

« Art. 218. - Si les travaux de recherche et d'exploitation d'une mine sont de nature à compromettre la sûreté ou l'hygiène des ouvriers mineurs, il y est pourvu par le préfet conformément aux lois et décrets relatifs à l'industrie minière.

« TITRE II
« **Délégués mineurs**

« CHAPITRE I^{ER}
« **Délégués mineurs du fond**

« Section 1
« **Fonctions**

« *Art. 219.* - Des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs sont institués pour visiter les travaux souterrains des mines ou carrières dans le but d'examiner, d'une part, les conditions de sécurité et d'hygiène pour le personnel qui y est occupé et, d'autre part, en cas d'accident, les conditions dans lesquelles cet accident se serait produit.

« Ces délégués sont en outre chargés de signaler, dans les formes définies par voie réglementaire, les infractions aux dispositions concernant le travail des enfants et des femmes, la durée du travail et le repos hebdomadaire relevées par eux au cours de leurs visites.

« Les fonctions de délégués ouvriers titulaire et suppléant de l'ensemble des ouvriers du fond, telles qu'elles sont définies au titre I^{er} du livre III de la partie II du code du travail, sont assurées respectivement par les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs titulaire et suppléant.

« *Art. 220.* - Les conventions ou accords collectifs de travail peuvent préciser que les fonctions de délégué ouvrier, titulaire et suppléant, telles qu'elles sont définies au titre I^{er} du livre III de la deuxième partie du code du travail peuvent être assurées, en ce qui concerne les ouvriers du jour d'un siège d'extraction, respectivement par les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs titulaires et suppléants d'une circonscription s'étendant sur des travaux de ce siège d'extraction et ne comprenant pas plus de deux cent cinquante ouvriers.

« *Art. 221.* - Le délégué doit visiter deux fois par mois tous les puits, galeries et chantiers de la circonscription. Il visite également les appareils servant à la circulation et au transport des ouvriers, les lavabos ou bains-douches mis à la disposition du personnel ouvrier du fond, les dépôts d'appareils de sauvetage des sièges d'extraction ainsi que, dans les mines de combustibles, la lampisterie.

« En dehors des visites réglementaires, le délégué peut procéder à des visites supplémentaires dans les parties de sa circonscription où il a des raisons de craindre que la sécurité ou l'hygiène du personnel ne soit compromise.

« *Art. 222.* - Il doit, en outre, procéder sans délai à la visite des lieux où est survenu un accident ayant occasionné la mort ou des blessures graves à un ou plusieurs ouvriers ou pouvant compromettre la sécurité des ouvriers. Avis de l'accident doit être donné sur-le-champ au délégué par l'exploitant.

« *Art. 223.* - Si le délégué estime que l'exploitation présente, dans le chantier ou le quartier qu'il vient de visiter, une cause de danger imminent au point de vue de la sécurité ou de l'hygiène, soit par suite de l'inapplication des lois ou règlements en vigueur, soit, pour toute autre cause, il doit en aviser immédiatement l'exploitant ou son représentant sur place. Cet avis, s'il a été verbal, devra être, sans aucun retard, confirmé par écrit à l'exploitant ou à son représentant sur place. Ceux-ci devront, aussitôt avertis, constater ou faire constater par un préposé, en présence du délégué, l'état de choses signalé par ce dernier et prendre sous leur responsabilité les mesures appropriées. Le délégué mineur doit également informer sans délai les ingénieurs des mines afin de leur permettre d'intervenir, s'il y a lieu, et en porter aussitôt mention sur le registre prévu à cet effet.

« Le délégué peut, tant pour l'avis prévu au paragraphe 1 du présent article que pour l'information adressée aux ingénieurs des mines, utiliser les moyens de communication téléphonique dont dispose l'exploitant au jour comme au fond.

« *Art. 224.* - Le délégué peut, à toute heure du jour ou de la nuit, procéder à ses visites réglementaires ou supplémentaires.

« Sur la demande du délégué arrivant à une recette, l'exploitant ou son représentant devra mettre sans retard à sa disposition, après l'achèvement de la manoeuvre en cours, les moyens de descente ou de remontée.

« Exceptionnellement, l'exploitant ou son représentant ne sera pas tenu à cette obligation lorsqu'il estimera que des raisons de sécurité s'opposent au transport immédiat du délégué. Il devra dans ce cas inscrire sur le registre destiné à recevoir les observations du délégué les motifs du retard apporté à la descente du délégué.

« Le délégué ne devra pas abuser du droit précisé ci-dessus pour entraver le fonctionnement normal des services de l'exploitation.

« Entre le moment où le délégué aura annoncé son intention de descendre et celui où la personne chargée par l'exploitant de l'accompagner sera mise à sa disposition à la recette, il ne devra pas s'écouler un délai supérieur à quarante minutes pendant le poste de nuit et vingt minutes pendant les autres postes.

« Si le délégué se présente aux heures réglementaires pour la descente du personnel, l'exploitant doit avoir pris toutes mesures pour que la mise à sa disposition de la personne chargée de l'accompagner ne le retarde pas dans sa visite et ce, sans que le délégué ait eu besoin de prévenir.

« L'exploitant est tenu de mettre à la disposition du délégué qui en fait la demande les appareils de mesure dont la liste sera donnée par un arrêté du ministre chargé des mines.

« Les exploitations de mines et carrières sont tenues de mettre à la disposition du délégué le registre des travaux d'avancement journalier de chaque circonscription minière ainsi que les plans et registres intéressant la sécurité et l'hygiène, dans les conditions précisées par arrêtés pris par le ministre chargé des mines.

« Section 2

« Circonscriptions

« *Art. 225.* - Tout ensemble de puits, galeries et chantiers dépendant d'un même exploitant et dont la visite n'exige pas plus de six jours ne constitue qu'une seule circonscription.

« Toutefois, le préfet peut, par arrêté pris sur avis de l'ingénieur en chef des mines, déroger à l'alinéa précédent lorsque l'application de celui-ci entraînerait la création de circonscriptions ayant plus de mille cinq cents ouvriers.

« *Art. 226.* - Un arrêté du préfet rendu sur le rapport des ingénieurs des mines, l'exploitant entendu et les ouvriers intéressés remplissant les conditions exigées par l'article 228 ainsi que les syndicats auxquels ils peuvent appartenir ayant été appelés, par voie d'affiches placées aux lieux habituels pour les avis donnés aux ouvriers, à présenter leurs observations, peut dispenser de délégué toutes concessions de mines ou tout ensemble de concessions de mines contiguës ou tout ensemble de travaux souterrains de carrières qui, dépendant d'un même exploitant, emploierait moins de vingt-cinq ouvriers travaillant au fond.

« L'arrêté prévu à l'alinéa précédent ne pourra être pris que quinze jours au moins après que les intéressés auront été appelés à présenter leurs observations.

« Section 3

« Élections

« *Art. 227.* - Lorsqu'il est possible de réunir en un collège unique les électeurs d'au moins trois circonscriptions de délégués mineurs voisines et portant sur des exploitations de même substance, les délégués mineurs du fond et les délégués suppléants sont élus au scrutin de liste à deux tours avec représentation proportionnelle dans les conditions prévues aux articles ci-après.

« Un arrêté du préfet, pris dans les formes définies par voie réglementaire, désigne, s'il y a lieu, les circonscriptions qui sont groupées en vue des élections, ainsi qu'une mairie proche du centre géographique de ce groupe de circonscriptions où sera opérée la centralisation des résultats électoraux.

« Dans le cas où il n'est pas possible de réunir en un collège unique les électeurs d'au moins trois circonscriptions des délégués mineurs voisines, les délégués mineurs et les délégués suppléants sont élus au scrutin de liste majoritaire à deux tours dans les conditions fixées par voie réglementaire.

« Par dérogation aux alinéas précédents, les électeurs du fond des groupes d'exploitation des houillères de bassin créées par l'article 2 de la loi n° 46-1072 du 17 mai 1946 formeront un collège unique pour l'ensemble des puits les composant. Toutefois, pour les groupes d'exploitation comprenant moins de trois et plus de quinze circonscriptions, les collèges électoraux seront fixés par un arrêté conjoint du ministre chargé du travail et du ministre chargé des mines.

« *Art. 228.* - Les ouvriers du fond sont électeurs dans leur circonscription à condition d'être âgés de dix-huit ans accomplis, d'être inscrits sur la feuille de la dernière paie effectuée dans cette circonscription avant la date de l'arrêté de convocation des électeurs et de n'avoir encouru aucune des condamnations mentionnées aux articles L. 5 et L. 6 du code électoral.

« Les délégués mineurs sont électeurs dans leur circonscription.

« *Art. 229.* - Sont éligibles dans une circonscription à la condition d'être citoyens français, de savoir lire et écrire le français (l'idiome local étant assimilé au français dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle), de ne pas présenter une incapacité permanente de travail d'un taux supérieur à 60 % et, en outre, de n'avoir jamais encouru de condamnation pour infraction aux dispositions du présent titre ou pour une des infractions visées à l'article 141 du code minier, aux articles 414 et 415 du code pénal ou aux articles L. 5 et L. 6 du code électoral :

« 1° Les ouvriers du fond âgés de vingt-cinq ans accomplis et travaillant depuis cinq ans au moins dans les mines ou carrières, dont trois ans au moins comme ouvrier mineur qualifié, ou dans un emploi dont la pratique exige une bonne connais-

sance des dangers de la mine, sous réserve qu'ils aient travaillé pendant trois ans au moins dans cette circonscription ou dans une des circonscriptions de même nature dépendant du même exploitant ;

« 2° Les anciens ouvriers du fond à la condition qu'ils soient âgés de vingt-cinq ans accomplis et qu'ils aient travaillé pendant cinq ans au moins dans les mines ou carrières, dont trois ans au moins comme ouvrier mineur qualifié, ou dans un emploi dont la pratique exige une bonne connaissance des dangers de la mine, sous réserve qu'ils aient travaillé pendant trois ans au moins dans cette circonscription ou dans une des circonscriptions de même nature dépendant du même exploitant et qu'ils n'aient pas cessé d'y être employés depuis plus de dix ans soit comme ouvriers, soit comme délégués ou délégués suppléants.

« Les anciens ouvriers ne sont éligibles que s'ils ne sont pas déjà délégués pour une autre circonscription quelle qu'elle soit.

« Dans les circonscriptions comprenant des chantiers définis par voie réglementaire, les intéressés doivent être indemnes de toute affection silicotique qui interdirait leur occupation comme ouvrier dans une proportion importante des chantiers de la circonscription.

« *Art. 230.* - Pendant les cinq premières années qui suivent l'ouverture d'une nouvelle exploitation, peuvent être élus les électeurs remplissant les conditions de l'article 229, 1^e, à l'exclusion de celle exigeant un temps de travail minimum dans la circonscription.

« Ne peuvent être délégués les débitants de boissons, ceux dont le conjoint est débitant de boissons ou qui exercent cette profession par personne interposée, ou qui exercent une activité quelconque concourant au fonctionnement d'un débit de boissons.

« *Art. 231.* - Tout délégué ou délégué suppléant qui, pour une cause survenue postérieurement à son élection, se trouve dans un des cas d'inéligibilité prévus à l'article 229, est immédiatement déclaré démissionnaire par le préfet, sur rapport de l'ingénieur en chef des mines.

« Toutefois, le préfet peut, sur demande de l'intéressé, maintenir en fonctions jusqu'à la fin de son mandat un délégué mineur atteint postérieurement à son élection d'une invalidité permanente supérieure à 60 % ou d'une affection silicotique. Le préfet statue sur rapport de l'ingénieur en chef des mines et après avis d'une commission médicale qui se prononce notamment sur la compatibilité de l'affection ou de l'invalidité avec le maintien en fonctions du délégué.

« Un recours contre la décision du préfet peut être formé par l'intéressé devant le ministre chargé du travail, qui statue sur avis d'une commission médicale nationale.

« Un décret détermine les conditions d'application des deux précédents alinéas, notamment :

« - les formes et délais de la demande et du recours éventuel de l'intéressé ;

« - les délais dans lesquels le préfet et le ministre doivent statuer ;

« - ainsi que la composition et les modalités de fonctionnement, d'une part, de la commission médicale siégeant auprès du préfet et dont le médecin du travail est membre de droit, d'autre part, de la commission médicale nationale siégeant auprès du ministre.

« *Art. 232.* - Si l'exploitant ne fait pas afficher la liste électorale et ne la remet pas au maire, ainsi que les cartes électorales dans les délais qui sont prévus par voie réglementaire, le préfet fait dresser et afficher cette liste et assure la distribution des cartes électorales, le tout aux frais de l'exploitant sans préjudice des peines qui peuvent être prononcées contre ce dernier.

« *Art. 233.* - Le bureau de vote est présidé par le maire ou son représentant, assisté d'un assesseur pris dans chaque organisation syndicale ayant présenté une liste de candidats. Le temps passé par les assesseurs ouvriers leur est compté comme temps de travail.

« *Art. 234.* - Les bulletins de vote doivent comporter autant de noms de candidats aux fonctions de délégué titulaire et aux fonctions de délégué suppléant qu'il y a de sièges à pourvoir. En face du nom de chaque candidat est indiquée la circonscription dont l'intéressé brigue le siège. Le panachage est interdit. Est réputé nul tout bulletin portant le nom d'un candidat dont l'éligibilité n'a pas été reconnue.

« Le vote a lieu, sous peine de nullité, sous enveloppe d'un type uniforme déposé à la préfecture.

« Avant de déposer son vote, l'électeur doit passer par un isolement où il puisse mettre son bulletin sous enveloppe.

« L'exploitant ne peut pas se présenter ni se faire représenter dans le local de vote pendant les opérations électorales.

« *Art. 235.* - Si les élections sont faites suivant le régime de la représentation proportionnelle et si, au premier tour de scrutin, le nombre des votants, bulletins blancs ou nuls non compris, est inférieur à la moitié des électeurs inscrits, il est procédé dans les mêmes conditions de forme et de durée, à la date fixée par le préfet, à un second tour de scrutin, au cours duquel les électeurs peuvent voter pour des listes autres que celles présentées par les organisations syndicales.

« Le nombre de circonscriptions de délégués mineurs à attribuer à chaque liste est déterminé comme suit :

« Il est attribué, à chaque liste de candidats, autant de circonscriptions que le nombre total de voix recueilli par elle contient de fois le quotient électoral. Le quotient électoral est égal au nombre total des suffrages valablement exprimés par les électeurs dans le groupe de circonscriptions défini à l'article 227 divisé par le nombre de circonscriptions à pourvoir.

« Au cas où il n'aurait pu être pourvu à aucune circonscription ou s'il reste des circonscriptions à pourvoir, les circonscriptions restantes sont attribuées sur la base du plus grand reste.

« *Art. 236.* - En cas de décès, démission, révocation, déchéance d'un délégué titulaire ou suppléant, le siège revient au candidat de la même liste remplissant les conditions fixées à l'article 235 ci-dessus.

« *Art. 237.* - Peut être annulée toute élection dans laquelle les candidats élus auraient influencé le vote en promettant de s'immiscer dans les questions ou revendications étrangères à l'objet des fonctions de délégué, telles qu'elles sont définies à l'article 219.

« Peut également être annulée toute élection précédée de manoeuvres qui auront permis d'éluder en fait les prescriptions de l'article 229.

« *Art. 238.* - Le dépouillement du scrutin est fait par les membres du bureau de vote qui peuvent se faire assister par des scrutateurs ; ceux-ci sont pris dans chaque organisation syndicale ayant présenté une liste de candidats.

« Après le dépouillement du scrutin le président dresse le procès-verbal des opérations, qu'il transmet à la mairie désignée par arrêté préfectoral où le maire, assisté par un représentant de chaque organisation syndicale ayant présenté une liste de candidats, centralise les résultats, proclame les élus et adresse au préfet le procès-verbal détaillé des opérations électorales.

« *Art. 239.* - En cas d'annulation, il est procédé à l'élection dans le délai d'un mois.

« *Art. 240.* - Les délégués et délégués suppléants sont élus pour trois ans ; toutefois, ils doivent continuer leurs fonctions tant qu'ils n'ont pas été remplacés.

« A l'expiration des trois ans, il est procédé à de nouvelles élections dans le délai d'un mois ; la date des nouvelles élections pourra être avancée par un arrêté pris par le ministre chargé des mines, sans toutefois que le nouveau délégué puisse entrer en fonction avant l'expiration du précédent mandat.

« *Art. 241.* - Il est pourvu, dans le mois qui suit la vacance, au remplacement du délégué ou du délégué suppléant décédé ou démissionnaire ou révoqué. Le nouvel élu est nommé pour le temps restant à courir jusqu'au terme qui était assigné aux fonctions de celui qu'il remplace.

« Section 4 « Dispositions spéciales

« *Art. 242.* - Tout délégué ou délégué suppléant peut, pour négligence grave ou abus dans l'exercice de ses fonctions, être suspendu pendant trois mois au plus par arrêté du préfet pris après enquête sur avis motivé de l'ingénieur des mines, le délégué entendu.

« L'arrêté de suspension est, dans la quinzaine, soumis par le préfet au ministre chargé du travail, lequel peut lever ou réduire la suspension et s'il y a lieu prononcer la révocation du délégué.

« *Art. 243.* - Les délégués ou délégués suppléants révoqués ne peuvent être réélus avant un délai de trois ans.

« *Art. 244.* - Le délégué titulaire ou suppléant travaillant dans sa circonscription ou dans une circonscription voisine dépendant du même exploitant ne pourra être licencié pour cause de ralentissement de l'activité de l'exploitation qu'après tous les ouvriers de la catégorie professionnelle à laquelle il appartient.

« *Art. 245.* - Après leurs élections, les délégués titulaires et suppléants seront tenus d'assister aux séances d'information professionnelle organisées par le service des mines, dans les conditions fixées par arrêtés du ministre chargé des mines.

« *Art. 246.* - Les visites prévues par le présent chapitre sont payées aux délégués titulaires et suppléants sur les bases définies à l'article 247 ci-après.

« Les séances d'information professionnelle prévues par l'article 245 ouvrent droit à indemnisation dans les mêmes conditions que les visites. Un arrêté du ministre chargé du travail et du ministre chargé des mines fixe le mode de répartition entre les exploitants des dépenses diverses entraînées par l'organisation desdites séances.

« Les frais de déplacement engagés par les délégués titulaires et suppléants dans l'exercice de leurs fonctions sont remboursés dans des conditions fixées par arrêté du ministre chargé du travail et du ministre chargé des mines.

« Les délégués ont droit aux congés payés, aux avantages liés à l'ancienneté et aux autres avantages sociaux dans les mêmes conditions que les ouvriers des exploitations dans lesquelles ils exercent leurs fonctions ; ils ont éventuellement droit aux mêmes avantages en nature ou aux indemnités qui en tiennent lieu, selon les modalités précisées par arrêté du ministre chargé du travail et du ministre chargé des mines.

« *Art. 247.* - Au mois de décembre de chaque année, le préfet, sur l'avis des ingénieurs des mines, l'exploitant et le délégué entendus, fixe, sous l'autorité du ministre chargé du travail pour l'année suivante et pour chaque circonscription, le nombre maximum de journées que le délégué doit employer à des visites réglementaires et le prix de la journée. Il fixe également le minimum de l'indemnité mensuelle pour les circonscriptions comprenant au plus deux cent cinquante ouvriers.

« L'arrêté pris par le préfet en application des dispositions de l'alinéa précédent pourra être modifié en cours d'année suivant la même procédure.

« Dans les circonscriptions comprenant plus de deux cent cinquante ouvriers, l'indemnité à accorder aux délégués pour les visites réglementaires est calculée sur un nombre de journées double de celui des journées effectivement employées aux visites sans que ce nombre double puisse jamais être inférieur à vingt.

« Les visites supplémentaires faites par un délégué soit pour accompagner les ingénieurs des mines, soit à la suite d'accidents, soit pour la surveillance de l'application de la durée du travail, soit pour la surveillance des conditions de sécurité et d'hygiène, lui sont payées en outre et au même prix.

« Cependant, l'indemnité à accorder au délégué pour l'ensemble de ses visites réglementaires et supplémentaires ne peut dépasser le prix de vingt journées pour les circonscriptions comprenant au plus deux cent cinquante ouvriers. Dans ce maximum ne sont pas comprises les journées payées pour les visites effectuées à la suite d'accident.

« Compte tenu des visites effectuées à la suite d'accident, l'indemnité mensuelle ne peut être supérieure au prix de trente journées de travail.

« *Art. 248.* - Les sommes dues à chaque délégué titulaire ou suppléant en application de l'article 246 lui sont versées par l'exploitant intéressé selon les modalités fixées par voie réglementaire.

« Si le délégué est appelé à exercer ses fonctions sur des lieux de travail dépendant d'exploitants différents, le paiement des indemnités de visites ainsi que celui des autres frais sont assurés par un mandataire commun des exploitants intéressés, désigné ou agréé par l'ingénieur des mines ; celui-ci fixe, pour les remboursements à ce mandataire, la répartition des charges entre les exploitants.

« Lorsqu'il est porté à la connaissance de l'autorité administrative qu'un exploitant n'a pas versé les sommes qu'il devait à un délégué ou n'a pas dûment remboursé le mandataire, comme prévu au deuxième alinéa du présent article, celle-ci prend immédiatement les mesures nécessaires pour que ces paiements soient effectués d'office par les soins de l'administration aux frais de l'exploitant débiteur, sans préjudice de l'application éventuelle à l'encontre de ce dernier des sanctions prévues pour les infractions aux dispositions du présent chapitre.

« Les sommes dues aux délégués en vertu de l'article 246 sont assimilées à des salaires en ce qui concerne l'application des articles L. 3241-1, L. 3245-1, L. 3251-1, L. 3251-2, L. 3252-1 à L. 3252-5, L. 3253-1 à L. 3253-4, L. 3253-22 et L. 3253-23 du code du travail.

« Toutefois, les dispositions qui précèdent n'ont pas pour effet de conférer aux délégués mineurs, au titre des fonctions qu'ils exercent, la qualité de salariés des exploitants intéressés.

« *Art. 249.* - Les exploitations de mines et carrières à ciel ouvert peuvent, en raison des dangers qu'elles présentent, être assimilées aux exploitations souterraines pour l'application des dispositions du présent chapitre, par arrêté du préfet, rendu sur le rapport des ingénieurs des mines ; l'exploitant entendu et les ouvriers intéressés remplissant les conditions exigées par l'article 228 ainsi que les syndicats auxquels ils peuvent appartenir ayant été appelés, par voie d'affiche, à présenter leurs observations.

« Dans ce cas les ouvriers attachés à l'extraction doivent être assimilés aux ouvriers du fond pour l'électorat et l'éligibilité.

« *Art. 250.* - Un décret en Conseil d'État détermine, le cas échéant, les modalités d'application des articles 227 à 231, 235 et 238.

« CHAPITRE II
« **Délégués permanents de la surface**

« *Art. 251.* - Les fonctions des délégués permanents de la surface institués en application de la loi n° 46-188 du 14 février 1946 relative au personnel des exploitations minières sont confiées pour les installations et services du jour dépendant du même siège d'extraction et occupant moins de cent cinquante ouvriers, aux délégués mineurs dont la circonscription comprend ledit siège d'extraction. Les ouvriers et ouvrières de ces installations et services voteront dans le même collège que les électeurs du fond de la circonscription à laquelle ces installations et services sont rattachés.

« Les prescriptions du chapitre I^{er} du présent titre s'appliquent, en ce qui concerne les conditions d'élection, de fonctionnement et de rémunération, aux délégués de la surface pour les autres établissements et services du jour. Toutefois, l'âge maximum requis pour être électeur est fixé à seize ans accomplis. Un décret en Conseil d'État fixera les mesures d'application de cet alinéa.

« CHAPITRE III
« **Dispositions communes**

« *Art. 252.* - Lorsque les ouvriers d'une mine ou carrière bénéficient d'avantages s'ajoutant à ceux qui résultent de l'organisation de la sécurité sociale, les délégués à la sécurité exerçant leurs fonctions dans l'exploitation en bénéficient également, les obligations de l'employeur étant, en ce qui les concerne, assumées par le ou les exploitants intéressés.

« TITRE III
« **Dispositions pénales**

« *Art. 253.* - Les peines prévues pour infractions aux règles concernant les conditions de travail et d'hygiène et la sécurité des travailleurs ne sont pas applicables lorsqu'un ouvrier est resté au fond après l'heure fixée par la consigne, en vue de prêter assistance à cause d'un accident, ou pour parer à un danger existant ou imminent, en raison d'un cas de force majeure, ou aussi lorsque le dépassement de la journée est imputable à une infraction personnelle et exceptionnelle de l'ouvrier à l'article 209.

« *Art. 254.* - Toute entrave apportée soit à la libre désignation des délégués mineurs, soit à l'exercice régulier de leurs fonctions, notamment par la méconnaissance des dispositions des articles 219, 224 et 244, sera punie d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 3 750 € ou de l'une de ces deux peines seulement.

« En cas de récidive, l'emprisonnement pourra être porté à deux ans et l'amende à 7 500 €.

« *Art. 255.* - Ceux qui, soit par voies de fait, violences, menaces, dons ou promesses, soit en faisant craindre à un électeur de perdre son emploi, d'être privé de son travail ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune, ont influencé le vote dans les élections de délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, sont punis d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 3 750 €.

« En cas de récidive, l'emprisonnement peut être porté à deux ans et l'amende à 7 500 €. »

Article 8

Le code rural est ainsi modifié :

1° La section 4 du chapitre III du titre I^{er} du livre VII est complétée par un article L. 713-22 ainsi rédigé :

« *Art. L. 713-22.* - Les dispositions relatives à l'affichage des horaires prévues à l'article L. 3171-1 du code du travail ne sont pas applicables aux chefs d'établissements employant des salariés mentionnés à l'article L. 713-1 du présent code. » ;

2° Le chapitre IV du titre I^{er} du livre VII est ainsi modifié :

a) L'intitulé est ainsi rédigé : « Repos et congés » ;

b) Il est ajoutée une section 4 ainsi rédigée :

« Section 4
« **Congé payé annuel**

« *Art. L. 714-8.* - Pour l'application des dispositions de l'article L. 3141-22 du code du travail aux salariés mentionnés à l'article L. 713-1 du présent code, la référence à l'article L. 3121-28 du code du travail, relatif au repos compensateur obligatoire, est remplacée par la référence à l'article L. 713-9 du présent code. » ;

3° Le chapitre VII du titre I^{er} du livre VII est ainsi modifié :

a) L'intitulé est ainsi rédigé : « Santé et sécurité au travail » ;

b) Les articles L. 717-1 à L. 717-6 sont regroupés sous une section 1 intitulée : « Services de santé au travail » ;

c) Il est ajouté deux sections ainsi rédigées :

« Section 2

« Commissions paritaires d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en agriculture

« Art. L. 717-7. - Des commissions paritaires d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en agriculture sont instituées dans chaque département. Elles sont chargées de promouvoir la formation à la sécurité, de contribuer à l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité et à l'évaluation des risques pour la sécurité et la santé des travailleurs des exploitations et entreprises agricoles énumérées aux 1^o, 2^o, 3^o et 4^o de l'article L. 722-1 du présent code et qui sont dépourvues de comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou de délégués du personnel.

« Chaque commission comprend, en nombre égal, des représentants des organisations d'employeurs et de salariés les plus représentatives au plan national dans les branches professionnelles concernées, ou des organisations locales représentatives dans les départements d'outre-mer, nommés par le préfet. Ces représentants doivent exercer leur activité dans une exploitation ou entreprise visée à l'alinéa ci-dessus située dans le ressort territorial de la commission.

« Ces commissions sont présidées alternativement par période d'un an par un représentant des salariés ou un représentant des employeurs. Le sort détermine la qualité de celui qui est élu la première fois.

« Le temps passé par les membres salariés aux réunions de la commission est de plein droit considéré comme temps de travail, et rémunéré comme tel. Les intéressés bénéficient en outre d'une autorisation d'absence rémunérée pour exercer leurs fonctions, dans la limite de quatre heures par mois. Les membres employeurs bénéficient de l'indemnité forfaitaire représentative du temps passé prévue par l'article L. 723-37 du présent code pour les administrateurs du troisième collège de la caisse de mutualité sociale agricole. Les frais de déplacement exposés par les membres de la commission, les salaires maintenus par les employeurs ainsi que les cotisations sociales y afférentes et les indemnités représentatives du temps passé sont pris en charge par le fonds national de prévention créé en application de l'article L. 741-48 du présent code.

« Les membres salariés des commissions paritaires d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en agriculture bénéficient des dispositions de l'article L. 2411-13 du code du travail.

« Un décret détermine les conditions d'application du présent article et notamment les modalités de fonctionnement des commissions ; il peut conférer à certaines commissions une compétence interdépartementale lorsque les salariés de certains départements limitrophes sont peu nombreux.

« Section 3

« Travaux en hauteur dans les arbres et travaux forestiers

« Art. L. 717-8. - Un décret en Conseil d'État fixe la liste des prescriptions applicables aux travailleurs indépendants qui effectuent des travaux en hauteur dans les arbres, ainsi qu'aux employeurs exerçant directement ces activités.

« Art. L. 717-9. - Un décret en Conseil d'État détermine les règles d'hygiène et de sécurité, notamment celles relatives à l'aménagement des chantiers, à l'organisation des travaux et aux travailleurs isolés, à respecter sur les chantiers forestiers définis à l'article L. 371-1 du code forestier ainsi que sur les chantiers sylvicoles.

« Il fixe également la liste des prescriptions applicables aux donneurs d'ordre, aux travailleurs indépendants ainsi qu'aux employeurs exerçant directement une activité sur les chantiers mentionnés au premier alinéa. » ;

4° La section 2 du chapitre VIII du titre I^{er} du livre VII est ainsi modifiée :

a) L'intitulé est ainsi rédigé : « Formation professionnelle continue » ;

b) La section est complétée par trois articles ainsi rédigés :

« Art. L. 718-2-1. - Les chefs d'exploitation et d'entreprise agricoles bénéficient personnellement du droit à la formation professionnelle continue. A cette fin, ils consacrent chaque année au financement des actions définies à l'article L. 6331-1 du code du travail une contribution calculée en pourcentage des revenus professionnels ou de l'assiette forfaitaire déterminés à l'article L. 731-16 du présent code. Son taux ne peut être inférieur à 0,30 %, dans la limite d'une somme dont le montant minimal et maximal est fixé par décret par référence au montant annuel du plafond de la sécurité sociale. Pour les chefs d'exploitation agricole exerçant dans les départements d'outre-mer, le montant de cette contribution varie en fonction de la surface pondérée de l'exploitation mentionnée à l'article L. 762-7 du présent code, dans des conditions fixées par décret.

« Pour les conjoints et les membres de la famille des chefs d'exploitation ou d'entreprise agricoles mentionnés à l'article L. 732-34 du présent code, ainsi que pour les conjoints ayant opté pour la qualité de conjoint collaborateur d'exploitation ou d'entreprise agricoles mentionnés à l'article L. 321-5 du même code, la contribution est égale au montant minimal prévu à l'alinéa précédent.

« Cette contribution est directement recouvrée en une seule fois et contrôlée par les caisses de mutualité sociale agricole, selon les règles et sous les garanties et sanctions applicables au recouvrement des cotisations dues au titre des régimes de protection sociale agricole.

« Les caisses de mutualité sociale agricole reversent le montant de leur collecte à un fonds d'assurance formation habilité à cet effet par l'État, dans les conditions fixées par décret en Conseil d'État. Pour l'application de ces dispositions dans les départements d'outre-mer, les caisses générales de sécurité sociale exercent les fonctions dévolues aux caisses de mutualité sociale agricole.

« *Art. L. 718-2-2.* - Afin d'améliorer l'exercice des professions agricoles, l'État et les régions contribuent, en liaison avec les organisations professionnelles, dans les conditions prévues aux articles L. 6121-1, L. 6121-2, L. 6122-1 à L. 6122-4, L. 6332-23 et L. 6332-24 du code du travail, au financement des stages organisés en vue d'assurer la formation des exploitants, salariés des exploitations, aides familiaux, salariés et non-salariés des secteurs para-agricole et agroalimentaire, dans des centres de formation publics ou privés. Une fraction de ces contributions peut être réservée au financement d'actions de formation en alternance organisées dans des conditions fixées par décret au bénéfice des aides familiaux et associés d'exploitation. Les modalités de mise en oeuvre de ces actions peuvent faire l'objet d'accords-cadres conclus entre l'État ou une ou plusieurs régions, d'une part, et une ou plusieurs organisations professionnelles ou chambres d'agriculture, d'autre part.

« Ces formations sont notamment dispensées dans des centres de formation professionnelle et de promotion agricoles créés par le ministère de l'agriculture dans des conditions fixées par décret, ainsi que dans les chambres d'agriculture.

« Indépendamment des sanctions prévues en application des articles L. 6353-1 et L. 6353-2 du code du travail pour les diverses actions de formation professionnelle, certaines de ces dernières pourront donner lieu à la préparation de diplômes des enseignements supérieurs et techniques agricoles.

« En outre, conformément aux dispositions des articles L. 6332-9 à L. 6332-12 du code du travail, l'État peut participer au financement de fonds d'assurance formation créés par les professionnels de ce secteur.

« Les centres de formation professionnelle et de promotion agricoles publics et les centres privés apportent leur concours, en liaison avec les divers départements ministériels intéressés, à la formation des pluriactifs nécessaires au maintien des exploitations agricoles, à l'équilibre économique et à l'animation du milieu rural. Les centres ci-dessus mentionnés apportent à leurs programmes de formation, lorsqu'ils s'adressent à des personnes appelées à travailler en zone de montagne, dans les zones éligibles aux programmes d'aménagement concerté des territoires ruraux des contrats de plan ou dans les départements d'outre-mer, les adaptations nécessaires pour tenir compte des situations et des besoins particuliers de ces zones liées à l'exercice de la pluriactivité des différentes activités saisonnières et des métiers spécifiques aux territoires concernés.

« *Art. L. 718-2-3.* - Les chefs d'exploitation et d'entreprises agricoles occupant moins de dix salariés auprès desquels les caisses de mutualité sociale agricole prélèvent la contribution visée à l'article L. 6331-2 du code du travail peuvent donner mandat à ces mêmes caisses pour remplir la déclaration fiscale prévue par l'article L. 6331-7 du même code, à partir des informations fournies par ceux-ci et sous leur responsabilité. » ;

5° La section 3 du chapitre VIII du titre I^{er} du livre VII est ainsi modifiée :

a) L'article L. 718-3 est inséré dans une sous-section 1 intitulée : « Contrat emploi-formation agricole » ;

b) La section est complétée par une sous-section 2 ainsi rédigée :

« Sous-section 2
« **Contrat vendanges**

« *Art. L. 718-4.* - Le contrat vendanges a pour objet la réalisation de travaux de vendanges. Ces travaux s'entendent des préparatifs de la vendange à la réalisation des vendanges, jusqu'aux travaux de rangement inclus.

« *Art. L. 718-5.* - Le contrat vendanges a une durée maximale d'un mois.

« Un salarié peut recourir à plusieurs contrats vendanges successifs, sans que le cumul des contrats n'excède une durée de deux mois sur une période de douze mois.

« *Art. L. 718-6.* - Le salarié en congés payés peut bénéficier du contrat vendanges.

« Les agents publics peuvent également bénéficier de ce contrat.

« Les dispositions de l'article L. 1244-2 du code du travail, relatives au contrat de travail à caractère saisonnier, ne s'appliquent pas aux contrats vendanges. » ;

6° Le chapitre VIII du titre I^{er} du livre VII est complété par trois sections ainsi rédigées :

« Section 4
« **Syndicats professionnels**

« *Art. L. 718-7.* - S'ils y sont autorisés par leurs statuts et à condition de ne pas distribuer de bénéfices, même sous forme de ristournes, à leurs membres, les syndicats peuvent :

« 1° Acheter pour les louer, prêter ou répartir entre leurs membres tous les objets nécessaires à l'exercice de leur profession, matières premières, outils, instruments, machines, engrais, semences, plantes, animaux et matières alimentaires pour le bétail ;

« 2° Prêter leur entremise gratuite pour la vente des produits provenant exclusivement du travail personnel ou des exploitations des syndiqués ; faciliter cette vente par exposition, annonces, publications, groupement de commandes et d'expéditions, sans pouvoir l'opérer sous leur nom et sous leur responsabilité.

« Section 5
« **Conflits collectifs**

« *Art. L. 718-8.* - Les conflits collectifs de travail en agriculture sont portés dans les conditions prévues à l'article L. 2522-1 du code du travail devant une commission nationale ou régionale agricole de conciliation, dont la composition est fixée conformément aux règles prévues à l'article L. 2522-7 du même code.

« Section 6
« **Lutte contre le travail illégal**

« *Art. L. 718-9.* - Les chefs d'établissement ou d'entreprise mentionnés à l'article L. 722-3 du présent code doivent, avant le début de chantiers de coupe ou de débardage excédant un volume fixé par décret ou de chantiers de boisement, de reboisement ou de travaux sylvicoles portant sur une surface supérieure à un seuil fixé par décret, adresser au service de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles du département dans lequel est prévu le chantier une déclaration écrite comportant le nom, la dénomination sociale de l'entreprise, son adresse, la situation géographique exacte du chantier, la date du début et la date de fin prévisible des travaux et le nombre de salariés qui seront occupés, le cas échéant, sur ce chantier.

« Ils doivent également signaler ce chantier par affichage en bordure de coupe sur un panneau comportant les mentions indiquées ci-dessus ; ces mêmes informations sont également transmises à la mairie de la ou des communes sur le territoire desquelles est situé le chantier de coupe.

« *Art. L. 718-10.* - Les infractions à l'article L. 718-9 sont punies des peines prévues à l'article L. 4741-3 du code du travail. » ;

7° Le chapitre IX du titre I^{er} du livre VII est complété par huit articles L. 719-2 à L. 719-9 ainsi rédigés :

« *Art. L. 719-2.* - Les inspecteurs du travail chargés du contrôle des professions agricoles veillent à l'application à ces professions des dispositions du code du travail, des lois et règlements non codifiés relatifs au régime du travail qui leur sont applicables.

« Ils sont également chargés de veiller à l'application des dispositions des conventions et accords collectifs de travail répondant aux conditions fixées au livre II de la deuxième partie du code du travail, qui concernent les professions agricoles.

« Ils constatent les infractions à ces dispositions, aux dispositions générales de prévention ayant fait l'objet d'un arrêté d'extension du ministre de l'agriculture ainsi qu'aux mesures particulières de prévention rendues obligatoires par arrêté du ministre de l'agriculture pour tous les employeurs d'un secteur professionnel déterminé.

« Ils constatent également les infractions définies au 3° et au 6° de l'article 225-2 du code pénal et les infractions prévues par les articles L. 622-1 et L. 622-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

« Ils ont les mêmes droits et obligations que les inspecteurs du travail.

« *Art. L. 719-3.* - Les dispositions des articles L. 4721-4 à L. 4721-6, L. 4723-1, L. 8112-5, L. 8113-1, L. 8113-2, L. 8113-4, L. 8113-5, L. 8113-7 et L. 8113-11 du code du travail sont applicables aux contrôleurs du travail placés sous l'autorité des inspecteurs du travail mentionnés à l'article L. 719-2 du présent code.

« *Art. L. 719-4.* - La procédure de référé prévue à l'article L. 4732-1 du code du travail peut être mise en oeuvre pour l'application des articles L. 717-5 à L. 717-11 du présent code.

« Art. L. 719-5. - Les infractions à l'article L. 717-7 sont punies des peines prévues aux articles L. 4741-1, L. 4741-5, L. 4741-9, L. 4741-10, L. 4741-12, L. 4741-14 et L. 4742-1 du code du travail.

« Art. L. 719-6. - Sur un chantier d'exploitation de bois, les dispositions relatives aux arrêts temporaires de travaux ou d'activités prévues par les articles L. 4731-1 à L. 4731-4 du code du travail s'appliquent lorsqu'il est constaté qu'un salarié ne s'est pas retiré de la situation de travail définie à l'article L. 4131-1 du même code, alors qu'il existe une cause de danger grave et imminent résultant d'un défaut de protection contre les chutes de hauteur, constituant une infraction aux dispositions prises en application de l'article L. 4111-6 du même code.

« Art. L. 719-7. - Est passible des peines prévues à l'article L. 4741-3 du code du travail l'employeur qui ne s'est pas conformé aux mesures prises par l'inspecteur du travail par application de l'article L. 719-6.

« Art. L. 719-8. - Sont punis d'une amende de 4 500 € les travailleurs indépendants, ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent eux-mêmes une activité sur un chantier forestier ou sylvicole ou lors de travaux en hauteur dans les arbres, s'ils n'ont pas mis en oeuvre les obligations qui leur incombent en application des articles L. 717-8 et L. 717-9.

« Art. L. 719-9. - Les infractions aux règles de santé et de sécurité prévues l'article L. 717-9 sont punies des peines prévues aux articles L. 4741-1, L. 4741-2, L. 4741-4, L. 4741-5, L. 4741-9 à L. 4741-12 et L. 4741-14 du code du travail. »

Article 9

Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Après l'article L. 131-4, il est inséré un article L. 131-4-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 131-4-1. - I. - Les gains et rémunérations, au sens de l'article L. 242-1 ou de l'article 1031 du code rural, versés au cours d'un mois civil aux salariés embauchés dans les zones de redynamisation urbaine définies au A du 3 de l'article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire et dans les zones de revitalisation rurale définies à l'article 1465 A du code général des impôts sont, dans les conditions fixées aux II et III, exonérés des cotisations à la charge de l'employeur au titre des assurances sociales, des allocations familiales et des accidents du travail dans la limite du produit du nombre d'heures rémunérées par le montant du salaire minimum de croissance majoré de 50 %.

« II. - Ouvrent droit à l'exonération prévue au I, lorsqu'elles n'ont pas pour effet de porter l'effectif total de l'entreprise à plus de cinquante salariés, les embauches réalisées par les entreprises et les groupements d'employeurs exerçant une activité artisanale, industrielle, commerciale, au sens de l'article 34 du code général des impôts, une activité agricole, au sens de l'article 63 du même code, ou non commerciale, au sens du 1 de l'article 92 du même code, à l'exclusion des organismes mentionnés à l'article 1^{er} de la loi n° 90-658 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications et des employeurs relevant des dispositions du titre I^{er} du livre VII du présent code.

« Pour bénéficier de cette exonération, l'employeur ne doit pas avoir procédé à un licenciement dans les douze mois précédant la ou les embauches.

« III. - L'exonération prévue au I est applicable, pour une durée de douze mois à compter de la date d'effet du contrat de travail, aux gains et rémunérations versés aux salariés au titre desquels l'employeur est soumis à l'obligation édictée par l'article L. 5422-13 du code du travail et dont le contrat de travail est à durée indéterminée ou a été conclu en application du 2° de l'article L. 1242-2 du code du travail pour une durée d'au moins douze mois.

« IV. - L'employeur qui remplit les conditions fixées ci-dessus en fait la déclaration par écrit à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle dans les trente jours à compter de la date d'effet du contrat de travail. A défaut d'envoi de cette déclaration dans le délai imparti, le droit à l'exonération n'est pas applicable aux cotisations dues sur les gains et rémunérations versés de la date de l'embauche au jour de l'envoi ou du dépôt de la déclaration, cette période étant imputée sur la durée d'application de l'exonération.

« Le bénéfice de l'exonération ne peut être cumulé, pour l'emploi d'un même salarié, avec celui d'une aide de l'État à l'emploi ou d'une autre exonération totale ou partielle de cotisations patronales de sécurité sociale ou l'application de taux spécifiques, d'assiettes ou montants forfaitaires de cotisations. » ;

2° Le chapitre III *bis* du titre III du livre I^{er} est complété par deux sections ainsi rédigées :

« Section 4

« **Modernisation et simplification des formalités pour les particuliers employeurs**

« Sous-section 1

« **Chèque emploi-service universel**

« *Art. L. 133-8.* - Le chèque emploi-service universel prévu à l'article L. 1271-1 du code du travail comprend une déclaration en vue du paiement des cotisations et contributions sociales d'origine légale ou conventionnelle adressée à un organisme de recouvrement du régime général de sécurité sociale désigné par arrêté du ministre chargé de la sécurité sociale. Lorsque l'employeur bénéficie de l'allocation prévue au I de l'article L. 531-5, et par dérogation aux dispositions du présent alinéa, l'emploi doit être déclaré selon les modalités prévues à l'article L. 531-8.

« La déclaration prévue au premier alinéa peut être faite par voie électronique dans les conditions prévues à l'article L. 133-5.

« A réception de la déclaration, l'organisme de recouvrement transmet au salarié une attestation d'emploi se substituant à la remise du bulletin de paie prévue à l'article L. 3243-2 du code du travail.

« *Art. L. 133-8-1.* - Les caractéristiques de la déclaration de cotisations sociales prévue à l'article L. 133-8 sont déterminées par arrêté conjoint des ministres chargés du travail, de la sécurité sociale et de l'économie.

« *Art. L. 133-8-2.* - L'organisme chargé de recevoir et de traiter la déclaration mentionnée à l'article L. 133-8 en vue du paiement des cotisations et contributions sociales est habilité à poursuivre le recouvrement par voie contentieuse des sommes restant dues, pour le compte de l'ensemble des régimes concernés, sous les garanties et sanctions applicables au recouvrement des cotisations du régime général de sécurité sociale assises sur les salaires.

« Sous-section 2

« **Chèque-emploi associatif**

« *Art. L. 133-8-3.* - Les organismes de recouvrement du régime général de sécurité sociale organisent directement et à titre gratuit la gestion du chèque-emploi associatif prévu à l'article L. 1272-1 au profit des associations.

« Pour les salariés d'associations relevant du régime obligatoire de protection sociale des salariés agricoles, le calcul et le recouvrement des cotisations et contributions sociales d'origine légale ou conventionnelle ainsi que des cotisations de médecine du travail sont assurés par les caisses de mutualité sociale agricole. Ces caisses assurent également les opérations nécessaires à la couverture sociale de ces salariés.

« Un accord entre les organismes de recouvrement du régime général de sécurité sociale et les caisses de mutualité sociale agricole prévoit la nature et les règles de transfert des informations entre lesdits organismes et caisses pour l'application du dispositif ainsi que les modalités de mise en oeuvre de ce dernier.

« Section 5

« **Guichet unique pour le spectacle vivant**

« *Art. L. 133-9.* - Les groupements d'artistes et les personnes physiques ou morales, publiques ou privées, mentionnés à l'article L. 7122-22 du code du travail, lorsqu'ils exercent l'activité d'entrepreneur de spectacles vivants, procèdent auprès d'un organisme habilité par l'État au versement de l'ensemble des cotisations et contributions sociales, d'origine légale ou conventionnelle, prévues par la loi et se rapportant uniquement à leur activité de spectacle.

« *Art. L. 133-9-1.* - L'organisme habilité par l'État mentionné à l'article L. 133-9 recouvre les cotisations et contributions pour le compte des administrations et organismes devant conclure l'une des conventions mentionnées à l'alinéa suivant.

« Des conventions homologuées par l'État définissent les relations entre l'organisme habilité et les administrations ou organismes destinataires des déclarations ou au nom desquelles les cotisations et contributions mentionnées à l'article L. 133-9 sont recouvrées. En l'absence de convention, ces modalités sont fixées par voie réglementaire.

« *Art. L. 133-9-2.* - Les cotisations et contributions mentionnées à l'article L. 133-9 sont recouvrées selon les règles et sous les garanties et sanctions applicables au recouvrement des contributions mentionnées aux articles L. 5422-9 et suivants du code du travail.

« Toutefois :

« 1° Le versement des cotisations et contributions est exigible au plus tard le quinzième jour suivant le terme du contrat de travail ;

« 2° Il est appliqué une majoration de retard de 6 % du montant des cotisations et contributions qui n'ont pas été versées à la date d'exigibilité. Cette majoration est augmentée de 1 % du montant des cotisations et contributions dues par mois ou fraction de mois écoulé, après l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date limite d'exigibilité des cotisations et contributions.

« Les employeurs mentionnés à l'article L. 133-9 peuvent présenter auprès du directeur de l'organisme habilité une demande gracieuse de réduction, totale ou partielle, des majorations prévues ci-dessus ;

« 3° Si la mise en demeure de régulariser la situation dans un délai de quinze jours reste sans effet, le directeur de l'organisme habilité peut délivrer une contrainte notifiée au débiteur par lettre recommandée avec accusé de réception. A défaut d'opposition du débiteur devant le tribunal d'instance ou de grande instance compétent, la contrainte comporte tous les effets d'un jugement et confère notamment le bénéfice de l'hypothèque judiciaire ;

« 4° Les sûretés applicables sont celles prévues par les articles L. 243-4 et L. 243-5.

« *Art. L. 133-9-3.* - Sans préjudice des missions et pouvoirs des agents des administrations et des organismes parties aux conventions prévues à l'article L. 133-9-1 du présent code et de ceux des fonctionnaires et agents mentionnés à l'article L. 8271-7 du code du travail, les organismes chargés du recouvrement des cotisations du régime général de sécurité sociale sont habilités, dans les conditions définies à la section 4 du chapitre III du titre IV du livre II du présent code, à contrôler l'application par les employeurs des dispositions des articles L. 7122-22 à L. 7122-27 du code du travail et des articles L. 133-9 à L. 133-9-2 pour le compte de l'organisme habilité par l'État.

« A ce titre, ils sont habilités à communiquer aux fonctionnaires et agents de contrôle mentionnés à l'article L. 8271-7 du code du travail et à recevoir de ces derniers tous renseignements et tous documents nécessaires à la lutte contre le travail dissimulé.

« *Art. L. 133-9-4.* - Les litiges résultant de l'application des dispositions de l'article L. 133-9 aux employeurs mentionnés aux articles L. 5424-1 et L. 5424-2 du code du travail relèvent de la compétence du juge judiciaire.

« *Art. L. 133-9-5.* - L'action civile prévue par l'article 2 du code de procédure pénale est exercée par l'organisme habilité au nom des organismes et administrations parties aux conventions prévues à l'article L. 133-9-1.

« *Art. L. 133-9-6.* - Les modalités d'application des articles L. 133-9 à L. 133-9-5 sont déterminées par décret en Conseil d'État. » ;

3° Le chapitre I^{er} du titre I^{er} du livre IX est complété par un article L. 911-6 ainsi rédigé :

« *Art. L. 911-6.* - Les dispositions des articles L. 3334-1 à L. 3334-15 du code du travail s'appliquent au projet d'accord collectif mentionné à l'article L. 911-1 conclu dans le cadre d'un plan d'épargne pour la retraite collectif. »

Article 10

Le code du sport est ainsi modifié :

1° L'article L. 222-5 est complété par un premier alinéa ainsi rédigé :

« Les dispositions des articles L. 7124-9 à L. 7124-12 du code du travail s'appliquent aux rémunérations de toute nature perçues pour l'exercice d'une activité sportive par des enfants de seize ans et moins soumis à l'obligation scolaire » ;

2° Après l'article L. 222-11, il est inséré un article L. 222-12 ainsi rédigé :

« *Art. L. 222-12.* - Les infractions aux règles de rémunération mentionnées au premier alinéa de l'article L. 222-5 sont punies des peines prévues par les articles L. 7124-27 et L. 7124-34 du code du travail. »

Article 11

L'article L. 326 du code du travail applicable à Mayotte est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. L. 326.* - L'Agence nationale pour l'emploi mentionnée à l'article L. 5312-1 du code du travail assure le service public du placement à Mayotte dans les conditions prévues par le code du travail applicable localement. »

Article 12

I. - Sont abrogées, sous réserve de l'article 13, les dispositions de la partie législative du code du travail dans sa rédaction issue de la loi n° 73-4 du 2 janvier 1973 relative au code du travail ainsi que des textes qui l'ont complétée ou modifiée.

II. - Sont abrogées les dispositions suivantes :

1° Les cinq premiers alinéas de l'article L. 133-5-3 du code de la sécurité sociale ;

2° Les cinq premiers alinéas, le septième, le huitième et le neuvième alinéas de l'article L. 133-5-5 du code de la sécurité sociale ;

3° L'article 1^{er} de l'ordonnance n° 84 du 16 août 1892 sur les jours fériés applicable aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ;

4° Les articles 6, 41 *a*, 41 *b*, 105 *a*, 105 *b*, 105 *c*, 105 *d*, 105 *e*, 105 *f*, 105 *g*, 105 *i* et 133 du code professionnel local applicable aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ;

5° Les articles 66 et 621 du code civil local applicable aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ;

6° Les articles 59 et 63 du code de commerce local applicable aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ;

7° Les articles 1^{er}, 1^{er}-1, 4, 5, 8 deuxième alinéa, 10 et 11 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles ;

8° Les cinq premiers alinéas et le neuvième alinéa de l'article 19, ainsi que les articles 21, 22, 23, 24 et 28 de l'ordonnance n° 67-830 du 27 septembre 1967 relative à l'aménagement des conditions de travail en ce qui concerne le régime des conventions collectives, le travail des jeunes et les titres restaurant ;

9° Le I de l'article 64 de la loi de finances pour 1975 n° 74-1129 du 30 décembre 1974 ;

10° Les articles 1^{er}, 2, 3, 4 et 5 de la loi n° 76-463 du 31 mai 1976 relative à l'accession à la propriété ;

11° La loi n° 78-49 du 19 janvier 1978 relative à la mensualisation et à la procédure conventionnelle ;

12° L'article 26 de l'ordonnance n° 82-41 du 16 janvier 1982 relative à la durée du travail et aux congés payés ;

13° Les trois premiers alinéas du II de l'article 5 de la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles ;

14° Le premier alinéa de l'article 93 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 relative à la communication audiovisuelle ;

15° Les articles 1^{er} à 4 de la loi n° 82-684 du 4 août 1982 relative à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains et des chèques-transports ;

16° Les articles 1^{er} à 4 de la loi n° 82-939 du 4 novembre 1982 relative à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi ;

17° Les articles 29 et 30 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public ;

18° L'article 18 de la loi n° 87-572 du 23 juillet 1987 modifiant le titre I^{er} du code du travail et relative à l'apprentissage ;

19° Le V de l'article 9 de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions ;

20° L'article 8 de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité ;

21° Le II de l'article 30 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail ;

22° L'article 1^{er} de la loi n° 2005-296 du 31 mars 2005 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise ;

23° L'article 20 de la loi n° 2005-843 du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique ;

24° Le VIII de l'article 96 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises ;

25° Les articles 1^{er}, 2 et 3 de l'ordonnance n° 2005-893 du 2 août 2005 relative au contrat de travail « nouvelles embauches ».

III. - Sont abrogés l'article R. 250-1 et les deux premiers alinéas de l'article R. 250-2 du code du travail.

IV. - L'abrogation des dispositions prévue aux I à III prend effet à la date d'entrée en vigueur de la partie réglementaire du nouveau code du travail pour ce qui concerne les articles, alinéas, phrases ou mots mentionnés à l'annexe 2 de la présente ordonnance.

Article 13

Nonobstant les dispositions de l'article 1^{er}, demeurent en vigueur, dans leur rédaction en vigueur à la date de la publication de la présente ordonnance, les dispositions suivantes de la partie législative du code du travail :

1° Les dispositions de l'article L. 143-11-7, en tant qu'elles s'appliquent aux marins mentionnés à l'article L. 742-6 ;

- 2° Les dispositions de l'article L. 143-11-9, en tant qu'elles s'appliquent aux marins mentionnés à l'article L. 742-6 ;
- 3° Les articles L. 148-2 et L. 148-3, ainsi que l'article L. 154-3, en tant qu'il s'applique aux infractions aux dispositions de ces deux articles ;
- 4° La deuxième phrase du troisième alinéa de l'article L. 212-4-4 ;
- 5° Les articles L. 212-18 et L. 212-19 ;
- 6° L'article L. 213-11 ;
- 7° L'article L. 220-3 ;
- 8° Le second alinéa de l'article L. 221-1 ;
- 9° L'article L. 321-13 ;
- 10° Les articles L. 323-2, L. 323-4-1, L. 323-8-6-1 ;
- 11° En tant qu'ils s'appliquent aux collectivités et organismes mentionnés à l'article L. 323-2, les quatre premiers alinéas de l'article L. 323-5, le premier alinéa de l'article L. 323-8, les articles L. 323-8-7 et L. 323-8-8, le cinquième alinéa de l'article L. 323-21 et l'article L. 323-34 ;
- 12° Le neuvième alinéa de l'article L. 342-3 et le dixième alinéa de ce même article en tant qu'il s'applique aux entreprises de transport ;
- 13° L'article L. 351-13, en tant qu'il s'applique aux personnes mentionnées aux 1° et 2° de ce même article ;
- 14° L'article L. 353-2 ;
- 15° Les articles L. 471-1 à L. 471-3 ;
- 16° Le cinquième alinéa de l'article L. 620-10 ;
- 17° Les articles L. 713-1 et L. 713-2 ;
- 18° L'article L. 742-1, les II à IV de l'article L. 742-1-1 et les articles L. 742-2 à L. 743-2 ;
- 19° Les articles L. 800-4 et L. 800-5 en tant qu'ils concernent la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française ;
- 20° Le douzième alinéa de l'article L. 812-1 ;
- 21° Les articles L. 970-1 à L. 970-6 ;
- 22° Le deuxième alinéa de l'article L. 981-4.

Article 14

Les dispositions de la présente ordonnance entrent en vigueur en même temps que la partie réglementaire du nouveau code du travail et au plus tard le 1^{er} mars 2008.

Article 15

Le Premier ministre, le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement, le ministre de l'outre-mer et le ministre délégué à l'emploi, au travail et à l'insertion professionnelle des jeunes sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente ordonnance, qui sera publiée au *Journal officiel* de la République française.